Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
1.	2013-GC-4	Divers *Verschiedenes*	Communications *Mitteilungen*				
2.	2026-GC-38	Mandat *Auftrag*	Cremo, un enjeu systémique pour notre canton ! *Cremo, eine systemische Herausforderung für unseren Kanton!*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Armand Jaquier Adrian Brügger Roland Mesot Achim Schneuwly Bruno Riedo Matthieu Aebischer Marc Fahrni Claude Brodard Alizée Rey Stéphane Peiry Auteurs / *Urheber* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
3.	2025-GC-317	Motion *Motion*	Modification de la loi sur l'exercice des droits politiques LEDP: abrogation de l'obligation de domicile pour les scrutateurs et scrutatrices art. 7 al. 5 LEDP *Anpassung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte PRG: Aufhebung der Wohnsitzpflicht für Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler Art. 7 Abs. 5 PRG*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Philipp Wieland Auteur-e / *Urheber/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		

Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
4.	2025-GC-272	Postulat *Postulat*	Retour d'expérience du terrain concernant la loi sur les finances communales *Rückmeldung der Erfahrungswerte zum Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Elias Moussa Auteur-e / *Urheber/-in* Gabriel Kolly Auteur-e / *Urheber/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
5.	2025-DIME-11	Décret *Dekret*	Subventionnement pour la construction d'un nouveau CO et d'une salle de sport triple sur le site Les Taconnets, à Givisiez; la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg et la création de nouvelles salles de classe et la transformation d'un appartement du concierge au CO de Marly *Zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez; zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg und zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly*	Entrée en matière et lecture *Eintreten und Lesung*	Lucie Menétrey Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I

Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
6.	2026-DIME-35	Décret *Dekret*	Crédit d'étude en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt *Studienkredit im Hinblick auf den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt*	Entrée en matière, 1re et 2e lectures *Eintreten, 1. und 2. Lesungen*	Jean-Daniel Chardonnens Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
7.	2026-GC-164	Postulat *Postulat*	Institut agricole de Grangeneuve/Service de l'agriculture : clarifier les procédures, éviter les blocages financiers et répondre au mécontentement des agriculteurs *Landwirtschaftliches Institut Grangeneuve/Amt für Landwirtschaft: Verfahrensabläufe klären, finanzielle Blockaden vermeiden und auf die Unzufriedenheit der Landwirte reagieren*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Gabriel Kolly Auteur-e / *Urheber/-in* Christian Clément Auteur-e / *Urheber/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
8.	2026-GC-171	Motion *Motion*	Initiative cantonale - Pour garantir le financement et la mise en œuvre efficace des mesures d'aménagement dans les agglomérations *Standesinitiative - Fur die Sicherstellung der Finanzierung und der wirksamen Umsetzung von Infrastruktur- und Raumentwicklungsmassnahmen in den Agglomerationen*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Frédéric Bussard Auteur-e / *Urheber/-in* Roland Mesot Auteur-e / *Urheber/-in* Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		

Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
9.	2022-DFIN-13	Rapport *Bericht*	Investissement bruts cantonaux. Pourquoi de telles différences systématiques entre les budgets et les comptes ? (rapport sur postulat 2021-GC-100) *Kantonale Bruttoinvestitionen: Weshalb immer diese Differenzen zwischen Voranschlag und Rechnung? (Bericht zum Postulat 2021-GC-100)*	Discussion *Diskussion*	Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
10.	2026-GC-274	Divers *Verschiedenes*	Discours de fin de législature 2022-2026 - Discours du conseiller d'Etat Jean-François Steiert *Ansprache zum Ende der Legislaturperiode 2022-2026 - Ansprache von Staatsrat Jean-François Steiert*				

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

—

Mandat 2026-GC-38
Cremo, un enjeu systémique pour notre canton !

Auteur-e-s :	**Jaquier Armand / Fahrni Marc / Rey Alizée / Brügger Adrian / Riedo Bruno / Schneuwly Achim / Peiry Stéphane / Mesot Roland / Aebischer Matthieu / Brodard Claude**
Nombre de cosignataires :	**15**
Dépôt :	**12.02.2026**
Développement :	**12.02.2026**
Transmission au Conseil d'Etat :	**12.02.2026**
Réponse du Conseil d'Etat :	**24.06.2026**

I. Résumé du mandat

Cremo est un acteur important, voire capital pour notre canton. Actuellement, l'entreprise traverse de graves turbulences ; sa pérennité questionne. A l'heure où l'entreprise peine à trouver un chemin pour assurer sa survie, la population, les collectivités, les livreurs-euses de lait et les salarié-e-s sont préoccupé-e-s. Ils et elles craignent les conséquences humaines, économiques et sociales. Il faut également constater que la crédibilité du canton pourrait être mise à terre vu que l'un de ces objectifs économiques importants est justement axé vers l'agroalimentaire et la bioéconomie.

Il semble dès lors essentiels que le Conseil d'Etat s'investisse en urgence dans l'identification des risques et conséquences et, le cas échéant, émette des propositions ou des mesures, notamment relatives :

> aux agriculteurs producteurs de lait ;
> à l'économie laitière dans ses multiples implications ;
> aux places de travail et d'emploi ;
> à l'économie du canton en général ;
> à la stratégie cantonale en matière d'agroalimentaire et de bioéconomie ;
> à la crédibilité et l'image du canton.

Par mandat déposé et développé le 12 février 2026, concernant Cremo, les auteur-e-s demandent au Conseil d'Etat de mettre rapidement sur pied une commission chargée d'analyser les points énumérés ainsi que tout autre élément pertinent et d'émettre des propositions et des mesures à qui de droit. Cette commission devrait être composée d'expert-e-s des thèmes mentionnés, venant également de l'extérieur du canton, ainsi que de deux député-e-s.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Cremo S.A.

Cremo S.A. est une **société anonyme** de droit privé, non cotée en bourse, régie par le droit suisse et dont le siège se trouve à Villars-sur-Glâne. Ses principaux actionnaires sont la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL) (45,97 %), Prolait (9,23 %) et aaremilch (9,03 %).

Elle emploie 660 **collaborateurs**, dont plus de la moitié sur le site principal.

Elle est un acteur clé du secteur agroalimentaire fribourgeois et revêt **une grande importance** en tant que deuxième plus grande laiterie de Suisse et principal acheteur de lait de la région. À titre de comparaison (chiffres de 2024) :

> Emmi AG : 926 millions de kg de lait ; environ 3 000 collaborateurs en Suisse ;
> Cremo S.A. : 363 millions de kg de lait ; 660 collaborateurs ;
> Elsa Group (Migros) : 310 millions de kg de lait ; 1 041 collaborateurs ;

En 2024, Cremo S.A. a pris en charge 363 millions de kg de lait, dont les deux tiers issus de fournisseurs directs (dont près de 100 millions de kg provenant de producteurs fribourgeois) et un tiers en provenance de toute la Suisse par le biais de pools ou d'autres industriels. Les volumes de lait sont soumis à d'importantes fluctuations, ce qui a des conséquences opérationnelles (capacités pour les périodes de pointe) et financières (coûts de stockage du produit final, risques liés au marché et aux taux de change à l'exportation) considérables.

63 % des 363 millions de kg de lait sont transformés en beurre et en poudre de lait, ce qui souligne l'importance de ces marchés, mais implique aussi des coûts (coûts fixes, énergie) impactant le résultat d'exploitation. Environ 10 % sont transformés en fromage, notamment en Vacherin Fribourgeois AOP, dont Cremo S.A. est le plus grand producteur (1'000 tonnes annuelles, soit un tiers de la production annuelle totale de Vacherin Fribourgeois AOP).

2. Conséquences d'une éventuelle fermeture du site de Villars-sur-Glâne

Une cessation d'activité de Cremo S.A. affecterait l'ensemble du secteur laitier suisse et des centaines d'emplois, principalement dans le canton de Fribourg. D'une part, elle entraînerait la disparition d'un acheteur de lait pour quelque 1800 producteurs des cantons de Fribourg, Vaud, Valais et Berne. Les 1135 producteurs directement liés à Cremo S.A., en particulier, perdraient leur principal débouché. D'autre part, en tant que 2ème régulateur de l'ensemble du secteur laitier suisse, Cremo S.A. transforme le lait excédentaire en beurre et en poudre de lait, stabilisant ainsi le marché laitier suisse. La suppression de ces capacités de production entraînerait des excédents massifs de lait cru et provoquerait des perturbations considérables sur un marché laitier déjà tendu. D'autant plus qu'un autre important régulateur historique de la filière, Hochdorf Nutrition AG, a fermé son site de production à Hochdorf à la fin de l'année 2025 en raison d'un manque de rentabilité. Une statistique de la fédération des Producteurs Suisses de Lait (PSL) démontre en effet clairement que la capacité de transformation suisse est en diminution depuis plusieurs années et n'arrive plus à répondre à l'augmentation de la production enregistrée depuis l'automne passé.

Cette augmentation de la production représente également une chance pour les activités régulatoires de Cremo S.A. Bien qu'active sur un marché très concurrentiel, Cremo S.A. bénéficie du soutien de de nombreux partenaires économiques, pour lesquels la perte de ses capacités de régulation serait très dommageable et difficile à supporter.

3. Évaluation de la situation par l'actionnaire principale

La FSFL, en tant que principal actionnaire de Cremo S.A., a exprimé sa confiance au conseil d'administration et à la direction via un communiqué de presse paru le 27 février 2026. Son président a réitéré cette confiance lors de l'assemblée annuelle de la FSFL du 23 avril dernier à Neyruz.

La FSFL a engagé avec le Conseil d'administration de Cremo S.A. une réflexion visant à renforcer la gouvernance afin de faire face aux défis futurs. Dans ce contexte, elle salue la réforme du conseil d'administration décidée lors de l'assemblée générale du 11 juin 2026. Cette refonte permet de doter la société des compétences nécessaires et complémentaires afin de la repositionner et d'en assurer la pérennité à long terme.

4. Évaluation de la situation par le Conseil d'État

Le Conseil d'État suit la situation avec la plus grande vigilance. Il constate que les activités de l'entreprise dépassent largement le périmètre cantonal et déploient leurs effets à l'échelle nationale, impliquant de nombreux partenaires de la branche. Les plans d'assainissement lancés par l'entreprise doivent lui permettre de retrouver par ses propres moyens une situation économique saine.

À ce jour, si Cremo S.A. a connu plusieurs exercices déficitaires successifs, l'entreprise a toujours honoré ses charges et offre depuis plusieurs années des rémunérations correctes à ses producteurs en regard du marché suisse. La société a lancé différentes réformes et restructurations avec l'objectif d'un retour aux chiffres noirs dans les meilleurs délais. Elle a également signifié de manière transparente sa crainte d'une ingérence de l'Etat dans ses affaires, par le biais d'un plan d'assainissement ou de solutions parallèles qui mettraient à mal la crédibilité et l'existence même de son propre plan. La confiance de tous les acteurs (clients, partenaires, fournisseurs, consommateurs) est essentielle à la réussite du projet.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le canton doit éviter de s'immiscer dans les affaires d'une société privée, active sur un marché concurrentiel, en créant un dangereux précédent. Ce n'est par ailleurs pas sa mission et il ne dispose d'aucune compétence en matière de production comme de commercialisation industrielle. Il n'a d'autre part pas accès aux données privées de l'entreprise qui lui permettraient d'effectuer une analyse sérieuse et fine de la situation économique de celle-ci. Il serait dès lors illusoire de prévoir des scénarios basés sur des hypothèses ou suppositions non vérifiées.

Enfin, différents échanges ont eu lieu entre Cremo S.A. et les Directions IAF et EEF afin d'évaluer des pistes possibles de soutien à l'investissement industriel sur la base des outils existants dans les politiques économique et agricole comme par exemple des subventions, des prêts ou des cautionnements. Des réflexions sont en cours. La DIAF et la DEEF ont également eu un échange avec les dépositaires du présent mandat pour leur donner des informations en possession des Directions, sous réserve de leur confidentialité.

En conclusion, le Conseil d'État partage l'analyse de la situation faite par l'actionnaire principal et salue la volonté du conseil d'administration de procéder à des réformes structurelles profondes. Il est d'avis qu'il faut donner une chance à l'entreprise de relever elle-même les défis économiques auxquels elle est confrontée, avec ses propres partenaires et sans ingérence dépassant le cadre des soutiens publiques existants. Il souhaite éviter de donner de mauvais signaux aux partenaires en mettant en doute les plans de l'entreprise. Il rappelle que, même dans les entreprises où le canton est actionnaire majoritaire, voire unique, il a toujours mis en avant la responsabilité et la compétence

du conseil d'administration dans ses réponses aux questions parlementaires. Il serait par conséquent incompréhensible que l'État se permette d'intervenir dans la gestion d'une entreprise privée, ne serait-ce qu'à des fins d'analyse et de conseil.

Toutefois, le Conseil d'Etat, à travers les deux Directions concernées, s'engage à tenir informé le Grand Conseil de l'évolution de ce dossier par le biais de rencontres avec des représentant-e-s de chaque groupe.

Au vu des considérations susmentionnées, le Conseil d'État recommande au Grand Conseil de rejeter ce mandat tout en continuant à suivre l'évolution de l'entreprise et en approfondissant les pistes de solutions de soutien exposées ci-dessus.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Auftrag 2026-GC-38
Cremo, eine systemische Herausforderung für unseren Kanton!

Urheber/innen:	**Jaquier Armand / Fahrni Marc / Rey Alizée / Brügger Adrian / Riedo Bruno / Schneuwly Achim / Peiry Stéphane / Mesot Roland / Aebischer Matthieu / Brodard Claude**
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	**15**
Einreichung:	**12.02.2026**
Begründung:	**12.02.2026**
Überweisung an den Staatsrat:	**12.02.2026**
Antwort des Staatsrats:	**24.06.2026**

I. Zusammenfassung des Auftrags

Cremo S.A. ist ein wichtiger, ja sogar entscheidender Akteur für unseren Kanton. Derzeit befindet sich das Unternehmen in einer schweren Krise; sein Fortbestand ist ungewiss. In einer Zeit, in der das Unternehmen Mühe hat, einen Weg zu finden, um sein Überleben zu sichern, sind die Bevölkerung, die Gemeinden, die Milchlieferantinnen und -lieferanten sowie die Beschäftigten besorgt. Sie befürchten menschliche, wirtschaftliche und soziale Folgen. Zudem ist festzustellen, dass die Glaubwürdigkeit des Kantons Schaden nehmen könnte, da eines seiner wichtigsten wirtschaftlichen Ziele gerade auf die Agrar- und Lebensmittelwirtschaft sowie die Bioökonomie ausgerichtet ist.

Es erscheint daher unerlässlich, dass sich der Staatsrat dringend mit der Ermittlung der Risiken und Folgen befasst und gegebenenfalls Vorschläge oder Massnahmen unterbreitet, insbesondere in Bezug auf:

> die Milchproduzentinnen und -produzenten;
> die Milchwirtschaft und die vielfältigen damit verbundenen Bereiche;
> Arbeitsplätze und Beschäftigung;
> die Wirtschaft des Kantons im Allgemeinen;
> die kantonale Strategie in den Bereichen Agrar- und Lebensmittelwirtschaft sowie Bioökonomie;
> die Glaubwürdigkeit und das Image des Kantons.

Mit einem am 12. Februar 2026 eingereichten und begründeten Auftrag bezüglich Cremo fordern die Verfasserinnen und Verfasser den Staatsrat auf, rasch eine Kommission einzusetzen, die die aufgeführten Punkte sowie alle weiteren relevanten Aspekte analysiert und Vorschläge und Massnahmen an die zuständigen Stellen weiterleitet. Diese Kommission sollte sich aus Expertinnen und Experten für die genannten Themenbereiche, die auch von ausserhalb des Kantons kommen, sowie aus zwei Vertretern des Grossen Rates zusammensetzen.

II. Antwort des Staatsrats

1. Cremo S.A.

Die Cremo S.A. ist eine privatrechtliche, nicht börsenkotierte **Aktiengesellschaft** nach Schweizer Recht mit Sitz in Villars-sur-Glâne. Ihre wichtigsten Aktionäre sind der Freiburgische Milchverband (FMV) (45,97 %), Prolait (9,23 %) und aaremilch (9,03 %).

Das Unternehmen beschäftigt 660 **Mitarbeitende**, davon mehr als die Hälfte am Hauptstandort.

Es ist ein Schlüsselakteur der Freiburger Land- und Ernährungswirtschaft und als zweitgrösste Molkerei der Schweiz und wichtigster Milchabnehmer der Region von **grosser Bedeutung**. Zum Vergleich (Zahlen von 2024):

> Emmi AG: 926 Millionen kg Milch; rund 3000 Mitarbeitende in der Schweiz;
> Cremo S.A.: 363 Millionen kg Milch; 660 Mitarbeitende;
> Elsa Group (Migros): 310 Millionen kg Milch; 1041 Mitarbeitende;

2024 nahm Cremo S.A. 363 Millionen Kilogramm Milch an, davon stammten zwei Drittel von Direktlieferanten (darunter fast 100 Millionen kg von Freiburger Produzenten) und ein Drittel aus der ganzen Schweiz über Pools oder andere Industrieunternehmen. Die Milchmengen unterliegen starken Schwankungen, was erhebliche operative (Kapazitäten für Spitzenzeiten) und finanzielle (Lagerkosten für das Endprodukt, Markt- und Wechselkursrisiken beim Export) Auswirkungen hat.

63 % der 363 Millionen Kilogramm Milch werden zu Butter und Milchpulver verarbeitet, was die Bedeutung dieser Märkte unterstreicht, aber auch entsprechenden Kosten (Fixkosten, Energie) verursacht, die sich auf das Betriebsergebnis auswirken. Ungefähr 10 % werden zu Käse verarbeitet, insbesondere Vacherin Fribourgeois AOP, wo Cremo S.A. der grösste Produzent ist (jährlich werden 1000 Tonnen, d. h. ein Drittel der Gesamtproduktion von Vacherin Fribourgeois AOP durch Cremo S.A. hergestellt.

2. Auswirkungen einer möglichen Schliessung des Standorts Villars-sur-Glâne

Eine Einstellung des Betriebs der Cremo S.A. hätte Auswirkungen auf die gesamte Schweizer Milchwirtschaft und auf Hunderte von Arbeitsplätzen, vor allem im Kanton Freiburg. Einerseits würde dies den Wegfall eines Milchabnehmers für rund 1800 Produzenten aus den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis und Bern bedeuten. Insbesondere die 1135 Produzenten, die direkt mit der Cremo S.A. verbunden sind, würden ihre wichtigste Abnehmerin verlieren. Andererseits verarbeitet Cremo S.A, als zweitgrösster Regulator der Schweizer Milchwirtschaft die Milchüberschüsse zu Butter und Milchpulver und stabilisiert so den Schweizer Milchmarkt. Der Wegfall dieser Produktionskapazitäten würde zu massiven Überschüssen an Rohmilch führen und erhebliche Störungen auf einem ohnehin schon angespannten Milchmarkt verursachen. Dies umso mehr, als ein weiterer wichtiger historischer Regulator der Branche, die Hochdorf Nutrition AG, ihren Produktionsstandort in Hochdorf per Ende 2025 geschlossen hat, dies aufgrund mangelnder Rentabilität. Eine Statistik der Schweizer Milchproduzenten (SMP) zeigt deutlich, dass die Schweizer Verarbeitungskapazität bereits seit mehreren Jahren abnimmt und dem seit letztem Herbst verzeichneten Produktionsanstieg nicht mehr gerecht wird.

Diese Produktionssteigerung stellt auch eine Chance für die Regulierungsaktivitäten der Cremo S.A. dar. Obwohl Cremo S.A. in einem sehr wettbewerbsintensiven Markt tätig ist, wird das Unternehmen von zahlreichen Wirtschaftspartnern unterstützt, für die der Verlust seiner Regulierungskapazitäten sehr schädlich und schwer zu verkraften wäre.

3. Einschätzung der Lage durch den Hauptaktionär

Der FMV hat als Hauptaktionär der Cremo S.A. in einer Medienmitteilung vom 27. Februar 2026 sein Vertrauen in den Verwaltungsrat und die Geschäftsleitung zum Ausdruck gebracht. Sein Präsident bekräftigte dies anlässlich der Jahresversammlung des FMV am letzten 23. April in Neyruz.

Der FMV hat gemeinsam mit dem Verwaltungsrat von Cremo S.A. Überlegungen zur Stärkung der Unternehmensführung angestellt, um künftigen Herausforderungen zu begegnen. In diesem Zusammenhang begrüsst er die anlässlich der Generalversammlung vom 11. Juni 2026 verabschiedete Reform des Verwaltungsrats. Sie ermöglicht es der Gesellschaft, sich mit den erforderlichen und sich ergänzenden Kompetenzen auszustatten, um sie neu zu positionieren und ihren langfristigen Fortbestand zu sichern.

4. Einschätzung der Lage durch den Staatsrat

Der Staatsrat verfolgt die Lage mit grösster Aufmerksamkeit. Er stellt fest, dass die Aktivitäten des Unternehmens weit über die Kantonsgrenzen hinaus reichen und sich die Auswirkungen auf die gesamte Schweiz sowie auf die Beziehungen zu zahlreichen Partnern der Branche erstrecken. Die vom Unternehmen eingeleiteten Sanierungspläne sollen es ihm ermöglichen, aus eigener Kraft wieder zu einer gesunden wirtschaftlichen Lage zurückzufinden.

Obwohl Cremo S.A. bisher mehrere aufeinanderfolgende defizitäre Geschäftsjahre verzeichnet hat, ist das Unternehmen seinen Verpflichtungen stets nachgekommen und bietet seinen Produzenten seit mehreren Jahren im Vergleich zum Schweizer Markt angemessene Vergütungen. Die Gesellschaft hat verschiedene Reformen und Umstrukturierungen eingeleitet, mit dem Ziel, so rasch als möglich wieder schwarze Zahlen zu schreiben. Es hat zudem offen seine Befürchtung zum Ausdruck gebracht, dass der Staat durch einen Sanierungsplan oder parallelen Lösungen eingreifen könnte, was die Glaubwürdigkeit und die Existenz seines eigenen Plans untergraben würden. Das Vertrauen aller Beteiligten (Kunden, Partner, Lieferanten, Verbraucher) ist für den Erfolg des Projekts von entscheidender Bedeutung.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass der Kanton es vermeiden muss, sich in die Angelegenheiten eines privaten Unternehmens einzumischen, das auf einem wettbewerbsorientierten Markt tätig ist, da dies einen gefährlichen Präzedenzfall schaffen würde. Dies gehört zudem nicht zu seinen Aufgaben, und er verfügt über keinerlei Kompetenzen in den Bereichen Produktion und industrielle Vermarktung. Ausserdem hat er keinen Zugang zu den privaten Daten des Unternehmens, die ihm eine fundierte und detaillierte Analyse der wirtschaftlichen Lage des Unternehmens ermöglichen würden. Es wäre daher illusorisch, Szenarien auf der Grundlage von nicht überprüften Hypothesen oder Annahmen zu entwerfen.

Schliesslich fanden verschiedene Gespräche zwischen der Cremo S.A. und den Direktionen ILF und VWB statt, um mögliche Wege zur Förderung industrieller Investitionen auf der Grundlage bestehender Instrumente der Wirtschafts- und Agrarpolitik zu erörtern, wie beispielsweise Subventionen, Darlehen oder Bürgschaften. Derzeit laufen Überlegungen dazu. Die ILFD und die VWBD haben zudem einen Austausch mit den Verfasserinnen und Verfasser des vorliegenden Auftrags geführt, um ihnen die den Direktionen vorliegenden Informationen unter Wahrung der Vertraulichkeit zur Verfügung zu stellen.

Zusammenfassend teilt der Staatsrat die vom Hauptaktionär vorgenommene Situationsanalyse und begrüsst die Bereitschaft des Verwaltungsrats, tiefgreifende Strukturreformen durchzuführen. Er ist der Ansicht, dass dem Unternehmen selbst die Chance gegeben werden muss, die wirtschaftlichen

Herausforderungen, welchen es ausgesetzt ist, gemeinsam mit seinen eigenen Partnern zu bewältigen, ohne dass Eingriffe erfolgen, die über den Rahmen der bestehenden öffentlichen Unterstützung hinausgehen. Der Staatsrat möchte vermeiden, den Partnern falsche Signale zu senden, indem er die Pläne des Unternehmens in Frage stellt. Er erinnert daran, dass er selbst in Unternehmen, in denen der Kanton Mehrheits- oder gar Alleinaktionär ist, in seinen Antworten auf parlamentarische Anfragen stets die Verantwortung und Kompetenz des Verwaltungsrats hervorgehoben hat. Es wäre daher unverständlich, wenn sich der Staat anmassen würde, in die Geschäftsführung eines privaten Unternehmens einzugreifen, sei es auch nur zu Analyse- und Beratungszwecken.

Der Staatsrat verpflichtet sich jedoch, über die beiden betroffenen Direktionen den Grossen Rat durch Treffen mit Vertreterinnen und Vertretern der Fraktionen über die Entwicklung dieses Dossiers auf dem Laufenden zu halten.

Angesichts der vorgängig genannten Überlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, diesen Auftrag abzulehnen, dabei jedoch die Entwicklung des Unternehmens weiterhin zu verfolgen und die oben dargelegten Lösungsansätze für eine Unterstützung weiter zu vertiefen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

—

Motion 2025-GC-317

Modification de la loi sur l'exercice des droits politiques LEDP: abrogation de l'obligation de domicile pour les scrutateurs et scrutatrices art. 7 al. 5 LEDP

Auteur :	**Wieland Philipp**
Nombre de cosignataires :	**0**
Dépôt :	**16.12.2025**
Développement :	**16.12.2025**
Transmission au Conseil d'Etat :	**18.12.2025**
Réponse du Conseil d'Etat :	**16.06.2026**

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 18 décembre 2025, le motionnaire demande que la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP ; RSF 115.1) soit modifiée afin d'autoriser le conseil communal à choisir des scrutateurs et scrutatrices non-domicilié-e-s dans la commune. A l'appui de cette demande, il remarque que de nombreuses communes peinent à trouver assez de scrutateurs et scrutatrices pour assister leur bureau électoral dans les opérations de scrutin, ce d'autant plus que les membres de leur personnel sont souvent domiciliés hors de la commune.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que les opérations de scrutin sont menées sous la responsabilité du bureau électoral, nommé pour chaque scrutin par le conseil communal parmi les personnes exerçant leurs droits politiques dans la commune (art. 7 al. 1 LEDP). Pour les nommer, le conseil communal doit tenir compte équitablement des partis ou groupements politiques représentés dans la commune (art. 7 al. 2). S'agissant d'une autorité responsable de la tenue des scrutins et de l'établissement de leurs résultats, jusqu'à la proclamation des personnes élues dans le cas des élections au conseil communal et au conseil général (art. 76 al. 4 let. b), le Conseil d'Etat estime pertinent de maintenir l'obligation de domicile dans la commune concernée. Tel n'est en revanche par le cas pour les scrutateurs ou scrutatrices, dont le rôle est de participer aux opérations de scrutins sous la responsabilité du bureau électoral. Ces personnes ont en effet un rôle essentiellement technique et administratif.

Le Conseil d'Etat estime ainsi qu'il appartient aux communes de déterminer les personnes les plus à même d'assumer les fonctions de scrutateurs ou scrutatrices en tenant compte des contraintes et compétences à disposition. Le recours à des membres du personnel communal, pas forcément domiciliés dans la commune mais maîtrisant les outils informatiques nécessaires au dépouillement, apparaît notamment être une solution pertinente.

Le Conseil d'Etat estime toutefois souhaitable que les communes continuent autant que possible à mobiliser leurs propres habitantes et habitants lors des opérations de scrutin, qui constituent des moments importants dans le fonctionnement de notre système démocratique. Dans son message accompagnant la révision de la LEDP de mars 2023, le Conseil d'Etat avait ainsi relevé que les scrutateurs ou scrutatrices, s'ils ou elles devaient être domicilié-e-s dans la commune, ne devaient pas nécessairement y exercer leurs droits politiques : cette fonction était ainsi ouverte aux personnes qui n'avaient pas encore l'âge de l'exercice des droits politiques, ou aux personnes étrangères quelle que soit la durée de leur de leur domiciliation et quel que soit le scrutin concerné. Participer au dépouillement d'un scrutin constitue une excellente préparation à l'exercice des droits politiques et une sensibilisation importante au fonctionnement de nos institutions.

Avec cette réserve, le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à accepter la présente motion.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Motion 2025-GC-317
Anpassung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte PRG: Aufhebung der Wohnsitzpflicht für Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler Art. 7 Abs. 5 PRG

Urheber:	**Wieland Philipp**
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	**0**
Einreichung:	**16.12.2025**
Begründung:	**16.12.2025**
Überweisung an den Staatsrat:	**18.12.2025**
Antwort des Staatsrats:	**16.06.2026**

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 18. Dezember 2025 eingereichten und begründeten Motion beantragt der Motionär, das Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; RSF 115.1) dahingehend zu ändern, dass der Gemeinderat ermächtigt wird, Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler zu bezeichnen, die nicht in der Gemeinde wohnhaft sind. Zur Begründung führt er an, dass zahlreiche Gemeinden Schwierigkeiten haben, genügend Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler zu finden, um ihr Wahlbüro bei den Abstimmungsvorgängen zu unterstützen, umso mehr, als ihre Mitarbeitenden oft ausserhalb der Gemeinde wohnhaft sind.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die Abstimmungsvorgänge unter der Verantwortung des Wahlbüros, das vom Gemeinderat für jede Wahl aus den in der Gemeinde stimmberechtigten Personen bestellt wird, durchgeführt werden (Art. 7 Abs. 1 PRG). Bei der Bestellung des Wahlbüros hat der Gemeinderat die in der Gemeinde vertretenen Parteien und Wählergruppen angemessen zu berücksichtigen (Art. 7 Abs. 2 PRG). Da es sich dabei um eine Behörde handelt, die für die Durchführung der Wahlen und die Feststellung ihrer Ergebnisse bis zur Proklamation der gewählten Personen bei den Wahlen in den Gemeinderat und den Generalrat verantwortlich ist (Art. 76 Abs. 4 Bst. b PRG), ist der Staatsrat der Auffassung, dass die Wohnsitzpflicht beibehalten werden sollte. Anders verhält es sich hingegen bei den Stimmenzählerinnen und Stimmenzählern, deren Aufgabe es ist, unter der Verantwortung des Wahlbüros an den Abstimmungsvorgängen mitzuwirken. Diese Personen haben in der Tat eine vorwiegend technische und administrative Funktion.

Der Staatsrat ist daher der Ansicht, dass es den Gemeinden obliegt, die am besten geeigneten Personen für das Amt der Stimmenzählerin oder des Stimmenzählers zu bezeichnen, unter Berücksichtigung der vorhandenen Rahmenbedingungen und Kompetenzen. Insbesondere die Heranziehung von Gemeindemitarbeitenden, die nicht unbedingt in der Gemeinde wohnhaft sind, aber über die für die Auszählung erforderlichen Informatikkenntnisse verfügen, scheint eine geeignete Lösung zu sein.

Der Staatsrat hält es jedoch für wünschenswert, dass die Gemeinden nach Möglichkeit weiterhin ihre eigenen Einwohnerinnen und Einwohner für die Abstimmungsvorgänge mobilisieren, die wichtige Momente im Funktionieren unseres demokratischen Systems darstellen. In seiner Botschaft zur Revision des PRG vom März 2023 hatte der Staatsrat darauf hingewiesen, dass Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler zwar ihren Wohnsitz in der Gemeinde haben, aber nicht unbedingt dort stimmberechtigt sein müssten: Diese Funktion stünde somit auch Personen offen, die das Stimmrechtsalter noch nicht erreicht haben, oder ausländischen Personen unabhängig von der Dauer ihrer Wohnsitznahme und unabhängig von der jeweiligen Wahl. Die Mitwirkung bei der Auszählung eines Urnengangs stellt eine hervorragende Vorbereitung auf die Ausübung der politischen Rechte und eine wichtige Sensibilisierung für die Funktionsweise unserer Institutionen dar.

Mit diesem Vorbehalt empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat daher, die vorliegende Motion anzunehmen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

—

Postulat 2025-GC-272

Retour d'expérience du terrain concernant la loi sur les finances communales

Auteurs :	**Moussa Elias / Kolly Gabriel**
Nombre de cosignataires :	**3**
Dépôt :	**13.11.2025**
Développement :	**13.11.2025**
Transmission au Conseil d'Etat :	**13.11.2025**
Réponse du Conseil d'Etat :	**23.03.2026**

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 13 novembre 2025, les députés Elias Moussa et Gabriel Kolly demandent de dresser un bilan de la mise en œuvre de la législation sur les finances communales, comportant notamment un retour d'expérience des communes ainsi que l'identification d'éventuelles pistes d'amélioration.

Les parlementaires rappellent que la loi sur les finances communales (LFCo, RSF 140.6) est entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Les communes et l'Etat disposent dès lors d'un recul portant sur quatre exercices comptables et cinq exercices budgétaires établis sous l'égide des nouvelles règles de la LFCo. Dans ce contexte, un retour d'expérience et une vue d'ensemble permettraient d'évaluer si les objectifs fixés par la LFCo ont été atteints ou si des améliorations s'avéreraient nécessaires.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat tient en préambule à rappeler que la législation sur les finances communales est en effet entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Il relève toutefois que cette entrée en vigueur est intervenue dans le contexte particulier de la crise sanitaire liée au Covid. Compte tenu de cette situation exceptionnelle, les collectivités locales soumises aux normes du modèle comptable harmonisé (MCH2) définies par cette législation ont bénéficié d'une souplesse dans leur mise en œuvre. Elles ont ainsi pu choisir soit d'appliquer immédiatement ces nouvelles normes, avec une première présentation des comptes selon le MCH2 dès l'exercice 2021, soit de reporter cette mise en œuvre d'une année.

37 communes sur 128 (29%) ont fait le choix d'introduire les normes MCH2 dès l'exercice 2021. En mai 2022, afin de tirer un premier bilan de la transition vers les nouvelles dispositions légales, le Service des communes (SCom) a consulté les communes concernées afin de connaître leur avis sur la nouvelle législation et leurs éventuelles propositions d'amélioration. La synthèse de cette consultation a incité le SCom à compléter et publier sur son site internet plusieurs directives et recommandations, ainsi que des réponses spécifiques publiées dans la « foire aux questions » (FAQ).

Comme mentionné, le postulat des députés Elias Moussa et Gabriel Kolly visant à dresser un bilan général et complet des expériences communales de la mise en œuvre des normes MCH2 permettra d'évaluer si les objectifs fixés par la législation sur les finances communales ont été atteints. En parallèle, il est également important de souligner que, dans le cadre de son concept de surveillance financière des communes adopté fin 2025, le SCom a établi une liste des contrôles, portant à la fois sur les aspects formels (processus décisionnel, respect des délais) et sur la régularité de la comptabilité communale (budgets, comptes et bilan). e Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le postulat et propose d'établir un rapport circonstancié relatif aux expériences liées à la mise en œuvre des normes MCH2.

Tant le retour d'expériences requis par les postulants que les enseignements issus de la surveillance financière exercée par le SCom permettront d'identifier les améliorations nécessaires, notamment en vue d'une meilleure harmonisation des pratiques communales en la matière. C'est pourquoi le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le postulat et propose d'établir un rapport circonstancié relatif aux expériences liées à la mise en œuvre des normes MCH2.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Postulat 2025-GC-272
Rückmeldung der Erfahrungswerte zum Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden

Urheber:	**Moussa Elias / Kolly Gabriel**
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	**3**
Einreichung:	**13.11.2025**
Begründung:	**13.11.2025**
Überweisung an den Staatsrat:	**13.11.2025**
Antwort des Staatsrats:	**23.03.2026**

I. Zusammenfassung des Postulats

In einem am 13. November 2025 eingereichten und begründeten Postulat fordern die Grossräte Elias Moussa und Gabriel Kolly, eine Bilanz der Umsetzung der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden zu ziehen, die insbesondere eine Rückmeldung der Gemeinden sowie die Ermittlung möglicher Verbesserungsansätze enthält.

Die Grossräte erinnern daran, dass das Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden (GFHG, SGF 140.6) am 1. Januar 2021 in Kraft getreten ist. Die Gemeinden und der Staat verfügen somit über einen Rückblick auf vier Rechnungsjahre und fünf Budgetjahre nach den neuen Bestimmungen des GFHG. In diesem Zusammenhang würden Erfahrungswerte und ein Überblick dazu beitragen, zu beurteilen, ob die vom GFHG festgelegten Ziele erreicht wurden oder ob Verbesserungen erforderlich sind.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hält zunächst fest, dass die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden, wie im Postulat erwähnt, am 1. Januar 2021 in Kraft getreten ist. Er weist jedoch darauf hin, dass dieses Inkrafttreten im besonderen Kontext der Covid-Gesundheitskrise erfolgte. Angesichts dieser aussergewöhnlichen Situation wurde den kommunalen öffentlich-rechtlichen Körperschaften, die den in dieser Gesetzgebung festgelegten Normen des Harmonisierten Rechnungslegungsmodells (HRM2) unterliegen, eine gewisse Flexibilität bei deren Umsetzung eingeräumt. So konnten sie wählen, ob sie diese neuen Normen sofort anwenden wollten mit einer ersten Rechnungslegung nach HRM2 ab dem Rechnungsjahr 2021 oder ob sie die Umsetzung um ein Jahr verschieben wollten.

37 von 128 Gemeinden (29 %) haben sich dafür entschieden, die HRM2-Normen ab dem Rechnungsjahr 2021 einzuführen. Im Mai 2022 konsultierte das Amt für Gemeinden (GemA) die betroffenen Gemeinden, um eine erste Bilanz des Übergangs zu den neuen Gesetzesbestimmungen zu ziehen und ihre Meinung zur neuen Gesetzgebung sowie ihre möglichen Verbesserungsvorschläge

einzuholen. Die Synthese dieser Befragung veranlasste das GemA, mehrere Weisungen und Empfehlungen zu ergänzen und auf seiner Website zu veröffentlichen, sowie spezifische Antworten in einem «FAQ» (am häufigsten gestellte Fragen) zu veröffentlichen.

Wie bereits erwähnt, wird das Postulat der Grossräte Elias Moussa und Gabriel Kolly – wonach eine allgemeine und umfassende Bilanz der Erfahrungen der Gemeinden mit der Umsetzung der HRM2-Normen erstellt werden soll – eine Auswertung darüber ermöglichen, ob die in der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden festgelegten Ziele erreicht wurden. Es ist auch wichtig zu erwähnen, dass das GemA parallel dazu im Rahmen seines Konzepts der Finanzaufsicht über die Gemeinden, das Ende 2025 verabschiedet wurde, eine Liste von Kontrollen geschaffen hat, die formale Aspekte (Entscheidungsprozess, Einhaltung der Fristen) ebenso wie die Ordnungsmässigkeit der Gemeindebuchhaltung (Budgets, Jahresrechnungen und Bilanz) betreffen.

Sowohl die von den Postulanten geforderten Erfahrungswerte als auch die Erkenntnisse aus der vom GemA ausgeübten Finanzaufsicht werden es ermöglichen, notwendige Verbesserungen zu identifizieren, insbesondere im Hinblick auf eine bessere Harmonisierung der kommunalen Praktiken in diesem Bereich. Aus diesem Grund lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, dieses Postulat erheblich zu erklären, und schlägt vor, einen ausführlichen Bericht über die Erfahrungen mit der Umsetzung der HRM2-Normen zu erstellen.

Projet du 08.07.2026

Décret relatif au subventionnement de la construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation (CO) et d'une salle de sport triple sur le site «Les Taconnets», à Givisiez; la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg; et la création de nouvelles salles de classe et la transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour le CO de Marly

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du Canton de Fribourg

Vu la loi du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation;

Vu le règlement du 4 juillet 2006 sur les subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation;

Vu le Message 2025-DIME-11 du Conseil d'Etat du 8 juillet 2026;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

[1] Un crédit d'engagement de 16'454'060 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du subventionnement de la construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation et d'une salle de sport triple sur le site «Les

Taconnets», à Givisiez (15'295'218 francs), de la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour l'école du cycle d'orientation de Pérolles à Fribourg (89'775 francs) et de la création de nouvelles salles de classe et la transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour l'école du cycle d'orientation de Marly (1'069'067 francs).

Art. 2

[1] Le crédit de paiement correspondant à la subvention cantonale sera inscrit aux budgets financiers annuels et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

[2] Le versement de la subvention se fera selon les disponibilités financières du canton.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au référendum financier.

Il entre en vigueur dès son adoption.

Dekret über einen Beitrag zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez; zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg und zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule;

gestützt auf das Reglement vom 4. Juli 2006 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule;

nach Einsicht in die Botschaft 2025-DIME-11 des Staatsrats vom 8. Juli 2026;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

[1] Für die Finanzierung eines Beitrags zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez (15'295'218 Franken), zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg (89'775

Franken) und zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly (1'069'067 Franken) wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 16'454'060 Franken eröffnet.

Art. 2

[1] Der Zahlungskredit, der dem Kantonsbeitrag entspricht, wird in den jährlichen Finanzvoranschlägen eingetragen und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

[2] Die Beiträge werden gemäss den finanziellen Möglichkeiten des Staates ausgezahlt.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt mit seiner Annahme in Kraft.

Message 2025-DIME-11

8 juillet 2026

—

Subventionnement pour la construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation (CO) et d'une salle de sport triple sur le site « Les Taconnets », à Givisiez ; la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg et la création de nouvelles salles de classe et la transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour le CO de Marly

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention cantonale, d'un montant total de 16 454 060 francs, pour trois écoles du cycle d'orientation :1) d'un montant de 15 295 218 francs, pour la construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation (CO) et d'une salle de sport triple sur le site « Les Taconnets », à Givisiez ; 2) d'un montant de 89 775 francs, pour la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg ; et 3) d'un montant de 1 069 067 francs pour la création de nouvelles salles de classe et la transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour le CO de Marly.

Table des matières

—

1 Nouveau CO de Givisiez et salle de sport triple 3
1.1 Contexte 3
1.1.1 Introduction 3
1.1.2 Historique 3
1.1.3 Bassin de recrutement 3
1.2 Projet 4
1.2.1 Programme des locaux 4
1.2.2 Surfaces, volumes et accès au public 4
1.2.3 Implantation 5
1.2.4 Concept spatial et structurel 5
1.2.5 Concept physique et énergétique 5
1.2.6 Effets sur le développement durable 6
1.3 Aspects financiers 6
1.3.1 Coût de construction 6
1.3.2 Calcul de la subvention provisoire 6
1.4 Planning intentionnel 7
1.5 Conclusion 7
2 Transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg 8

2.1 Contexte 8
2.2 Projet 8
2.3 Aspects financiers 8
2.4 Planning intentionnel 9
2.5 Conclusion 9
3 Création de nouvelles salles de classe et transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour le CO de Marly 9
3.1 Contexte 9
3.2 Projet 9
3.3 Aspects financiers 10
3.4 Planning intentionnel 10
3.5 Conclusion 10
4 Situation pour les projets importants terminés, en cours et à venir 10
4.1 Situation des paiements pour les projets importants terminés et en cours 10
4.2 Futurs projets de CO susceptibles d'être subventionnés 10
4.2.1 4e CO à Vuadens pour le district de la Gruyère 10
4.2.2 Transformation et agrandissement du CO de Gurmels 11
4.2.3 Construction d'un pavillon provisoire pour le CO de Düdingen 11
4.2.4 Nouvelle salle de sport triple pour le CO de la Veveyse 11
5 Crédit d'engagement 11

1 Nouveau CO de Givisiez et salle de sport triple

—

1.1 Contexte

1.1.1 Introduction

Face à une croissance démographique soutenue et à l'évolution des besoins pédagogiques, les communes de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français sont confrontées à une augmentation de la pression sur leurs infrastructures scolaires. Cette situation rend indispensable la création de nouveaux espaces d'enseignement adaptés aux exigences actuelles en matière de qualité, d'inclusion et de durabilité.

Pour répondre à ces défis, un projet de construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation (CO), accompagnée d'une salle de sport triple, a été élaboré sur le site « Les Taconnets » à Givisiez. Ce projet a été validé par l'Assemblée des délégués de l'Association des communes concernées le 26 mars 2025, puis approuvé en votation populaire le 18 mai 2025. Il respecte les critères définis par la Loi cantonale du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions scolaires (RSF 414.4), notamment en matière de planification, de fonctionnalité et de pertinence pédagogique.

1.1.2 Historique

2016–2019 : Identification du besoin et choix du site

- L'étude Wanders identifie une forte croissance des effectifs scolaires dans la Ville de Fribourg et sa Ceinture à l'horizon 2025 (juillet 2016) ;
- Sélection par l'Assemblée des délégués du site « Les Taconnets » à Givisiez (mars 2019).

2019–2021 : Etudes préliminaires et planification

- Approbation de l'organisation du concours d'architecture (décembre 2019) ;
- Confirmation de la clause du besoin par le Conseil d'Etat (mars 2020) ;
- Achat des terrains (mars 2021).

2021–2023 : Concours et développement du projet

- Bureaux lauréats du concours d'architecture : Atelier March SA à Genève, Chablais Fischer Architectes sàrl, à Estavayer-le-Lac, Gex & Dorthe Ing. Consultants Sàrl à Bulle, Chammartin & Spicher SA à Givisiez, SRG Ing. Conseils Scherler SA à Fribourg, Effiteam Sàrl à Givisiez et Géotest SA à Givisiez (sept. 2021 – avril 2022) ;
- Octroi par l'Assemblée des délégués d'un crédit d'études de 4 900 000 francs (mai 2022) ;
- Présentation de l'avant-projet (mai 2023).

2023–2025 : Autorisations et validation finale

- Publication de la demande de permis de construire (mai 2024) ;
- Octroi du permis de construire (mai 2025) ;
- Crédit d'ouvrage de 81 700 000 francs voté par l'Assemblée des délégués (mars 2025) ;
- Approbation populaire à 76,8 % (mai 2025).

1.1.3 Bassin de recrutement

Compte tenu de la croissance continue des effectifs scolaires dans la région, une planification rigoureuse est nécessaire pour garantir un accueil adéquat des élèves à l'horizon 2028.

Le futur CO de Givisiez a été conçu pour répondre à cette évolution démographique. Il accueillera dès la rentrée 2028 environ 750 élèves physiques (soit 800 élèves légaux), 230 élèves physiques (240 légaux) issus du Haut-Lac français. Le bassin de recrutement couvre les communes de Courtepin (y compris Villarepos), Misery-Courtion, ainsi que celles de la Ceinture de la Ville de Fribourg (à l'exception de Villars-sur-Glâne et Granges-Paccot) et de Sarine-Nord.

A l'automne 2023, la commune de Granges-Paccot a exprimé le souhait d'intégrer certains de ses élèves au futur CO de Givisiez dès la rentrée 2028. Une évaluation est en cours sur la base des projections de la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), et une étude du Service de la mobilité (SMo) a été présentée à une délégation communale de Granges-Paccot en février 2025.

1.2 Projet

1.2.1 Programme des locaux

Pour répondre à l'augmentation des effectifs scolaires tout en optimisant les ressources disponibles, le projet vise à maximiser l'utilisation des espaces d'enseignement sans compromettre la qualité pédagogique.

Le principe d'itinérance est appliqué : au lieu d'une salle par classe, le bâtiment prévoit 4 salles pour 5 classes, en tenant compte du fait qu'une salle de classe n'est utilisée qu'environ 75 % du temps scolaire (le reste étant consacré à des cours en salles spécialisées). Cette organisation permet de regrouper les périodes non utilisées et de libérer de l'espace pour accueillir davantage d'élèves.

Le CO comprendra :

> 40 salles de classe, permettant d'accueillir jusqu'à 880 élèves physiques (930 élèves légaux) ;
> 8 espaces d'enseignement en interaction, conçus comme des environnements dynamiques favorisant la collaboration, l'engagement et l'apprentissage actif. Ces espaces, modulables, peuvent être dédiés à des disciplines spécifiques (ex. : l'allemand) et servir également de salles de classe.



Figure 2 Salle de classe ordinaire



Figure 1 Espace d'enseignement en interaction

1.2.2 Surfaces, volumes et accès au public

Pour offrir aux élèves et aux activités scolaires des conditions d'accueil optimales, le projet repose sur une répartition équilibrée de la parcelle de 9797 m^2 entre les surfaces bâties, les accès et les espaces extérieurs végétalisés.

L'aménagement du site a été conçu pour répondre aux besoins fonctionnels du complexe scolaire tout en respectant les principes de durabilité et de perméabilité des sols. Il distingue clairement les zones construites, les accès et les surfaces naturelles.

Le projet vise à renforcer l'ancrage du cycle d'orientation dans son environnement en mettant certaines infrastructures à disposition de la population en dehors des heures scolaires, favorisant ainsi la vie associative, culturelle et sportive locale.

Les équipements ont été conçus pour un usage partagé, avec des accès indépendants et des aménagements adaptés à un usage public : sécurité, confort, modularité et qualité technique.

1.2.3 Implantation

Le projet vise à offrir une infrastructure scolaire fonctionnelle, intégrée dans son environnement urbain, tout en répondant aux exigences du Plan d'aménagement de détail (PAD) et aux besoins de mobilité, d'accessibilité et de durabilité.

Le programme est réparti dans deux bâtiments distincts :

> Un bâtiment scolaire à morphologie linéaire, implanté parallèlement aux voies CFF, conformément aux principes du PAD ;
> Une salle de sport triple située au sud de la parcelle, délimitant le secteur central prévu pour la future gare routière.

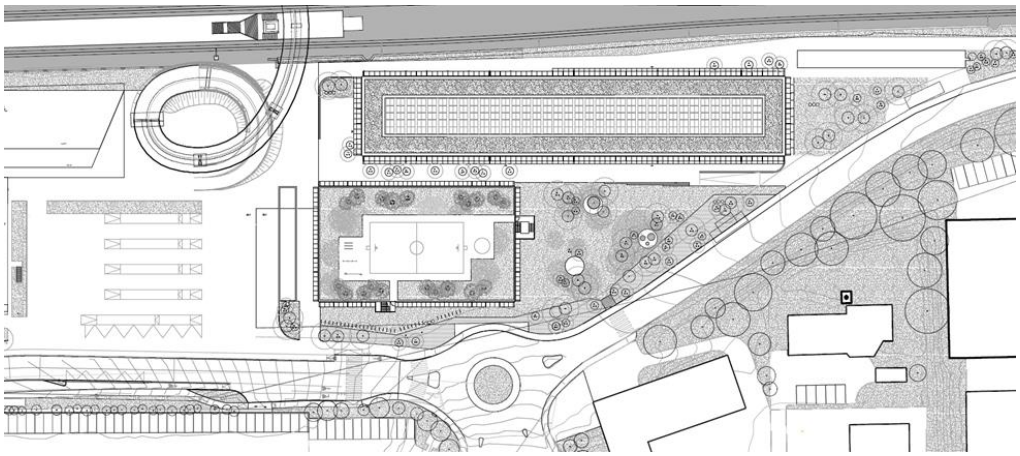


Figure 3 Plan de situation

1.2.4 Concept spatial et structurel

Le projet prévoit de réaliser un complexe scolaire moderne, évolutif et capable de répondre aux besoins pédagogiques à long terme, tout en assurant une intégration harmonieuse dans son environnement.

Le bâtiment s'organise sur six niveaux (deux rez-de-chaussée et quatre étages), avec une répartition claire des fonctions :

> Sous-sol : vestiaires, aula, locaux techniques, accès au parking ;
> Rez-inférieur : aula, salles de musique, administration, accès direct à la salle de sport ;
> Rez-supérieur : locaux pour enseignants, direction, bibliothèque, réfectoire ;
> Etages : salles d'enseignement, espaces d'interaction, casiers.

La structure en béton armé ponctuel et dalles mixtes bois-béton permet flexibilité et confort acoustique. Les façades en acier galvanisé et vitrages triples assurent durabilité, protection thermique et phonique.

Le projet des aménagements extérieurs libère une vaste surface en pleine terre, propice à la plantation de grands arbres, créant ainsi un cadre ombragé et accueillant. Ces aménagements exemplaires favorisent à la fois la biodiversité et la convivialité des lieux, au bénéfice des usagers et du publics en dehors des horaires scolaires.

1.2.5 Concept physique et énergétique

Ce projet s'inscrit dans une volonté de répondre aux enjeux climatiques actuels et futurs en garantissant un bâtiment scolaire à haute performance énergétique, durable et confortable pour ses usagers.

Il adopte une approche bioclimatique et respecte les standards Minergie-P, avec une conception optimisée pour la ventilation, la protection contre la surchauffe estivale et la gestion des ressources.

1.2.6 Effets sur le développement durable

Le projet de construction d'un nouveau CO à Givisiez intègre de manière exemplaire les principes du développement durable. L'implantation des bâtiments et des aménagements extérieurs favorise la perméabilité des sols, la biodiversité et la convivialité grâce à de vastes surfaces en pleine terre et la plantation de grands arbres. Sur le plan énergétique, le complexe est conçu selon une approche bioclimatique et répond aux standards Minergie-P, garantissant une haute performance thermique et acoustique.

La toiture végétalisée, équipée de panneaux photovoltaïques, contribue à la régulation thermique et à la gestion des eaux pluviales, tandis que la géothermie assure chauffage et rafraîchissement. La ventilation double-flux et le rafraîchissement passif renforcent le confort des usagers tout en limitant la consommation énergétique.

La création d'une Société de Gestion de l'Energie (SGE) est en cours de planification. Portée conjointement avec les Transports publics fribourgeois (TPF), cette entité aura pour mission de piloter un microgrid[1] local, conçu pour mutualiser les ressources énergétiques du quartier.

Ce dispositif innovant permettra d'optimiser les flux et de garantir un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement. La SGE fonctionnera selon un modèle économique équilibré, assurant la couverture de ses charges, y compris la rémunération des fonds investis. Les tarifs appliqués seront transparents, fondés sur la répercussion des coûts réels et ajustés en fonction de l'évolution du marché de l'énergie.

L'ensemble de ces mesures traduit une volonté forte d'inscrire l'infrastructure scolaire dans une logique de durabilité, d'efficacité énergétique et de respect de l'environnement.

1.3 Aspects financiers

1.3.1 Coût de construction

Le coût global du projet se monte à 96 500 000 francs. L'estimation des coûts basés sur le dossier de mise à l'enquête et 80 % d'offres reçues se présente comme suit :

CFC	Objet	Montant	%
CFC 0	Terrain, études et frais préliminaires	9 914 000	10,3
CFC 1	Travaux préparatoires	2 815 000	2,9
CFC 2	Bâtiment	67 017 000	69,4
CFC 3	Equipements d'exploitation	1 285 000	1,3
CFC 4	Aménagements extérieurs	3 704 000	3,8
CFC 5	Frais secondaires et comptes d'attente	6 073 000	6,3
CFC 6	Réserves et imprévus	2 504 000	2,6
CFC 7	Travaux connexes & prestations à charge de TPF et/ou SGE	-1 252 000	-1,3
CFC 9	Ameublement et décoration	4 440 000	4,6
	Total TTC	**96 500 000**	**100,0**

L'Association des communes de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français a successivement adopté plusieurs crédits, pour un montant total de 14 800 000 francs. Ces crédits ont permis l'acquisition du terrain, l'organisation du concours de projets d'architecture et d'ingénierie, ainsi que la réalisation des études préalables nécessaires à la concrétisation du projet. Un crédit d'ouvrage de 81 700 000 francs a ensuite été validé, couvrant l'ensemble des phases de planification, de conception et d'exécution.

1.3.2 Calcul de la subvention provisoire

Les montants subventionnables ont été déterminés par la Commission des constructions scolaires (CCS) selon le principe du forfait, conformément au règlement du 4 juillet 2006 sur les subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation (RSF 414.41).

[1] Micro-réseau électrique créé à l'échelle du quartier pour son propre approvisionnement et la revente de son surplus au réseau.

Objet	Montant
Construction de l'école du cycle d'orientation	19 707 714.00
Construction de la salle de sport triple	2 223 000.00
Mensa	1 299 831.00
Aula	2 285 010.00
Aménagements extérieurs	3 703 726.15
Mobilier et matériel didactique	4 278 542.90
Equipement informatique	330 000.00
Intervention artistique	161 550.00
Montant total subventionnable	**33 989 374.05**
Taux applicable 45 % (art. 13 – RSF 414.4)	
Montant de la subvention provisoire	15 295 218.30
Montant de la subvention provisoire arrondi	**15 295 218.00**

A ce jour, la rubrique budgétaire n° 5620-025, dédiée aux subventions pour les écoles du cycle d'orientation, est dotée annuellement d'un montant compris entre 4,5 et 5 millions de francs. Par conséquent, le versement de la subvention destinée au CO de Givisiez devra être échelonnée comme suit :

Année	Montant
2026	1 500 000
2027	3 000 000
2028	3 500 000
2029	3 500 000
2030	3 795 218
Total	**15 295 218**

1.4 Planning intentionnel

La durée globale des travaux est estimée, à ce jour, à 36 mois, depuis les travaux préparatoires jusqu'à la mise en service prévue pour la rentrée scolaire 2028–2029, sous réserve d'éventuelles procédures de recours. Le calendrier rappel les étapes majeures du projet :

Temporalité		Projet (phases)
Juin 2017 – Mars 2019	Etude pour recherche et évaluation des sites	SIA 4.11
Mars 2019 – Décembre 2019	Etude de faisabilité	SIA 4.21
Mars 2021	Décision achat site « Les Taconnets »	
Septembre 2021 – Avril 2022	Concours de projets d'architecture et d'ingénierie SIA 142	SIA 4.22
Mai 2022 – Mai 2025	Avant-projet et projet de l'ouvrage	SIA 4.31–4.32
Mai 2024 – Mai 2025	Procédure de demande d'autorisation (permis de construire)	SIA 4.33
Mai 2024 – Novembre 2025	Appels d'offres	SIA 4.41
Août 2025 – Juin 2028	Exécution de l'ouvrage	SIA 4.52
Août 2028	Mise en exploitation	SIA 4.53

1.5 Conclusion

Afin de répondre à la forte croissance des effectifs scolaires dans les districts de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français, il est indispensable de doter la région d'une infrastructure scolaire moderne, adaptée aux besoins actuels de l'enseignement et conforme aux exigences légales et pédagogiques.

Le projet de construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation à Givisiez, issu d'un concours de projets d'architecture, a été élaboré en étroite collaboration avec les communes concernées. Il a été validé selon les procédures légales en vigueur, tant au niveau communal que par voie de votation populaire, témoignant d'un large soutien local.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'une subvention cantonale de 15 295 218 francs, conformément à l'article 3 de la Loi cantonale du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation (RSF 414.4). La décision attendue porte exclusivement sur la participation financière du canton à un projet conforme au cadre légal, et vise à permettre au canton de soutenir activement la réalisation d'une infrastructure scolaire essentielle pour l'avenir de la région.

Le projet proposé n'a pas d'incidence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

2 Transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg

—

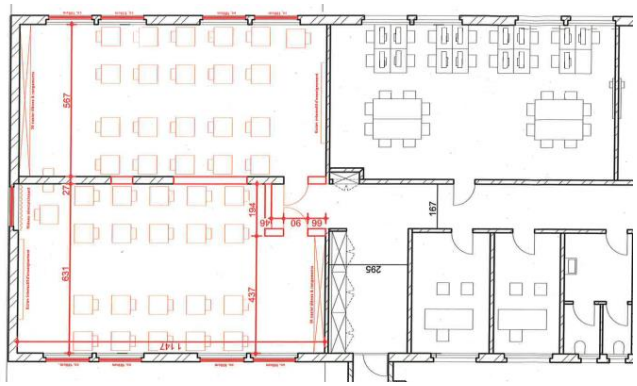
2.1 Contexte

L'appartement du concierge de l'école du cycle d'orientation (CO) de Pérolles ayant été libéré dernièrement, le CO prévoit sa transformation en deux salles de soutien pour faire face à l'augmentation des effectifs qui devraient dépasser la barre des 580 élèves légaux pour la rentrée 2026–2027. Le 3 décembre 2025, l'Assemblée des délégués a accepté à l'unanimité l'octroi d'un crédit d'investissement de 210 000 francs pour la transformation de cet appartement en deux salles de soutien.

La Commission des constructions scolaires (CCS) a validé le 22 septembre 2025 la demande de permis de transformer ce logement en deux salles de soutien et a établi le 18 décembre 2025 le calcul de l'estimation de la subvention cantonale pour ces travaux. Le Conseil d'Etat a communiqué le 21 avril 2026 la promesse de subvention d'un montant de 89 775 francs à l'Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français (COSAHL), que cette dernière a validé par courrier du 28 avril 2026.

2.2 Projet

Le projet consiste à la transformation complète de l'appartement du concierge, de 4.5 pièces, en deux salles de soutien respectivement d'une surface de 65 m^2 et de 68 m^2. Ces deux salles sont accessibles aux personnes à mobilité réduite avec un lève-personnes déjà installé auparavant par le CO.



2.3 Aspects financiers

Le devis estimatif remis par la COSAHL le 17 décembre 2025 est de 210 000 francs pour les CFC 1 à 9.

La CCS a calculé le montant de la promesse de subvention en considérant le montant de 139 500 francs pour les CFC 1 *Travaux préparatoires* et 2 *Bâtiment* et le montant de 60 000 francs pour le CFC 9 *Mobilier et les équipements pédagogiques*, soit un montant total de 199 500 francs auquel le taux de subvention de 45% est appliqué. Ainsi la subvention cantonale est de 89 775 francs.

2.4 Planning intentionnel

La demande de permis de transformé a été effectuée à l'automne 2025 et les travaux sont prévus pour le printemps-été 2026 pour une mise en service des deux salles de soutien à la rentrée 2026–2027.

2.5 Conclusion

Afin de répondre à la croissance des effectifs scolaires dans le CO de Pérolles à Fribourg, il est nécessaire de créer les deux salles de soutien en remplacement d'un appartement qui n'est plus occupé.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'une subvention cantonale de 89 775 francs conformément à l'article 3 de la Loi cantonale du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation (RSF 414.4). La décision attendue porte exclusivement sur la participation financière du canton à un projet conforme au cadre légal.

Le projet proposé n'a pas d'incidence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme au droit fédéral et européen.

3 Création de nouvelles salles de classe et transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires pour le CO de Marly

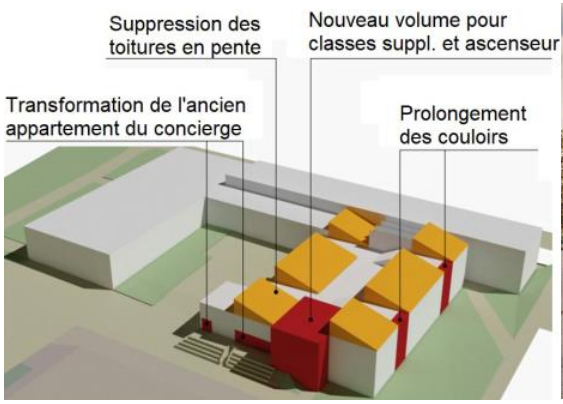
—

3.1 Contexte

L'école du cycle d'orientation (CO) de Marly, réalisée en 1974, puis agrandie en 1978, 1995 et 2005, nécessitait d'importants travaux d'assainissement et de mise en conformité aux normes parasismiques et énergétiques, ainsi que la création de nouvelles salles de classe, pour faire face à l'augmentation démographique, et la transformation de l'appartement du concierge, plus occupé, en locaux scolaires. La COSAHL a adressé officiellement une demande préalable de subventionnement le 29 juin 2021 uniquement pour les nouveaux locaux scolaires. Le Directeur de la DIME a communiqué le 28 octobre 2021 à la COSAHL le montant de la subvention provisoire d'un montant de 1 069 067 francs. Celui-ci a ensuite fait l'objet le 21 décembre 2021 d'un Arrêté du Conseil d'Etat (ACE n° 2021-1565). Par ailleurs, l'assemblée des délégués de la COSAHL a approuvé le 9 décembre 2021 un crédit d'investissement de 19 450 000 francs, accepté ensuite à plus de 82% lors de la votation populaire le 13 février 2022.

3.2 Projet

Le projet consistait à la réalisation de six nouvelles salles de classe, d'une surface de 78 m^2 chacune, d'une salle d'informatique, de 43 m^2, d'une salle de musique, de 90 m^2, de locaux scolaires créés pour la médiation, l'infirmerie et l'aumônerie, avec la transformation de l'appartement du concierge.





3.3 Aspects financiers

La CCS a calculé le montant subventionnable, d'une part, de 2 114 704 fr. 80, sur le principe du forfait, pour les nouveaux locaux scolaires (salles de classe et transformation de l'appartement), et, d'autre part, de 141 000 francs pour le CFC 4 *Aménagements extérieurs* et de 120 000 francs pour le CFC 9 *Mobilier et les équipements pédagogiques*, soit un montant total de 2 375 704 fr. 80, auquel le taux de subvention de 45% est appliqué. Ainsi la subvention cantonale est de 1 069 067 francs.

3.4 Planning intentionnel

Les études ont été effectuées du printemps 2021 au printemps 2023, puis le chantier a débuté en mai 2023 et devrait s'achever à la fin de l'année 2026.

3.5 Conclusion

Afin de répondre à la croissance des effectifs scolaires au sein du CO de Marly, il était nécessaire de créer six nouvelles salles de classe et des locaux scolaires annexes lors la transformation de l'appartement du concierge inoccupé.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'une subvention cantonale de 1 069 067 francs conformément à l'article 3 de la Loi cantonale du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation (RSF 414.4). La décision attendue porte exclusivement sur la participation financière du canton à un projet conforme au cadre légal.

Le projet proposé n'a pas d'incidence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme au droit fédéral et européen.

4 Situation pour les projets importants terminés, en cours et à venir

—

4.1 Situation des paiements pour les projets importants terminés et en cours

Le tableau ci-dessous présente l'état des engagements financiers de l'Etat pour les CO, en distinguant les projets terminés et en cours, ainsi que les paiements effectués à fin 2025, prévus en 2026 et après 2026. Il offre une vue d'ensemble sur la progression des paiements futurs.

CO - Localité	Décret	Engagement de l'Etat	Paiements au 31.12.2025	Paiements prévus en 2026	Solde à payer après 2026
[b] CO de langue allemande - Fribourg	17.12.2013	10 836 038	8 700 000	0	2 136 038
[a] Veveyse – Bât. A-D-G	04.11.2016	4 114 022	3 290 000	824 022	0
[b] Jolimont - Fribourg	09.02.2021	1 268 860	500 000	0	768 860
[a] Glâne - Romont	09.02.2021	5 785 632	3 032 000	2 753 632	0

[a] Travaux terminés ; [b] En cours ;

4.2 Futurs projets de CO susceptibles d'être subventionnés

4.2.1 4e CO à Vuadens pour le district de la Gruyère

Face à la croissance marquée des effectifs scolaires, l'Association des communes de la Gruyère pour l'école du cycle d'orientation a adressé un courrier à la DFAC afin de solliciter son préavis quant à la réalisation d'un quatrième établissement du cycle d'orientation en Gruyère.

Dans ce cadre, une étude d'analyse de plusieurs sites a été confiée à un mandataire en octobre 2024. Celle-ci a permis d'identifier la commune de Vuadens comme l'emplacement à privilégier pour accueillir cette nouvelle infrastructure. Un comité de pilotage, constitué à cet effet, s'est réuni régulièrement depuis plusieurs mois afin d'assurer le suivi du projet.

Un concours de projets d'architecture et d'ingénierie a été organisé entre l'automne 2025 et le printemps 2026. Le vernissage a eu lieu le 17 avril 2026. La commission de bâtisse a débuté ses travaux à fin avril 2026. La mise en exploitation de la future école est envisagée pour la rentrée scolaire 2031–2032.

4.2.2 Transformation et agrandissement du CO de Gurmels

Afin d'améliorer les conditions d'enseignement scolaire et sportif, la commune de Gurmels prévoit de démolir l'actuelle salle de sport pour la remplacer par une nouvelle salle de sport simple aux normes OFSPO et un nouveau bâtiment avec plusieurs salles de sciences et d'activités créatrices. La CCS a effectué le 19 mars 2026 le calcul de la subvention cantonale d'un montant de 2 062 608 fr. 30. La demande de subvention sera effectuée auprès du Conseil d'Etat et du Grand Conseil courant 2027.

4.2.3 Construction d'un pavillon provisoire pour le CO de Düdingen

Dans le cadre la construction d'une nouvelle école primaire de Wolfacker, la commune de Düdingen a obtenu en 2026 une subvention pour la construction d'un pavillon provisoire. Une fois que la nouvelle école de Wolfacker sera mise en fonction, ledit pavillon sera réutilisé pour permettre l'accueil des élèves du CO de Düdingen durant les travaux d'assainissement énergétique et d'entretien de l'actuel CO de Düdingen. Aussi, une demande de subvention pour la partie utilisée par le CO est prévue d'être présentée au CE et au GC en 2027 voire 2028.

4.2.4 Nouvelle salle de sport triple pour le CO de la Veveyse

Afin de répondre aux besoins en infrastructures sportives scolaires et communales, l'Association des communes pour l'école du cycle d'orientation de la Veveyse a organisé, au printemps 2025, un concours de projets d'architecture et d'ingénierie pour la réalisation d'un nouveau centre sportif, à Châtel-St-Denis.

Ce centre sportif comprendra une piscine ainsi qu'une salle de sport triple, cette dernière étant éligible à un subventionnement cantonal. Ce projet prévoit la démolition des installations sportives existantes du CO, lesquelles seront remplacées par ce nouveau centre sportif qui sera situé en contrebas de l'actuel CO de la Veveyse. La demande de subvention devrait être présentée au CE et au GC en 2027 voire 2028.

5 Crédit d'engagement

—

Le crédit d'engagement nécessaire pour la construction d'une nouvelle école du cycle d'orientation pour les communes de la Sarine Campagne et du Haut-Lac, à Givisiez, la transformation d'un appartement en deux salles de soutien au CO de Pérolles à Fribourg, et la création de nouvelles salles de classe et la transformation de l'appartement du concierge en locaux scolaires à Marly s'élève à **16 454 060 francs** (15 295 218 + 89 775 + 1 069 067 francs).

Ce crédit d'engagement fait l'objet d'un décret qui n'est pas soumis à référendum financier. En effet, conformément à l'article 24 de la loi sur les finances de l'Etat, la dépense est considérée comme une dépense liée.

Il convient de relever que les constructions présentées permettent, d'une part, de faire face à l'augmentation des effectifs d'élèves et, d'autre part, de répondre aux besoins des nouvelles méthodes pédagogiques.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret dans son ensemble.

Botschaft 2025-DIME-11

8. Juli 2026

—

Beitrag zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle in Givisiez («Les Taconnets»), zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für den Stützunterricht der Orientierungsschule Pérolles in Freiburg sowie zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Beitrag von 16 454 060 Franken für drei Orientierungsschulen. Der Beitrag setzt sich wie folgt zusammen: 15 295 218 Franken für den Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez; 89 775 Franken für den Umbau einer Wohnung in zwei Räume für den Stützunterricht der Orientierungsschule Pérolles in Freiburg; sowie 1 069 067 Franken für die Schaffung neuer Klassenzimmer und den Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly.

Inhaltsverzeichnis

—

1 Neue Orientierungsschule in Givisiez mit Dreifachsporthalle 3

1.1 Hintergrund 3

1.1.1 Einleitung 3

1.1.2 Rückblick 3

1.1.3 Einzugsgebiet 3

1.2 Projekt 4

1.2.1 Raumprogramm 4

1.2.2 Flächen, Volumen und öffentlicher Zugang 4

1.2.3 Standortwahl 5

1.2.4 Räumliches und strukturelles Konzept 5

1.2.5 Bauliches und energetisches Konzept 6

1.2.6 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung 6

1.3 Finanzielle Aspekte 6

1.3.1 Baukosten 6

1.3.2 Berechnung des provisorischen Beitrags 7

1.4 Vorläufige Planung 7

1.5 Schlussfolgerung 8

2 Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg 8

2.1 Hintergrund 8
2.2 Projekt 8
2.3 Finanzielle Aspekte 9
2.4 Vorläufige Planung 9
2.5 Schlussfolgerung 9
3 Schaffung neuer Klassenzimmer und Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die OS Marly 9
3.1 Hintergrund 9
3.2 Projekt 9
3.3 Finanzielle Aspekte 10
3.4 Vorläufige Planung 10
3.5 Schlussfolgerung 10
4 Übersicht über den Stand der abgeschlossenen, laufenden und geplanten wichtigen Projekte 10
4.1 Zahlungsstand der abgeschlossenen und laufenden wichtigen Projekte 10
4.2 Zukünftige OS-Projekte, für die Beiträge in Frage kommen 11
4.2.1 4. OS für den Greyerzbezirk in Vuadens 11
4.2.2 Umbau und Erweiterung der OS Gurmels 11
4.2.3 Bau eines Schulpavillons für die OS Düdingen 11
4.2.4 Neue Dreifachsporthalle für die OS Vivisbachbezirk 11
5 Verpflichtungskredit 12

1 Neue Orientierungsschule in Givisiez mit Dreifachsporthalle

—

1.1 Hintergrund

1.1.1 Einleitung

Angesichts des anhaltenden Bevölkerungswachstums sowie sich wandelnder pädagogischer Anforderungen stehen die Gemeinden im Bezirk Saane-Land und im französischsprachigen Seebezirk vor zunehmenden Herausforderungen in Bezug auf ihre schulischen Infrastrukturen. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit, neue Unterrichtsräume zu schaffen, die den heutigen Anforderungen an Qualität, Inklusion und Nachhaltigkeit gerecht werden.

Um diesen Herausforderungen zu begegnen, wurde am Standort «Les Taconnets» in Givisiez ein Projekt für den Bau einer neuen Orientierungsschule (OS) mit einer Dreifachsporthalle ausgearbeitet. Das Projekt wurde am 26. März 2025 von der Delegiertenversammlung des Gemeindeverbands bestätigt und anschliessend am 18. Mai 2025 in einer Volksabstimmung genehmigt. Es erfüllt die Anforderungen des Gesetzes vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (SGF 414.4), insbesondere in Bezug auf Planung, Funktionalität und pädagogische Eignung.

1.1.2 Rückblick

2016–2019: Ermittlung des Bedarfs und Standortwahl

> Prognose eines starken Anstiegs der Schülerzahlen bis zum Jahr 2025 für die Stadt Freiburg und ihren Umkreis gemäss Studie Wanders (Juli 2016);
> Auswahl des Standorts «Les Taconnets» in Givisiez durch die Delegiertenversammlung (März 2019).

2019–2021: Vorstudien und Planung

> Genehmigung der Durchführung des Architekturwettbewerbs (Dezember 2019);
> Bestätigung der Bedürfnisklausel durch den Staatsrat (März 2020);
> Erwerb der Grundstücke (März 2021).

2021–2023: Wettbewerbe und Entwicklung des Projekts

> Preisträger des Architekturwettbewerbs: Atelier March SA in Genf, Chablais Fischer Architectes sàrl in Estavayer-le-Lac, Gex & Dorthe Ing. Consultants Sàrl in Bulle, Chammartin & Spicher SA in Givisiez, SRG Ing. Conseils Scherler SA in Freiburg, Effiteam Sàrl in Givisiez und Géotest SA in Givisiez (September 2021 bis April 2022);
> Bewilligung eines Studienkredits in Höhe von 4 900 000 Franken durch die Delegiertenversammlung (Mai 2022);
> Präsentation der Vorstudien (Mai 2023).

2023–2025: Bewilligungen und definitive Validierung

> Veröffentlichung des Baugesuchs (Mai 2024);
> Erteilung der Baubewilligung (Mai 2025);
> Verabschiedung des Baukredits von 81 700 000 Franken durch die Delegiertenversammlung (März 2025);
> Annahme durch das Stimmvolk mit 76,8 % Ja-Stimmen (Mai 2025).

1.1.3 Einzugsgebiet

Angesichts des anhaltenden Wachstums der Schülerzahlen in der Region ist eine sorgfältige und vorausschauende Planung erforderlich, um bis zum Jahr 2028 eine bedarfsgerechte Unterbringung der Schülerinnen und Schüler sicherzustellen.

Die neue OS in Givisiez wurde als Antwort auf diese demografische Entwicklung konzipiert. Ab Beginn des Schuljahres 2028/2029 wird sie rund 750 (effektive Anzahl) bzw. 800 (gesetzliche Anzahl) Schülerinnen und Schüler aufnehmen. Davon kommen rund 230 bzw. 240 aus dem französischsprachigen Seebezirk. Das Einzugsgebiet der

Schule umfasst die Gemeinde Courtepin (einschliesslich Villarepos), Misery-Courtion sowie die Gemeinden des Umlands der Stadt Freiburg – mit Ausnahme von Villars-sur-Glâne und Granges-Paccot – sowie der Region Saane-Nord.

Im Herbst 2023 bekundete die Gemeinde Granges-Paccot den Wunsch, ab dem Schuljahresbeginn 2028 einen Teil ihrer Schülerinnen und Schüler in die künftige OS in Givisiez zu integrieren. Derzeit wird auf der Grundlage der Projektionen der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) eine entsprechende Bewertung vorgenommen. Zudem wurde einer Delegation der Gemeinde Granges-Paccot im Februar 2025 eine Studie des Amts für Mobilität (MobA) vorgestellt.

1.2 Projekt

1.2.1 Raumprogramm

Um dem Anstieg der Schülerzahlen Rechnung zu tragen und gleichzeitig die verfügbaren Ressourcen effizient zu nutzen, zielt das Projekt darauf ab, die Nutzung der Unterrichtsräume unter Wahrung der pädagogischen Qualität zu optimieren.

Hierzu wird das Prinzip der Raumrotation angewendet: Anstelle eines festen Raums pro Klasse sind vier Unterrichtsräume für fünf Klassen vorgesehen. Dieser Ansatz berücksichtigt, dass ein Klassenzimmer durchschnittlich nur rund 75 % der Unterrichtszeit genutzt wird, da ein Teil des Unterrichts in Spezialräumen stattfindet. Durch die Bündelung der nicht genutzten Zeitfenster können zusätzliche Kapazitäten geschaffen und weitere Schülerinnen und Schüler aufgenommen werden.

Die OS wird Folgendes umfassen:

> 40 Klassenzimmer, die Platz für bis zu 880 (effektive Anzahl) bzw. 930 (gesetzliche Anzahl) Schülerinnen und Schüler bieten;
> 8 interaktive Unterrichtsräume, die als dynamische Umgebungen konzipiert sind, die Zusammenarbeit, Engagement und aktives Lernen fördern. Diese modularen Räume können bestimmten Fächern (z. B. Deutsch) gewidmet sein und auch als Klassenzimmer dienen.



Abb. 2 Ordentliches Klassenzimmer



Abb. 1 Interaktiver Unterrichtsraum

1.2.2 Flächen, Volumen und öffentlicher Zugang

Um den Schülerinnen und Schülern sowie den schulischen Aktivitäten optimale Rahmenbedingungen zu bieten, basiert das Projekt auf einer ausgewogenen Aufteilung des 9797 m² grossen Grundstücks zwischen bebauten Flächen, Zugängen und begrünten Aussenräumen.

Die Gestaltung des Areals wurde so konzipiert, dass sie den funktionalen Anforderungen des Schulkomplexes entspricht und zugleich die Grundsätze der Nachhaltigkeit sowie die Anforderungen an die Wasserdurchlässigkeit der Böden berücksichtigt. Dabei werden die bebauten Flächen, Zugänge und Grünflächen klar voneinander abgegrenzt.

Das Projekt verfolgt das Ziel, die Verankerung der OS in ihrem Umfeld zu stärken, indem ausgewählte Einrichtungen der Bevölkerung ausserhalb der Schulzeiten zur Verfügung gestellt werden. Auf diese Weise wird das lokale Vereins-, Kultur- und Sportleben gezielt unterstützt.

Die entsprechenden Infrastrukturen wurden für eine Mehrfachnutzung konzipiert und verfügen über separate Zugänge sowie über eine Ausstattung, die den Anforderungen der öffentlichen Nutzung entspricht, insbesondere in Bezug auf Sicherheit, Komfort, Modularität und technische Qualität.

1.2.3 Standortwahl

Das Projekt schafft eine funktionale schulische Infrastruktur, die sich harmonisch in ihr städtisches Umfeld einfügt und gleichzeitig die Anforderungen des Detailbebauungsplans (DBP) und die Vorgaben in den Bereichen Mobilität, Barrierefreiheit und Nachhaltigkeit erfüllt.

Das Raumprogramm verteilt sich auf zwei separate Gebäude:

> ein lineares Schulgebäude, das gemäss den Grundsätzen des DBP parallel zu den SBB-Gleisen angeordnet ist;
> eine Dreifachsporthalle im Süden des Grundstücks, die den zentralen Bereich begrenzt, der für den künftigen Bushof vorgesehen ist.

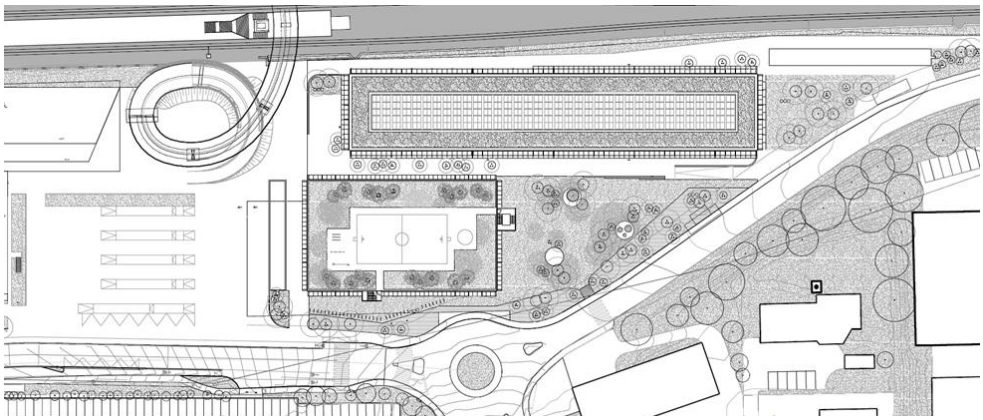


Abb. 3 Situationsplan

1.2.4 Räumliches und strukturelles Konzept

Das Projekt sieht die Errichtung eines modernen und entwicklungsfähigen Schulkomplexes vor, der den pädagogischen Anforderungen langfristig entspricht und sich harmonisch in sein Umfeld einfügt.

Das Gebäude erstreckt sich über insgesamt sechs Stockwerke – zwei Untergeschosse und vier Obergeschosse – und verfügt über eine klar strukturierte funktionale Gliederung:

> Untergeschoss: Garderoben, Aula, Technikräume sowie Zugang zum Parkhaus;
> unteres Erdgeschoss: Aula, Musikräume, Verwaltung und direkter Zugang zur Sporthalle;
> oberes Erdgeschoss: Lehrerzimmer, Schulleitung, Bibliothek und Essraum;
> Obergeschosse: Klassenzimmer, interaktive Unterrichtsräume, Schliessfächer.

Die Konstruktion in Skelettbauweise und mit Holz-Beton-Verbunddecken sorgt für Flexibilität sowie für einen hohen akustischen Komfort. Die Fassaden aus verzinktem Stahl und Dreifachverglasung gewährleisten Langlebigkeit sowie einen wirksamen Wärme- und Schallschutz.

Die geplanten Aussenanlagen schaffen eine weitläufige Freifläche, die sich ideal für die Pflanzung grosser Bäume eignet und so einen schattigen und einladenden Rahmen bildet. Damit wird sowohl die Biodiversität als auch die Aufenthaltsqualität des Orts verbessert, wovon die Nutzerinnen und Nutzer sowie die Öffentlichkeit ausserhalb der Schulzeiten profitieren.

1.2.5 Bauliches und energetisches Konzept

Das Projekt ist Teil des Bestrebens, den aktuellen und zukünftigen klimatischen Herausforderungen zu begegnen, indem ein energieeffizientes, nachhaltiges und für seine Nutzerinnen und Nutzer komfortables Schulgebäude geschaffen wird.

Es verfolgt einen bioklimatischen Ansatz und erfüllt die Minergie-P-Standards, wobei die Planung auf eine optimierte Belüftung, den Schutz vor sommerlicher Überhitzung und die Schonung von Ressourcen ausgelegt ist.

1.2.6 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Das Bauprojekt für die neue OS in Givisiez setzt die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung vorbildlich um. Die Anordnung der Gebäude und der Aussenanlagen fördert die Bodendurchlässigkeit, die Biodiversität sowie die Aufenthaltsqualität dank grosszügiger Freiflächen und der Pflanzung hochstämmiger Bäume. In energetischer Hinsicht ist der Komplex nach einem bioklimatischen Ansatz konzipiert und erfüllt die Anforderungen des Minergie-P-Standards, wodurch eine hohe thermische und akustische Leistungsfähigkeit gewährleistet wird.

Das mit Photovoltaikmodulen ausgestattete Gründach trägt zur Temperaturregulierung und zur Gewässerbewirtschaftung bei, während die Geothermie für Heizung und Kühlung sorgt. Die Lüftung mit Aussen- und Fortluft und die passive Kühlung erhöhen den Komfort für die Nutzerinnen und Nutzer und senken gleichzeitig den Energieverbrauch.

Die Gründung einer Gesellschaft für das Energiemanagement (SGE) befindet sich derzeit in Planung. Diese gemeinsam mit den Freiburgischen Verkehrsbetrieben (TPF) getragene Gesellschaft wird die Aufgabe übernehmen, ein Microgrid[1] zu betreiben, das darauf ausgelegt ist, die Energieressourcen des Quartiers zu bündeln.

Dieses innovative System ermöglicht die Optimierung der Flüsse und gewährleistet eine umweltfreundliche Energieversorgung. Die SGE arbeitet nach einem ausgeglichenen Geschäftsmodell, das die vollständige Deckung der Kosten, einschliesslich der Verzinsung des investierten Kapitals, sicherstellt. Die Tarife sind transparent ausgestaltet, beruhen auf der Weitergabe der effektiven Kosten und werden an die Entwicklung des Energiemarktes angepasst.

All diese Massnahmen zeugen vom Willen, die schulische Infrastruktur auf Nachhaltigkeit, Energieeffizienz und Umweltfreundlichkeit auszurichten.

1.3 Finanzielle Aspekte

1.3.1 Baukosten

Die Gesamtkosten des Projekts werden auf 96 500 000 Franken geschätzt. Die Kostenschätzung hat als Grundlage die Ausschreibungsunterlagen und 80 % der eingegangenen Angebote und kann wie folgt aufgeschlüsselt werden:

BKP	Gegenstand	Betrag	%
BKP 0	Grundstück, Vorstudien, Nebenkosten	9 914 000	10,3
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	2 815 000	2,9
BKP 2	Gebäude	67 017 000	69,4
BKP 3	Betriebseinrichtungen	1 285 000	1,3
BKP 4	Umgebung	3 704 000	3,8
BKP 5	Baunebenkosten und Übergangskonten	6 073 000	6,3
BKP 6	Reserve, Unvorhergesehenes	2 504 000	2,6
BKP 7	Zugehörige Arbeiten und Leistungen der TPF und/oder SGE	-1 252 000	-1,3
BKP 9	Ausstattung	4 440 000	4,6
	Total inkl. MWST	**96 500 000**	**100,0**

Der Gemeindeverband (Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français) hat mehrere Kredite von insgesamt 14 800 000 Franken bewilligt. Diese ermöglichten den Erwerb des Grundstücks, die Durchführung des Architektur- und Ingenieurwettbewerbs sowie die Erarbeitung der für die Umsetzung des Projekts

[1] Lokales Energienetz, das den Eigenbedarf der lokalen Einheit deckt und überschüssigen Strom ins Netz einspeist.

erforderlichen Vorstudien. In einem weiteren Schritt wurde ein Baukredit von 81 700 000 Franken bewilligt, der sämtliche Phasen der Planung, Projektierung und Ausführung abdeckt.

1.3.2 Berechnung des provisorischen Beitrags

Die beitragsberechtigten Beträge wurden von der Kommission für Schulbauten gemäss den Bestimmungen des Reglements vom 4. Juli 2006 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (SGF 414.41) auf Pauschalbasis festgelegt.

Gegenstand	**Betrag**
Bau der OS	19 707 714.00
Bau der Dreifachsporthalle	2 223 000.00
Mensa	1 299 831.00
Aula	2 285 010.00
Umgebung	3 703 726.15
Mobiliar und Lehrmaterial	4 278 542.90
IT-Ausstattung	330 000.00
Künstlerische Gestaltung	161 550.00
Total beitragsberechtigter Betrag	**33 989 374.05**
Anwendbarer Satz 45 % (Art. 13 – SGF 414.4)	
Höhe des provisorischen Beitrags	15 295 218.30
Höhe des provisorischen Beitrags (gerundet)	**15 295 218.00**

Die Budgetrubrik 5620.025 «Kantonsbeiträge für die Schulbauten der Sekundarstufe» ist derzeit jährlich mit einem Betrag von 4,5 bis 5 Millionen Franken dotiert. Entsprechend wird die Auszahlung der Subvention an die OS in Givisiez wie folgt gestaffelt:

Jahr	**Betrag**
2026	1 500 000
2027	3 000 000
2028	3 500 000
2029	3 500 000
2030	3 795 218
Total	**15 295 218**

1.4 Vorläufige Planung

Die Gesamtdauer der Arbeiten wird derzeit von den Vorbereitungsarbeiten bis zur geplanten Inbetriebnahme zu Beginn des Schuljahres 2028/2029 auf rund 36 Monate geschätzt, vorbehaltlich allfälliger Beschwerdeverfahren. Der Zeitplan gibt einen Überblick über die wichtigsten Etappen des Projekts:

Kalender		**Projekt (Phasen)**
Juni 2017 bis März 2019	Studie zur Standortauswahl und -bewertung	SIA 4.11
März 2019 bis Dezember 2019	Machbarkeitsstudie	SIA 4.21
März 2021	Entscheid zugunsten des Standorts «Les Taconnets»	
September 2021 bis April 2022	Architektur- und Ingenieurwettbewerb SIA 142	SIA 4.22
Mai 2022 bis Mai 2025	Vorprojekt und Bauprojekt	SIA 4.31–4.32
Mai 2024 bis Mai 2025	Baubewilligungsverfahren	SIA 4.33
Mai 2024 bis November 2025	Ausschreibung	SIA 4.41
August 2025 bis Juni 2028	Ausführung	SIA 4.52
August 2028	Inbetriebnahme	SIA 4.53

1.5 Schlussfolgerung

Um dem starken Anstieg der Schülerzahlen im Bezirk Saane-Land und im französischsprachigen Seebezirk gerecht zu werden, ist es unerlässlich, die Region mit einer modernen schulischen Infrastruktur auszustatten, die den aktuellen Anforderungen des Bildungswesens entspricht und den gesetzlichen sowie pädagogischen Vorgaben genügt.

Das Projekt zum Bau einer neuen OS in Givisiez, das aus einem Architekturwettbewerb hervorgegangen ist, wurde in enger Zusammenarbeit mit den betroffenen Gemeinden erarbeitet. Es wurde gemäss den geltenden gesetzlichen Verfahren auf kommunaler Ebene validiert und im Rahmen einer Volksabstimmung genehmigt, was von einer breiten lokalen Unterstützung zeugt.

Vor diesem Hintergrund ersucht der Staatsrat den Grossen Rat um die Gewährung eines kantonalen Beitrags in der Höhe von 15 295 218 Franken gemäss Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (SGF 414.4). Der beantragte Kredit betrifft ausschliesslich die finanzielle Beteiligung des Kantons an einem gesetzeskonformen Projekt und bezweckt, dem Kanton zu ermöglichen, die Realisierung einer für die Zukunft der Region wesentlichen schulischen Infrastruktur aktiv zu unterstützen.

Das Projekt hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

2 Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg

—

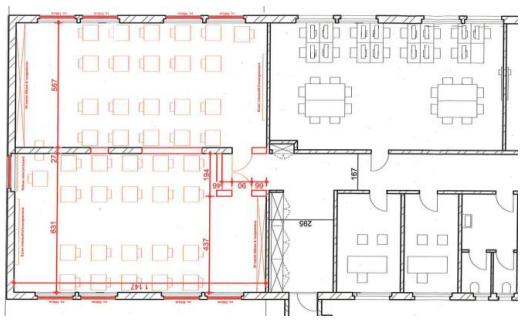
2.1 Hintergrund

Da die ehemalige Hauswartswohnung der OS Pérolles kürzlich frei geworden ist, plant die OS deren Umbau in zwei Räume für Stützunterricht, um dem Anstieg der Schülerzahlen Rechnung zu tragen. Zum Beginn des Schuljahrs 2026/2027 wird erwartet, dass die Zahl der Schülerinnen und Schüler die Marke von 580 (gesetzliche Anzahl) überschreitet. Am 3. Dezember 2025 hat die Delegiertenversammlung einstimmig einen Investitionskredit von 210 000 Franken für diesen Umbau bewilligt.

Die Kommission für Schulbauten (die Kommission) hat am 22. September 2025 das Bewilligungsgesuch für den Umbau dieser Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht gutgeheissen und am 18. Dezember 2025 die voraussichtliche kantonale Subvention für diese Arbeiten berechnet. Der Staatsrat teilte der COSAHL (Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français) am 21. April 2026 eine Beitragszusicherung von 89 775 Franken mit, die der Verband mit Schreiben vom 28. April 2026 bestätigte.

2.2 Projekt

Das Projekt umfasst den vollständigen Umbau der 4,5-Zimmer-Hauswartswohnung in zwei Räume für Stützunterricht mit einer Fläche von 65 m^2 beziehungsweise 68 m^2. Beide Räume sind für Personen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich, da die OS bereits einen Personenlifter installiert hat.



2.3 Finanzielle Aspekte

Der von der COSAHL am 17. Dezember 2025 vorgelegte Kostenvoranschlag beläuft sich auf 210 000 Franken (BKP 1 bis 9).

Die Kommission hat den Betrag der Beitragszusicherung berechnet, indem sie für BKP 1 (Vorbereitungsarbeiten) und BKP 2 (Gebäude) einen Betrag von 139 500 Franken sowie für BKP 9 (Ausstattung) einen Betrag von 60 000 Franken berücksichtigt hat. Auf dem Gesamtbetrag von 199 500 Franken wurde ein Beitragssatz von 45 % angewendet, was einen Kantonsbeitrag von 89 775 Franken ergibt.

2.4 Vorläufige Planung

Das Baugesuch für den Umbau wurde im Herbst 2025 eingereicht; die Arbeiten sind für Frühjahr/Sommer 2026 geplant, sodass die beiden Räume für Stützunterricht (Nebenräume) zum Schuljahresbeginn 2026/2027 in Betrieb genommen werden könnten.

2.5 Schlussfolgerung

Um dem Anstieg der Schülerzahlen an der OS Pérolles in Freiburg Rechnung zu tragen, sollen in der nicht mehr genutzten Wohnung zwei Räume für Stützunterricht eingerichtet werden.

Vor diesem Hintergrund ersucht der Staatsrat den Grossen Rat um die Gewährung eines kantonalen Beitrags in der Höhe von 89 775 Franken gemäss Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (SGF 414.4). Der beantragte Kredit betrifft ausschliesslich die finanzielle Beteiligung des Kantons an einem gesetzeskonformen Projekt.

Das Projekt hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundes- und dem europäischen Recht.

3 Schaffung neuer Klassenzimmer und Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die OS Marly

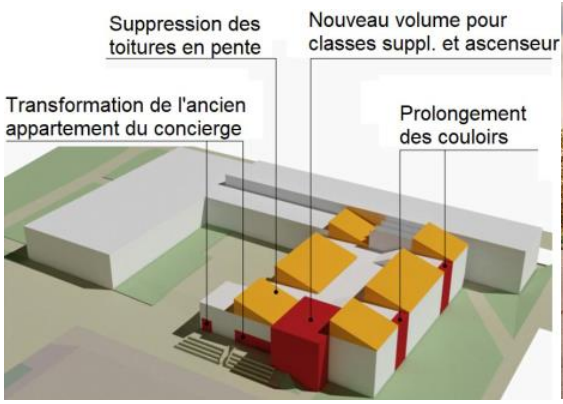
—

3.1 Hintergrund

Die OS Marly, die 1974 erbaut und 1978, 1995 sowie 2005 erweitert wurde, erforderte umfangreiche Sanierungsarbeiten sowie eine Anpassung an die Erdbeben- und Energienormen. Zudem mussten neue Klassenzimmer geschaffen werden, um dem Bevölkerungswachstum gerecht zu werden, und die nicht mehr bewohnte Hauswartswohnung in Schulräume umgebaut werden. Die COSAHL reichte am 29. Juni 2021 ein Gesuch um einen provisorischen Beitrag ein, das sich ausschliesslich auf die neuen Schulräume bezog. Mit Schreiben vom 28. Oktober 2021 teilte der Direktor für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt der COSAHL den provisorischen Beitrag von 1 069 067 Franken mit. Dieser wurde anschliessend mit Staatsratsbeschluss vom 21. Dezember 2021 (SRB 2021-1565) bestätigt. Darüber hinaus bewilligte die Delegiertenversammlung der COSAHL am 9. Dezember 2021 einen Investitionskredit von 19 450 000 Franken, der bei der Volksabstimmung vom 13. Februar 2022 mit mehr als 82 % angenommen wurde.

3.2 Projekt

Das Projekt umfasst den Bau von sechs neuen Klassenzimmern mit jeweils 78 m^2 Fläche, eines 43 m^2 grossen Computerraums, eines 90 m^2 grossen Musikraums sowie den Umbau der ehemaligen Hauswartswohnung in ein Krankenzimmer sowie in Räume für Schulmediation und Seelsorge.





3.3 Finanzielle Aspekte

Die Kommission legte den beitragsberechtigten Betrag einerseits auf der Grundlage einer Pauschale von 2 114 704.80 Franken für die neuen Schulräume (Klassenzimmer und Umbau der Wohnung) und andererseits auf 141 000 Franken für BKP 4 (Umgebung) sowie auf 120 000 Franken für BKP 9 (Ausstattung) fest, was einem Gesamtbetrag von 2 375 704.80 Franken entspricht, auf den ein Beitragssatz von 45 % angewendet wird. Somit beläuft sich der kantonale Beitrag auf 1 069 067 Franken.

3.4 Vorläufige Planung

Die Studien wurden von Frühjahr 2021 bis Frühjahr 2023 durchgeführt. Die Bauarbeiten begannen im Mai 2023 und sollen Ende 2026 abgeschlossen sein.

3.5 Schlussfolgerung

Um dem Anstieg der Schülerzahlen an der OS Marly gerecht zu werden, war es erforderlich, sechs neue Klassenzimmer sowie im Rahmen des Umbaus der Hauswartswohnung zusätzliche Schulräume zu schaffen.

Vor diesem Hintergrund ersucht der Staatsrat den Grossen Rat um die Gewährung eines kantonalen Beitrags in der Höhe von 1 069 067 Franken gemäss Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (SGF 414.4). Der beantragte Kredit betrifft ausschliesslich die finanzielle Beteiligung des Kantons an einem gesetzeskonformen Projekt.

Das Projekt hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundes- und dem europäischen Recht.

4 Übersicht über den Stand der abgeschlossenen, laufenden und geplanten wichtigen Projekte

—

4.1 Zahlungsstand der abgeschlossenen und laufenden wichtigen Projekte

Die nachstehende Tabelle gibt einen Überblick über den Stand der finanziellen Verpflichtungen des Staats für die OS. Dabei wird zwischen abgeschlossenen und laufenden Projekten sowie den bis Ende 2025 geleisteten, für 2026 bzw. nach 2026 anfallenden Zahlungen unterschieden. Zudem veranschaulicht sie die Entwicklung der künftigen Zahlungen.

OS - Ort	Dekret	Verpflichtung des Staats	Zahlungen per 31.12.2025	Für 2026 vorgesehene Zahlungen	Offener Betrag per Ende 2026
[b] Deutschsprachige OS - Freiburg	17.12.2013	10 836 038	8 700 000	0	2 136 038
[a] Vivisbachbezirk – Geb. A-D-G	04.11.2016	4 114 022	3 290 000	824 022	0
[b] OS Jolimont - Freiburg	09.02.2021	1 268 860	500 000	0	768 860
[a] OS Glane - Romont	09.02.2021	5 785 632	3 032 000	2 753 632	0

[a] Abgeschlossen; [b] Im Gang

4.2 Zukünftige OS-Projekte, für die Beiträge in Frage kommen

4.2.1 4. OS für den Greyerzbezirk in Vuadens

Angesichts des deutlichen Anstiegs der Schülerzahlen richtete der Verband «Association des communes de la Gruyère pour l'école du cycle d'orientation» ein Schreiben an die BKAD, um deren Stellungnahme zur Errichtung einer vierten OS im Greyerzbezirk einzuholen.

In diesem Zusammenhang wurde im Oktober 2024 ein externer Planer mit der Durchführung einer Standortanalyse beauftragt. Diese kam zum Schluss, dass die Gemeinde Vuadens als bevorzugter Standort für die neue OS in Betracht kommt. Ein eigens eingesetzter Steuerungsausschuss trifft sich seit mehreren Monaten regelmässig, um die Projektbegleitung sicherzustellen.

Zwischen Herbst 2025 und Frühjahr 2026 wurde ein Architektur- und Ingenieurwettbewerb durchgeführt. Die Vernissage fand am 17. April 2026 statt. Die staatliche Baukommission nahm ihre Tätigkeit Ende April 2026 auf. Die Inbetriebnahme der künftigen Schule ist für das Schuljahr 2031/2032 vorgesehen.

4.2.2 Umbau und Erweiterung der OS Gurmels

Um die Bedingungen für den Schul- und Sportunterricht zu verbessern, plant die Gemeinde Gurmels, die bestehende Sporthalle abzubrechen und durch eine neue Einfachsporthalle gemäss BASPO-Normen sowie durch ein neues Gebäude mit mehreren Räumen für Naturwissenschaften und für technisches Gestalten zu ersetzen. Die Kommission für Schulbauten hat am 19. März 2026 die Höhe des Kantonsbeitrags auf 2 062 608.30 Franken festgelegt. Das Beitragsgesuch wird im Laufe des Jahres 2027 dem Staatsrat und dem Grossen Rat unterbreitet.

4.2.3 Bau eines Schulpavillons für die OS Düdingen

Im Rahmen des Baus des neuen Primarschulhauses Wolfacker hat die Gemeinde Düdingen im Jahr 2026 einen Kantonsbeitrag für den Bau eines provisorischen Pavillons erhalten. Nach der Inbetriebnahme des neuen Primarschulhauses Wolfacker soll der Pavillon wiederverwendet werden, um die Schülerinnen und Schüler der OS Düdingen während der energetischen Sanierungs- und Instandsetzungsarbeiten unterzubringen. Zudem ist vorgesehen, dem Staatsrat und dem Grossen Rat im Jahr 2027 oder 2028 ein Beitragsgesuch für den von der OS genutzten Teil zu unterbreiten.

4.2.4 Neue Dreifachsporthalle für die OS Vivisbachbezirk

Zur Deckung des Bedarfs an Sportanlage für die Schulen und die Gemeinde schrieb der zuständige Gemeindeverband (Association des communes pour l'école du cycle d'orientation de la Veveyse) im Frühjahr 2025 einen Architektur- und Ingenieurwettbewerb für den Bau eines neuen Sportzentrums in Châtel-Saint-Denis aus.

Das geplante Sportzentrum umfasst ein Schwimmbad sowie eine Dreifachsporthalle, wobei letztere für ein Kantonsbeitrag in Betracht kommt. Das Projekt sieht den Rückbau der bestehenden Sportanlagen der OS und deren Ersatz durch das neue Sportzentrum vor. Dieses wird unterhalb der bestehenden OS Vivisbachbezirk realisiert. Das Beitragsgesuch dürfte dem Staatsrat und dem Grossen Rat 2027 oder 2028 vorgelegt werden.

5 Verpflichtungskredit

Der Verpflichtungskredit für den Bau einer neuen Orientierungsschule in Givisiez für die Gemeinden im Bezirk Saane-Land und im französischsprachigen Seebezirk, für den Umbau einer Wohnung in zwei Unterrichtsräume für den Stützunterricht an der OS Pérolles in Freiburg sowie für die Schaffung neuer Klassenzimmer und den Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die OS Marly beläuft sich auf **16 454 060 Franken** (15 295 218.00 + 89 775.00 + 1 069 067 Franken).

Der Verpflichtungskredit ist Gegenstand eines Dekrets, das nicht dem Finanzreferendum untersteht; denn nach Artikel 24 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates gilt diese Ausgabe als gebundene Ausgabe.

Mit den hier behandelten Projekten ist es möglich, einerseits den grösseren Schülerbeständen und andererseits den Bedürfnissen im Zusammenhang mit den neuen pädagogischen Methoden gerecht zu werden.

Abschliessend ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf in seiner Gesamtheit gutzuheissen.

Annexe

GRAND CONSEIL **2025-DIME-11**

Projet de décret :
Subventionnement pour la construction d'un nouveau CO et d'une salle de sport triple sur le site Les Taconnets, à Givisiez; la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg et la création de nouvelles salles de classe et la transformation d'un appartement du concierge au CO de Marly

Propositions de la commission ordinaire CAH-2026-016

Présidence : Lucie Menétrey

Membres : Nicolas Berset, David Bonny, Flavio Bortoluzzi, Laurent Bronchi, Hubert Dafflon, Catherine Esseiva, Pierre-André Grandgirard, Regula Hayoz Helfer, Catherine Kolly, Dominic Tschümperlin

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 22 septembre 2026

Anhang

GROSSER RAT **2025-DIME-11**

Dekretsentwurf:
Zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez; zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg und zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2026-016

Präsidium: Lucie Menétrey

Mitglieder : Nicolas Berset, David Bonny, Flavio Bortoluzzi, Laurent Bronchi, Hubert Dafflon, Catherine Esseiva, Pierre-André Grandgirard, Regula Hayoz Helfer, Catherine Kolly, Dominic Tschümperlin

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 22. September 2026

Annexe

GRAND CONSEIL **2025-DIME-11**

Projet de décret:
Subventionnement pour la construction d'un nouveau CO et d'une salle de sport triple sur le site Les Taconnets, à Givisiez; la transformation d'un appartement en deux salles de soutien pour le CO de Pérolles à Fribourg et la création de nouvelles salles de classe et la transformation d'un appartement du concierge au CO de Marly

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Andreas Freiburghaus, Bertrand Gaillard, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Bruno Riedo, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 15 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 30 septembre 2026

Anhang

GROSSER RAT **2025-DIME-11**

Dekretsentwurf:
Beitrag zum Bau einer neuen Orientierungsschule mit Dreifachsporthalle am Standort «Les Taconnets» in Givisiez; zum Umbau einer Wohnung in zwei Räume für Stützunterricht für die Orientierungsschule Pérolles in Freiburg und zur Schaffung neuer Klassenzimmer und zum Umbau der Hauswartswohnung in Schulräume für die Orientierungsschule Marly

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium: Claude Brodard

Mitglieder: Catherine Beaud, Christel Berset, Andreas Freiburghaus, Bertrand Gaillard, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Bruno Riedo, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 15 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 30. September 2026

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 5 novembre 2021 sur la mobilité (LMob);

Vu le décret du 19 juin 2009 relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement pour les études et les acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen (ROF 2009_072);

Vu le message 2026-DIME-35 du Conseil d'Etat du 30 juin 2026;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

[1] Un crédit d'étude d'un montant de 4'324'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances, sous le centre de charges PCAM, afin de financer la part des études en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt et des mesures à charge de l'Etat de Fribourg qui y sont liées.

[2] Ce montant est prélevé par la réaffectation d'une part du crédit d'engagement octroyé par le décret du 19 juin 2009 relatif aux études et aux acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen (ROF 2009_072) encore disponible, qui s'élève à 7'678'721 francs (état avril 2026).

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

L'acte ROF 2009_072 (Décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement pour les études et les acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen, du 19.06.2009) est abrogé.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Entwurf vom 30.06.2026

Dekret über einen Studienkredit für den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Mobilitätsgesetz vom 5. November 2021 (MobG);

gestützt auf das Dekret vom 19. Juni 2009 über einen Verpflichtungskredit für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen (ASF 2009_072);

gestützt auf die Botschaft 2026-DIME-35 des Staatsrates vom 30. Juni 2026;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

[1] Für die Finanzierung des Kantonsanteils an den Studien für den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt sowie die damit verbundenen Massnahmen wird bei der Finanzverwaltung unter der Kostenstelle PCAM ein Studienkredit von 4'324'000 Franken eröffnet.

[2] Der Betrag wird durch Umwidmung eines Teils des Restbetrags des vom Grossen Rat am 19. Juni 2009 bewilligten Verpflichtungskredits für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen (ASF 2009_072) bereitgestellt; dieser beläuft sich per April 2026 auf 7'678'721 Franken.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Der Erlass ASF 2009_072 (Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen, vom 19.06.2009) wird aufgehoben.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Message 2026-DIME-35

30 juin 2026

—

Projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet relatif à l'octroi d'un crédit d'étude de 4 324 000 francs en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt, en lien avec les autres éléments du projet multimodal du même nom (P+R, transports publics, mobilité douce). A cet effet, il est proposé de réaffecter une partie du solde du crédit d'engagement octroyé en 2009 pour les études et les acquisitions de terrain de la route de contournement de Düdingen et d'abroger ce crédit.

Table des matières

—

1 Contexte 2

1.1 Crédit d'engagement pour les études et les acquisitions de terrain de la route de contournement de Düdingen de 2009 2

1.2 Etude multimodale de mobilité en Basse-Singine (Gesamtverkehrskonzept unterer Sensebezirk) 2

1.3 Solution globale des transports pour la Basse-Singine (Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk) 3

2 Description du projet du tunnel de Chrummmatt 3

2.1 Etude SNBS incluant le test climatique préliminaire 4

2.2 Développement durable 4

3 Coûts 5

3.1 Estimation des coûts de réalisation l'ouvrage 5

3.2 Répartition entre la Confédération et l'Etat de Fribourg 5

3.3 Etudes à mener par l'Etat de Fribourg 5

4 Crédit d'étude 6

5 Calendrier 6

6 Autres aspects 7

7 Conclusion 7

1 Contexte

—

1.1 Crédit d'engagement pour les études et les acquisitions de terrain de la route de contournement de Düdingen de 2009

Le Grand Conseil a accepté le 19 juin 2009 le *décret relatif à un crédit d'engagement pour les études et les acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen* (ROF 2009_072) de 9 millions de francs dont 5,3 millions pour les acquisitions de terrains et le solde pour les études d'avant-projet[1]. Le but de ces études était d'optimiser le tracé d'une route de contournement passant par l'Ouest de Düdingen. Une étude du tracé de la route de contournement de Düdingen, terminée en 2012, a permis de faire ressortir deux variantes suivant le même tracé mais se distinguant par leurs longueurs en souterrain (variante basse et variante haute).

En novembre 2013 le Conseil d'Etat, d'entente avec la commune et la région, décidait toutefois qu'une éventuelle poursuite des études ne pourrait se faire qu'après l'achèvement de la liaison routière de Birch–Luggiwil par l'Office fédéral des routes (OFROU), dans la mesure où cet ouvrage était considéré comme indispensable à la réalisation de la route de contournement de Düdingen. Cette dernière se raccorde en effet à la liaison sous responsabilité de la Confédération. Cependant, des remises en question par plusieurs offices fédéraux ainsi que les oppositions suscitées par les deux mises à l'enquête de cette liaison, la première en 2014 et la seconde en 2017, ont conduit finalement le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) à décider en novembre 2021 de ne pas poursuivre le projet dans le cadre de la procédure d'approbation des plans. Cela a conduit le canton à rechercher, avec la Confédération et la région,

> d'autres pistes de solutions pour régler les problèmes de la jonction autoroutière de Düdingen et des reflux et bouchons de plus en plus fréquents et dangereux ;
> une approche multimodale au-delà de la commune de Düdingen pour examiner comment affronter les défis de la mobilité de manière plus globale dans la région de la Basse-Singine, en tenant compte des flux en provenance du Haut-Lac et de la Haute-Singine.

1.2 Etude multimodale de mobilité en Basse-Singine (Gesamtverkehrskonzept unterer Sensebezirk)

Dans ce contexte, et suite à l'acceptation partielle le 23 mai 2019 du postulat « Avenir de l'autoroute A12 entre Düdingen et Thörishaus » des députés Emanuel Waeber et Olivier Flechtner, qui demandaient au Conseil d'Etat d'entreprendre une étude de faisabilité sur différents aménagements routiers, une étude multimodale en Basse-Singine a été réalisée par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) et publiée en 2022[2]. Cette étude, intitulée « Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk », a permis d'élaborer un concept global de mobilité prévoyant plusieurs mesures classées par priorité, qui visent à la fois une optimisation générale des flux de mobilité dans la région et le report modal de la voiture vers les transports publics et la mobilité cyclable. Parmi les mesures classées en priorité A figure la « nouvelle liaison jonction autoroutière – Chrummmatt » (mesure WF5) dont l'Etat de Fribourg, avec l'OFROU, ont pris la responsabilité. Cette mesure consiste en l'aménagement d'un nouveau tunnel entre Chrummmatt et l'actuelle jonction autoroutière de Flamatt afin de permettre au trafic motorisé de la haute et moyenne Singine de rejoindre l'autoroute sans traverser la localité de Flamatt – avec comme objectif de décharger à la fois les villages de Flamatt et de Düdingen (ce qui a conduit à la dépriorisation de la route de contournement de Düdingen et à son déclassement dans le Plan directeur

[1] Message n° 129 du 28 avril 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 9 millions pour les études et les acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen.

[2] Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk, Schlussbericht, Kanton Freiburg, MobA, 23. August 2022 (seulement en allemand). Cette étude est résumée dans le rapport 2022-DAEC-213 sur le postulat 2018-GC-101 « Avenir de l'autoroute A12 entre Düdingen et Thörishaus » Rapport 2022-DAEC-213 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2018-GC-101 Emanuel Waeber/Olivier Flechtner : Avenir de l'autoroute A12 entre Düdingen et Thörishaus. Kanton Freiburg, MobA.

cantonal) et de favoriser, par le P+R à Flamatt lié au projet, le transfert modal du trafic singinois en direction de Berne. Ce dernier élément a permis de susciter le ralliement des autorités bernoises au projet[3]

Ce projet de nouvelle liaison, qui passe à côté de la gare de Flamatt, est complété par d'autres mesures : interface de mobilité multimodale avec un parc-relais à proximité immédiate de la halte ferroviaire et de la jonction autoroutière de Flamatt (à réaliser par la commune), priorisation des bus (de la compétence de l'Etat) et voies cyclables (de la compétence de l'Etat ou de la commune en fonction de leur statut). L'aménagement de cette liaison permettra ainsi un meilleur accès aux trains et aux bus régionaux – et globalement un renforcement de la part modale de la mobilité durable.

1.3 Solution globale des transports pour la Basse-Singine (Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk)

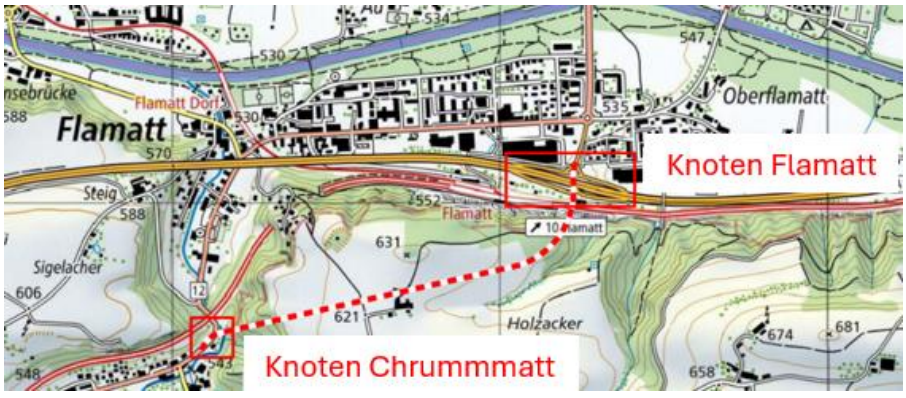
Le projet du tunnel de Chrummmatt et les mesures prévues à proximité (voir point précédent) figurent en tant que paquet intitulé « Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk » (Solution de mobilité globale en Basse Singine) et en catégorie C dans le Projet d'Agglomération de 5e génération (PA5) de Berne déposé en 2025.[4]

L'objectif poursuivi consiste à faire progresser l'ensemble des mesures de ce concept afin d'atteindre un degré de maturité suffisant pour permettre leur inscription en tant que mesure de catégorie A dans le projet d'agglomération de 6e génération (PA6). Le dépôt du PA6 auprès de la Confédération est prévu en 2029. Sous réserve de la validation par la Confédération et de l'obtention d'un financement, l'horizon de réalisation du projet se situe entre 2032 et 2036, avec un début des travaux envisagé durant cette période.

A noter que ce projet a été classé en priorité 2 sur 6 dans l'expertise Weidmann « Transports 2045 » de l'ETH Zürich commandé par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et publié le 15 septembre 2025. Cette expertise porte sur les projets d'aménagement routier et ferroviaire planifiés par la Confédération ainsi que sur les projets d'agglomération [5].

2 Description du projet du tunnel de Chrummmatt

L'étude préliminaire du projet menée en 2022 a permis de vérifier la faisabilité de la liaison jonction autoroutière – Chrummmatt qui prévoit la réalisation d'un tunnel à deux voies de 1150 m de long entre un nouveau carrefour se raccrochant au réseau routier cantonal prévu dans le Mühletal et un nouveau carrefour qui modifie le carrefour de la jonction autoroutière N12 de Flamatt.



[3] Voir la fiche de mesure WF5 à la page 45 du Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk.
Le contournement de Düdingen est quant à lui classé en priorité C ; sa réalisation n'est envisagée, le cas échéant, qu'à l'horizon postérieur à 2040. Mesure DUE7 « Liaison alternative pour les TIM à Düdingen (contournement – tunnel - nouvelle jonction) » de l'étude Gesamtverkehrskoonzept Unterer Sensebezirk.(voir page 90).

[4] La catégorie C désigne des mesures à long terme visant à orienter le développement futur du territoire, la catégorie B des mesures à moyen terme et la A celles les plus urgentes.

[5] ETH Zürich : Transports 2045, Rapport d'expertise, 15 septembre 2025. Sur la base de cette expertise, le Conseil fédéral a fixé le 28 janvier 2026, les grandes lignes de l'aménagement des infrastructures de transport jusqu'en 2045 (programme Transports '45) ; il a également chargé le DETEC d'élaborer un projet de consultation à ce sujet d'ici à la fin juin 2026. Plus d'informations sous Transports '45.

2.1 Etude SNBS incluant le test climatique préliminaire

Le projet se développe dès sa phase initiale selon le « Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz SNBS » qui permet de planifier, de construire, d'exploiter et de développer de manière durable des ouvrages pour la mobilité, l'eau, la protection, l'énergie et la communication. Pour en évaluer la durabilité, leur cycle de vie complet est pris en compte.

Un test climatique préliminaire a permis d'estimer les quantités de CO_2 générées par le projet, soit environ 15 620 tCO2-eq. Les émissions sont produites surtout dans la phase de fabrication des matériaux, au début de la phase d'installation (transport) et dans la phase d'élimination des déchets.

Le test climatique préliminaire relève que les impacts sur la capacité d'adaptation et de séquestration du territoire aux changements climatiques sont considérés comme faibles à négligeables. L'impact des effets du changement climatique sur le projet dans sa durée de vie est également faible.

2.2 Développement durable

Par ailleurs, les études financées par le présent décret contribuent à la mise en œuvre des objectifs de durabilité de l'Etat en intégrant, dès les phases de conception, les principes de durabilité suivants :

> Protection de l'environnement : les études tiennent compte des besoins de la préservation des milieux naturels, de la biodiversité et de la qualité des eaux, ainsi que de la réduction des nuisances (bruit, émissions polluantes) générées par le trafic routier.
> Adaptation aux changements climatiques : le projet est conçu pour renforcer la résilience du réseau face aux événements climatiques extrêmes (pluies intenses, glissements, chaleur), notamment par un enfouissement de la route en tunnel.
> Mobilité durable : les études de trafic menées démontrent que globalement le projet encourage un report modal, grâce notamment au parc-relais qui complètera les ouvrages menés par le canton et qui fait partie du projet d'ensemble prévu pour le programme d'agglomération – en forte synergie avec la cadence réelle au quart d'heure prévue d'ici-là entre Flamatt et Berne sur le réseau RER.
> Efficience économique : une planification et une coordination précoce des interventions permettent une utilisation optimale des ressources publiques, en évitant les redondances et en favorisant des solutions globales et durables. Le projet présente par ailleurs un coût significativement intérieur au projet d'origine visant à canaliser le trafic de la Haute- et moyenne Singine par le projet route de contournement de Düdingen.
> Qualité de vie et sécurité : le renforcement de la sécurité routière surtout au passage Chrummmatt, mais aussi dans la localité de Flamatt et la réduction des nuisances subies par les personnes qui habitent le long des axes routiers cantonaux contribuent à la qualité de vie qui fait partie des objectifs sociaux de durabilité.

Par ailleurs, la fixation de critères dans les appels d'offres du SPC permet de garantir que les mandataires visent un standard élevé en matière de durabilité. Ces études permettent donc de garantir que les investissements publics futurs répondent aux exigences environnementales, techniques et sociétales du canton.

Comme indiqué au chapitre 2.1 un test climatique a déjà été mené dans la phase préliminaire du projet. Cette approche accompagnera les études durant leur développement dans le but de réduire au maximum les gaz à effet de serre. Ce test climatique démontre que les effets sur le climat du projet sont faibles sur la durée de vie de l'ouvrage.

3 Coûts

3.1 Estimation des coûts de réalisation l'ouvrage

Une première estimation grossière (±50 %) des coûts de l'ouvrage (le tunnel et les deux carrefours d'extrémité) indique une fourchette d'environ 80 à 138 millions de francs hors taxes (HT) et sans honoraires ni acquisitions foncières[6].

3.2 Répartition entre la Confédération et l'Etat de Fribourg

Selon un projet de convention entre la Confédération (OFROU) et l'Etat de Fribourg, il est prévu que l'OFROU prenne à sa charge les travaux sis sur son domaine et que l'Etat prenne à sa charge les autres travaux. La répartition définitive entre l'Etat et la Confédération se fera dans le cadre d'une convention ultérieure une fois le projet prêt à être réalisé. Il prévoit les principes suivants :

Pour les ouvrages situés sur le domaine public de la Confédération (adaptation de la jonction autoroutière) :

> Maître d'ouvrage : OFROU
> Procédure fédérale d'approbation des plans
> Financement : OFROU

Pour les ouvrages situés en dehors du domaine public de la Confédération (tunnel et accrochage sur la route cantonale côté Chrummmatt) :

> Maître d'ouvrage : Etat de Fribourg, par la DIME (SPC)
> Procédure cantonale d'approbation des plans
> Financement par l'Etat de Fribourg

Un cofinancement fédéral est possible via le PA6 à raison de 30 à 50 % (sous réserve que la mesure soit acceptée par la Confédération). Une coordination des procédures est nécessaire, avec notamment une mise à l'enquête simultanée des projets. Une organisation de projet avec un comité de pilotage a déjà été mise en place.

3.3 Etudes à mener par l'Etat de Fribourg

Le crédit d'étude demandé permettra de mener les études de projet (multidisciplinaires) nécessaires à la mise à l'enquête publique de l'ouvrage projeté ainsi qu'à la mise en appel d'offre des travaux (phases SIA 31 à 41). Ces procédures sont indispensables pour la construction de cette nouvelle liaison routière, qui devra faire l'objet d'une nouvelle demande de crédit d'engagement au Grand Conseil, ainsi que pour l'inscription du projet dans le PA6 en priorité A.

Le projet de convention avec la Confédération, par l'OFROU, traite des phases 31 à 33 selon règlement SIA 103. La Confédération s'engage à financer les études à hauteur de 10 % (240 000 francs HT) alors que l'Etat de Fribourg s'engage à hauteur de 90 % (2 252 000 francs HT). La répartition des coûts pour la phase 41 selon règlement SIA 103 se fera dans une convention ultérieure.

[6] Selon rapport Emch+Berger du 3 juin 2022.

Montant HT à charge de l'Etat de Fribourg nécessaire pour mener les études :

	Fr.
Phases 31 à 33 selon projet de convention avec l'OFROU	2 252 000
Phase 41	800 000
Autres prestations hors règlement SIA 103[7]	748 000
Divers et imprévus	200 000
Total HT	4 000 000
TVA 8,1 %	324 000
Total TTC (TVA : 8,1 %)	**4 324 000**

4 Crédit d'étude

Afin de financer la part des études à la charge de l'Etat (4 324 000 francs), un crédit d'étude doit être prononcé.

A ce titre, le Conseil d'Etat propose de réaffecter une partie du solde (qui se monte au 30 avril 2026 à 7 678 721 francs non indexés) du montant du crédit d'engagement de 9 millions de francs octroyé par le Grand Conseil en 2009 pour les études et les acquisitions de terrain en vue de la réalisation de la route de contournement de Düdingen (ROF 2009_072 du 19 juin 2009) la réalisation des études décrites ci-dessus.

Au vu de l'importante réaffectation du montant du décret de 2009, il est proposé d'abroger ce-dit crédit.

Une expertise d'opportunité du projet de tunnel de Chrummmatt, qui a déjà fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2021 (voir chapitre 2), a été menée en 2025. Le but de cette expertise était de démontrer l'effet du projet sur la région en tenant compte des autres mesures prévues (voir point 1.2). Elle démontre que l'impact sur le trafic en traversée de Flamatt est très fort : environ 75 % du trafic utilisant la nouvelle liaison sera du trafic reporté de la traversée de Flamatt. Le projet de tunnel aura également un impact à l'échelle régionale et contribuera à la diminution du trafic de transit à Düdingen. En effet, l'accès à la jonction autoroutière de Flamatt via le Mühletal sera sensiblement amélioré, notamment aux heures de pointe, ce qui permettra de détourner une partie des flux de circulation notamment en provenance de la Moyenne- et Haute-Singine qui sont actuellement concentrés sur Düdingen.

Dans ce contexte, le tunnel de Chrummmatt participera à la diminution de la surcharge de trafic observée à Düdingen, ce qui a contribué à la dépriorisation de la route de contournement de Düdingen, et au déclassement de son statut dans le Plan directeur cantonal, déclassement soutenu tant par la région que par la commune.

Au vu de ce qui précède et compte tenu de l'interruption des études de la route de contournement de Guin depuis 2013, il est proposé de réaffecter une partie du solde du crédit d'études de la route de contournement de Düdingen de 2009 au crédit d'engagement pour les études du tunnel de Chrummmatt, qui remplit désormais une partie des fonctionnalités d'origine du projet de route de contournement de Düdingen.

5 Calendrier

Une fois le présent projet de décret accepté par le Grand Conseil, la convention avec l'OFROU pourra être signée et l'appel d'offre public en procédure ouverte pour le choix du mandataire principal lancé.

[7] Prestations de géomètres, d'appuis juridiques, architectes, architectes-paysagistes, urbanistes, ingénieurs en trafic, spécialistes en environnement (EIE), étude climat, suivi SNBS, etc.

Une fois le mandat adjugé, les études pourront être menées en vue d'un examen préalable puis d'une mise à l'enquête qui pourrait être lancée dans les trois ans après l'acceptation du crédit d'étude par le Grand Conseil.

La demande de crédit de construction pourra être formulée en fonction de la teneur des oppositions et de la durée de leur traitement.

6 Autres aspects

Le décret proposé n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Le projet sera mené avec les ressources humaines du SPC ; il n'a donc pas d'influence sur l'effectif du personnel de l'Etat. Il n'est pas concerné par les questions d'euro-compatibilité.

Le crédit, pour un objet considéré comme d'importance régionale, est soumis au référendum facultatif en application de l'art. 134b de la loi sur l'exercice des droits politiques et l'art. 46 al. 1 let. b Cst FR.

Comme indiqué au chapitre 2.1 un test climatique a déjà été mené dans la phase préliminaire du projet. Cette approche accompagnera les études durant leur développement dans le but de réduire au maximum les gaz à effet de serre. Ce test climatique démontre que les effets sur le climat du projet sont faibles sur la durée de vie de l'ouvrage.

7 Conclusion

Nous vous invitons à accepter le présent décret et de permettre ainsi à l'Etat de mener les études nécessaires à la réalisation du projet du tunnel de Chrummmatt et des mesures prévues à proximité, préconisés dans l'étude « Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk » et figurant dans le PA5 de Berne en tant que « Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk » (Solution de mobilité globale en Basse-Singine).

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Botschaft 2026-DIME-35

30. Juni 2026

—

Dekret über einen Studienkredit für den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Studienkredit von 4 324 000 Franken für den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt. Das Vorhaben steht im Zusammenhang mit den übrigen Komponenten des gleichnamigen multimodalen Projekts (Park-and-Ride, öffentlicher Verkehr, sanfte Mobilität). Es wird vorgeschlagen, hierfür einen Teil des Restbetrags des im Jahr 2009 bewilligten Verpflichtungskredits für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen umzuwidmen und dieses Dekret aufzuheben.

Inhaltsverzeichnis

—

1 Hintergrund 2
1.1 Verpflichtungskredit von 2009 für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen 2
1.2 Gesamtverkehrskonzept unterer Sensebezirk 2
1.3 Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk 3
2 Beschreibung des Projekts Chrummmatt-Tunnel 3
2.1 SNBS-Studie mit Klima-Vorabtest 4
2.2 Nachhaltigkeit 4
3 Kosten 5
3.1 Kostenschätzung für die Verwirklichung des Bauwerks 5
3.2 Aufteilung zwischen dem Bund und dem Staat Freiburg 5
3.3 Vom Staat Freiburg durchzuführende Studien 5
4 Studienkredit 6
5 Zeitplan 7
6 Weitere Aspekte 7
7 Schlussfolgerung 7

1 Hintergrund

—

1.1 Verpflichtungskredit von 2009 für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen

Der Grosse Rat hat am 19. Juni 2009 das Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen (ASF 2009_072) in der Höhe von 9 Millionen Franken verabschiedet; davon entfallen 5,3 Millionen Franken auf den Landerwerb und der verbleibende Betrag auf die Vorprojektstudien.[1] Ziel dieser Studien war es, die Streckenführung einer Umfahrungsstrasse westlich von Düdingen zu optimieren. Die 2012 abgeschlossene Studie zur Trassenführung der Umfahrungsstrasse von Düdingen ergab zwei Varianten, die zwar denselben Verlauf aufwiesen, sich jedoch hinsichtlich der Länge des unterirdischen Abschnitts unterschieden (unter- und oberirdische Variante).

Im November 2013 beschloss der Staatsrat in Absprache mit der Gemeinde und der Region, dass eine allfällige Fortsetzung der Studien erst nach Fertigstellung der Verbindungsstrasse Birch–Luggiwil durch das Bundesamt für Strassen (ASTRA) würde erfolgen können, da dieses Bauwerk unverzichtbar ist für die Realisierung der Umfahrungsstrasse von Düdingen. Diese sollte nämlich an die Verbindungsstrasse, für die der Bund zuständig ist, anschliessen. Einwände mehrerer Bundesämter sowie die im Rahmen der beiden öffentlichen Auflagen zu dieser Verbindungsstrasse erhobenen Einsprachen (2014 und 2017) führten jedoch dazu, dass das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) im November 2021 beschloss, das Projekt im Rahmen des Plangenehmigungsverfahrens nicht weiterzuverfolgen. Dies hat den Kanton dazu veranlasst, gemeinsam mit dem Bund und der Region:

> nach weiteren Lösungsansätzen zu suchen, um die Probleme beim Autobahnanschluss Düdingen sowie die zunehmenden und gefährlichen Rückstaus und Staus zu beheben;
> einen multimodalen Ansatz zu verfolgen, der über die Gemeinde Düdingen hinausgeht, um zu prüfen, wie die Mobilitätsherausforderungen im unteren Sensebezirk ganzheitlich angegangen werden können, unter Berücksichtigung der Verkehrsströme aus dem Haut-Lac und dem Sense-Oberland.

1.2 Gesamtverkehrskonzept unterer Sensebezirk

Vor diesem Hintergrund und im Anschluss an die teilweise Annahme am 23. Mai 2019 des Postulats «Zukunft der Autobahn A12 zwischen Düdingen und Thörishaus» der Grossräte Emanuel Waeber und Olivier Flechtner, das den Staatsrat beauftragte, eine Machbarkeitsstudie zu verschiedenen Strassenausbauten durchzuführen, erarbeitete die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) eine multimodale Mobilitätsstudie für den unteren Sensebezirk[2], die 2022 veröffentlicht wurde. Diese Studie mit dem Titel «Gesamtverkehrskonzept unterer Sensebezirk» ermöglichte die Ausarbeitung eines umfassenden Mobilitätskonzepts mit mehreren nach Priorität geordneten Massnahmen. Diese zielen sowohl auf eine generelle Optimierung der Verkehrsströme in der Region als auch auf eine Verlagerung vom motorisierten Individualverkehr auf den öffentlichen und den Veloverkehr ab. Zu den Massnahmen der Priorität A gehört die neue Verbindung Autobahnanschluss–Chrummmatt (Massnahme WF5), für die der Kanton Freiburg gemeinsam mit dem ASTRA verantwortlich ist. Die Massnahme umfasst den Bau eines Tunnels zwischen Chrummmatt und dem bestehenden Autobahnanschluss Flamatt. Ziel ist es, dem motorisierten Verkehr aus dem oberen und mittleren Sensebezirk den Zugang zur Autobahn zu ermöglichen, ohne die Ortschaft Flamatt zu durchqueren. Dadurch sollen sowohl Flamatt als auch Düdingen entlastet werden. Im Zuge dieser Entwicklungen wurde die Umfahrungsstrasse von Düdingen im kantonalen Richtplan herabgestuft und aus dem Prioritätenkatalog gestrichen. Gleichzeitig soll mit der im Projekt vorgesehenen Park+Ride-Anlage in

[1] Botschaft Nr. 129 vom 28. April 2009 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 9 Millionen Franken für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen.

[2] Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk, Schlussbericht, Kanton Freiburg, MobA, 23. August 2022. Diese Studie ist im Bericht 2022-DAEC-213 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2018-GC-101 Emanuel Waeber/Olivier Flechtner – Zukunft Autobahn A12 zwischen Düdingen und Thörishaus – zusammengefasst.

Flamatt die Verlagerung des Verkehrs aus dem Sensebezirk in Richtung Bern gefördert werden. Das letzte Element war ausschlaggebend dafür, dass sich die Berner Behörden dem Projekt anschlossen.[3]

Dieses Projekt für eine neue Verbindung, die am Bahnhof Flamatt vorbeiführt, wird durch weitere Massnahmen ergänzt: eine Drehscheibe für multimodale Mobilität mit einer Park+Ride-Anlage in unmittelbarer Nähe der Bahnhaltestelle und des Autobahnanschlusses Flamatt (von der Gemeinde zu realisieren), Busprioritisierung (in der Zuständigkeit des Kantons) sowie Velowege (je nach Status in der Zuständigkeit des Kantons oder der Gemeinde). Der Ausbau dieser Verbindung wird den Zugang zu Regionalzügen und -bussen verbessern und insgesamt zu einem grösseren Anteil der nachhaltigen Mobilität am Gesamtverkehrsaufkommen beitragen.

1.3 Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk

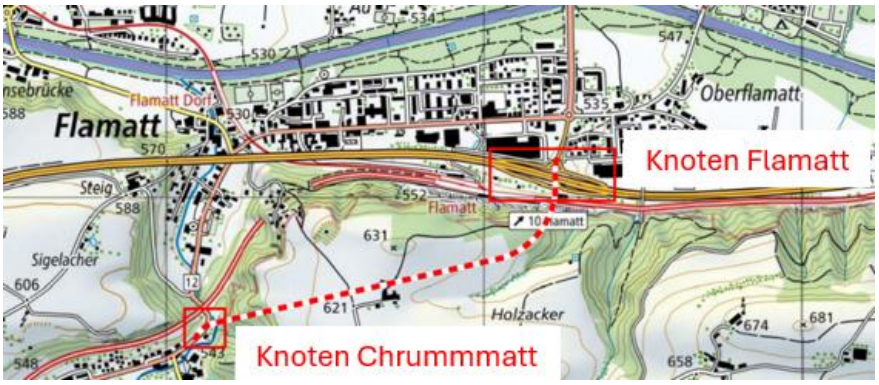
Das Projekt des Chrummmatt-Tunnels und die im Umfeld geplanten Massnahmen (siehe weiter oben) sind als Paket unter dem Titel «Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk» in der Kategorie C des 2025 eingereichten Agglomerationsprogramms der 5. Generation (AP5) von Bern[4] enthalten.

Ziel ist es, alle Massnahmen des Konzepts so weit voranzutreiben, dass sie einen ausreichenden Reifegrad erreichen, um als Massnahmen der Kategorie A in das Agglomerationsprogramm der 6. Generation (AP6) aufgenommen zu werden. Die Einreichung des AP6 beim Bund ist für 2029 vorgesehen. Vorbehaltlich der Genehmigung durch den Bund und der Sicherstellung der Finanzierung ist die Realisierung des Projekts im Zeitraum 2032–2036 vorgesehen.

Dieses Projekt wurde im Weidmann-Gutachten «Verkehr 2045» der ETH Zürich, das vom Eidgenössischen Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) in Auftrag gegeben und am 15. September 2025 veröffentlicht wurde, der Prioritätsstufe 2 von 6 zugeordnet. Das Gutachten befasst sich mit den vom Bund geplanten Ausbauprojekten im Strassen- und Bahnbereich sowie mit den Agglomerationsprogrammen.[5]

2 Beschreibung des Projekts Chrummmatt-Tunnel

Die im Jahr 2022 durchgeführte Vorstudie ermöglichte es, die Machbarkeit der Verbindung zwischen dem Autobahnanschluss und Chrummmatt zu validieren. Vorgesehen ist der Bau eines 1150 m langen, zweispurigen Tunnels zwischen einem neuen Knoten mit Anschluss an das im Mühletal geplante kantonale Strassennetz und einen neuen Knoten zur Umgestaltung des Autobahnanschlusses N12 in Flamatt.



[3] Siehe Blatt zur Massnahme WF5 des Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk, S. 45.
Die Umfahrungsstrasse von Düdingen ist hingegen der Prioritätsstufe C zugewiesen; ihre Realisierung ist frühestens nach 2040 vorgesehen. Sie entspricht der Massnahme DUE7 «Alternative MIV-Führung Düdingen (Umfahrung; Tunnel; neuer Anschluss)» (vgl. Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk, S. 90).

[4] Die Kategorie C umfasst langfristige Massnahmen zur Steuerung der künftigen Raumentwicklung, die Kategorie B mittelfristige Massnahmen und die Kategorie A die vordringlichsten Massnahmen.

[5] ETH Zürich : Verkehr 2045, Gutachten, 15. September 2025. Auf der Grundlage dieses Gutachtens hat der Bundesrat am 28. Januar 2026 die Eckwerte für den Ausbau der Verkehrsinfrastruktur bis 2045 (Programm Verkehr '45) festgelegt und das UVEK beauftragt, bis Ende Juni 2026 einen Vernehmlassungsentwurf zu diesem Thema auszuarbeiten. Weitere Informationen finden sich unter Verkehr '45.

2.1 SNBS-Studie mit Klima-Vorabtest

Das Projekt wird bereits in der frühen Planungsphase gemäss dem Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz (SNBS) entwickelt. Dieser ermöglicht eine nachhaltige Planung, Erstellung, Nutzung und Weiterentwicklung von Bauwerken in den Bereichen Mobilität, Wasser, Schutz, Energie und Kommunikation. Zur Beurteilung der Nachhaltigkeit wird der gesamte Lebenszyklus berücksichtigt.

Anhand eines Klima-Vorabtests konnten die durch das Projekt verursachten CO_2-Emissionen auf rund 15 620 Tonnen CO_2-Äquivalente geschätzt werden. Die Emissionen entstehen hauptsächlich in der Phase der Materialherstellung, zu Beginn der Bauphase (Transport) sowie in der Phase der Abfallbewirtschaftung.

Der Klima-Vorabtest kommt zum Schluss, dass die Auswirkungen auf die Anpassungsfähigkeit des Gebiets an den Klimawandel sowie auf dessen Kohlenstoffbindungsfähigkeit gering bis vernachlässigbar sind. Auch die Auswirkungen des Klimawandels auf das Projekt während seines gesamten Lebenszyklus sind gering.

2.2 Nachhaltigkeit

Die aus diesen Mitteln finanzierten Studien tragen zur Umsetzung der Nachhaltigkeitsziele des Staats bei, indem bereits in der Planungsphase folgende Nachhaltigkeitsprinzipien berücksichtigt werden:

> Umweltschutz: Die Studien berücksichtigen die Erfordernisse des Schutzes der natürlichen Umwelt, der Artenvielfalt und der Wasserqualität sowie der Verringerung der durch den Strassenverkehr verursachten Immissionen (Lärm, Schadstoffemissionen).
> Anpassung an den Klimawandel: Das Projekt zielt darauf ab, die Widerstandsfähigkeit des Netzes gegenüber extremen Wetterereignissen (Starkniederschläge, Erdrutsche, Hitze) zu erhöhen, insbesondere durch die Führung der Strasse in einem Tunnel.
> Nachhaltige Mobilität: Die durchgeführten Verkehrsstudien zeigen, dass das Projekt insgesamt die Verkehrsverlagerung begünstigt, insbesondere dank der Park+Ride-Anlage, welche die kantonalen Ausbauvorhaben ergänzt und Bestandteil des im Agglomerationsprogramm vorgesehenen Gesamtprojekts ist – in enger Synergie mit dem bis dahin beplanten Viertelstundentakt zwischen Flamatt und Bern im S-Bahn Netz.
> Wirtschaftliche Effizienz: Eine frühzeitige Planung und Koordinierung der Massnahmen ermöglicht eine optimale Nutzung der öffentlichen Ressourcen, vermeidet Doppelspurigkeiten und fördert umfassende und nachhaltige Lösungen. Das Projekt verursacht zudem deutlich geringere Kosten als das ursprüngliche Vorhaben, das darauf abzielte, den Verkehr aus dem mittleren und oberen Sensebezirk über die Umfahrungsstrasse von Düdingen umzuleiten.
> Lebensqualität und Sicherheit: Die Verbesserung der Verkehrssicherheit, insbesondere bei der Chrummmatt-Unterführung sowie in der Ortschaft Flamatt, und die Verringerung der Belastungen für die Anwohnerinnen und Anwohner entlang der kantonalen Verkehrsachsen tragen zur Lebensqualität bei, einem zentralen sozialen Ziel der nachhaltigen Entwicklung.

Darüber hinaus gewährleistet die Festlegung entsprechender Kriterien in den Ausschreibungen des Tiefbauamts (TBA), dass die Auftragnehmer einen hohen Nachhaltigkeitsstandard anstreben. Diese Studien tragen somit dazu bei, dass die öffentlichen Investitionen den ökologischen, technischen und gesellschaftlichen Anforderungen des Kantons entsprechen.

Wie in Kapitel 2.1 dargelegt, wurde bereits in der Vorphase des Projekts ein Klimatest durchgeführt. Dieser Ansatz wird die Studien während ihrer Entwicklung begleiten, um die Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren. Der Klimatest zeigt, dass die Auswirkungen des Projekts auf das Klima über den gesamten Lebenszyklus des Bauwerks hinweg gering sind.

3 Kosten

3.1 Kostenschätzung für die Verwirklichung des Bauwerks

Eine erste grobe Kostenschätzung (±50 %) für den Bau (Tunnel und Knoten an beiden Enden des Tunnels) ergibt eine Spannweite von rund 80 bis 138 Millionen Franken exkl. MWST, ohne Honorare und Landerwerb.[6]

3.2 Aufteilung zwischen dem Bund und dem Staat Freiburg

Gemäss dem Entwurf einer Vereinbarung zwischen dem Bund (ASTRA) und dem Staat Freiburg ist vorgesehen, dass das ASTRA die Arbeiten in seinem Zuständigkeitsbereich übernimmt und der Kanton die übrigen Arbeiten. Die definitive Aufgabenteilung zwischen Bund und Kanton wird in einer späteren Vereinbarung festgelegt, sobald das Projekt umsetzungsreif ist. Der Entwurf sieht folgende Grundsätze vor:

Für Bauwerke auf Bundesgebiet (Anpassung des Autobahnanschlusses):

> Bauherrschaft: ASTRA
> Eidgenössisches Plangenehmigungsverfahren
> Finanzierung durch das ASTRA

Für die Bauwerke, die sich ausserhalb der öffentlichen Sache des Bundes befinden (Tunnel und Anschluss an die Kantonsstrasse auf der Seite von Chrummmatt):

> Bauherrschaft: Staat Freiburg, vertreten durch die RIMU (TBA)
> Kantonales Plangenehmigungsverfahren
> Finanzierung durch den Staat Freiburg

Eine Kofinanzierung durch den Bund ist im Rahmen des AP6 in der Höhe von 30 bis 50 % möglich (vorbehältlich der Genehmigung der Massnahme durch den Bund). Eine Koordination der Verfahren ist erforderlich, insbesondere eine gleichzeitige öffentliche Auflage der Projekte. Eine Projektorganisation mit einem Steuerungsausschuss wurde bereits eingerichtet.

3.3 Vom Staat Freiburg durchzuführende Studien

Der beantragte Studienkredit ermöglicht die Durchführung der (interdisziplinären) Projektstudien, die für die öffentliche Auflage des geplanten Bauvorhabens sowie für die Ausschreibung der Bauarbeiten erforderlich sind (SIA-Phasen 31 bis 41). Diese Verfahren sind für den Bau dieser neuen Strassenverbindung unerlässlich. Sie bilden zugleich die Grundlage für die Beantragung eines Verpflichtungskredits beim Grossen Rat sowie für die Aufnahme des Projekts mit Priorität A in das AP6.

Der Entwurf der Vereinbarung mit dem Bund, vertreten durch das ASTRA, betrifft die SIA-Phasen 31 bis 33 gemäss Ordnung SIA 103. Der Bund verpflichtet sich, die Studien zu 10 % (240 000 Franken exkl. MWST) zu finanzieren, während der Staat Freiburg 90 % (2 252 000 Franken exkl. MWST) übernimmt. Die Kostenaufteilung für die SIA-Phase 41 gemäss der Ordnung SIA 103 wird in einer späteren Vereinbarung geregelt.

[6] Gemäss Bericht Emch+Berger vom 3. Juni 2022.

Vom Staat Freiburg zu tragender Betrag exkl. MWST für die Durchführung der Studien:

	Fr.
Phasen 31 bis 33 gemäss dem Entwurf der Vereinbarung mit dem ASTRA	2 252 000
Phase 41	800 000
Weitere Leistungen ausserhalb der Ordnung SIA 103[7]	748 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes	200 000
Total exkl. MWST	4 000 000
MWST 8,1 %	324 000
Total inkl. MWST von 8,1 %	**4 324 000**

4 Studienkredit

—

Zur Finanzierung des vom Staat zu tragenden Anteils an den Studienkosten (4 324 000 Franken) ist ein Studienkredit erforderlich.

In diesem Zusammenhang beantragt der Staatsrat, einen Teil des Restbetrags (per 30. April 2026: 7 678 721 Franken, nicht indexiert) des vom Grossen Rat im Jahr 2009 bewilligten Verpflichtungskredits in Höhe von 9 Millionen Franken für die Studien und den Landerwerb für die Umfahrungsstrasse von Düdingen (ASF 2009_072 vom 19. Juni 2009) für die Durchführung der oben beschriebenen Studien umzuwidmen.

Angesichts der erheblichen Änderung der im Dekret von 2009 vorgesehenen Mittel wird vorgeschlagen, dieses Dekret aufzuheben.

Im Jahr 2025 wurde ein Zweckmässigkeitsgutachten zum Projekt des Chrummmatt-Tunnels erstellt, für das bereits 2021 eine Machbarkeitsstudie durchgeführt worden war (siehe Kapitel 2). Ziel dieses Gutachtens war es, die Auswirkungen des Projekts auf die Region unter Berücksichtigung der weiteren geplanten Massnahmen (siehe Kap. 1.2) aufzuzeigen. Das Gutachten zeigt, dass die Auswirkungen auf den Durchgangsverkehr in Flamatt erheblich sind: Rund 75 % des Verkehrs, der die neue Verbindung nutzen wird, wird aus dem Durchgangsverkehr in Flamatt stammen. Das Tunnelprojekt hat zudem Auswirkungen auf regionaler Ebene und trägt zur Verringerung des Durchgangsverkehrs in Düdingen bei. Der Zugang zum Autobahnanschluss Flamatt über das Mühletal wird insbesondere zu den Stosszeiten deutlich verbessert, wodurch ein Teil der derzeit auf Düdingen konzentrierten Verkehrsströme – insbesondere aus dem Sene-Mittel- und Oberland–umgeleitet werden kann.

In diesem Zusammenhang trägt der Chrummmatt-Tunnel dazu bei, die Verkehrsüberlastung in Düdingen zu verringern. Aus diesem Grund gilt die Umfahrungsstrasse von Düdingen nicht mehr als vorrangiges Projekt und ihr Status im kantonalen Richtplan wurde herabgesetzt – eine Anpassung, die sowohl von der Region als auch von der Gemeinde unterstützt wurde.

Angesichts der vorstehenden Ausführungen und unter Berücksichtigung der seit 2013 sistierten Studien zur Umfahrungsstrasse von Düdingen wird vorgeschlagen, einen Teil des Restbetrags des im Jahr 2009 bewilligten Verpflichtungskredits für die Umfahrungsstrasse von Düdingen zugunsten der Studien zum Chrummmatt-Tunnel umzuwidmen, der einen Teil der ursprünglichen Funktionen der Umfahrungsstrasse übernimmt.

[7] Leistungen von Geometerbüros, Rechtsberatung, Architektur, Landschaftsarchitektur, Raumplanung, Verkehr sowie Umwelt (UVP), Klimastudien, SNBS-Monitoring usw.

5 Zeitplan

Mit der Annahme des vorliegenden Dekretsentwurfs durch den Grossen Rat können die Vereinbarung mit dem ASTRA unterzeichnet sowie die Ausschreibung im offenen Verfahren zur Auswahl des Hauptbeauftragten eingeleitet werden.

Nach der Auftragsvergabe werden die Studien im Hinblick auf die Vorprüfung und die anschliessende öffentliche Auflage durchgeführt. Diese kann innerhalb von drei Jahren nach Genehmigung des Studienkredits durch den Grossen Rat eingeleitet werden.

Das Gesuch für den Baukredit wird in Abhängigkeit vom Inhalt der Einsprachen und der Dauer ihrer Behandlung gestellt werden.

6 Weitere Aspekte

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Das Projekt wird mit den personellen Ressourcen des TBA umgesetzt und hat somit keine Auswirkungen auf den Personalbestand des Staats. Es ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

Der Kredit für ein Vorhaben von regionaler Bedeutung unterliegt gemäss Artikel 134b des Gesetzes über die Ausübung der bürgerlichen Rechte sowie Artikel 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg dem fakultativen Referendum.

Wie in Kapitel 2.1 dargelegt, wurde bereits in der Vorphase des Projekts ein Klimatest durchgeführt. Dieser Ansatz wird die Studien während ihrer Entwicklung begleiten, um die Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren. Der Klimatest zeigt, dass die Auswirkungen des Projekts auf das Klima über den gesamten Lebenszyklus des Bauwerks hinweg gering sind.

7 Schlussfolgerung

Wir ersuchen Sie, das vorliegende Dekret zu verabschieden und damit dem Staat zu ermöglichen, die notwendigen Studien zur Umsetzung des Projekts des Chrummmatt-Tunnels sowie der im Rahmen der Studie «Gesamtverkehrskonzept Unterer Sensebezirk» empfohlenen und im AP5 der Agglomeration Bern unter dem Titel «Gesamtverkehrslösung Unterer Sensebezirk» aufgeführten Massnahmen durchzuführen.

Annexe

GRAND CONSEIL **2026-DIME-35**

Projet de décret : Crédit d'étude en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt

Propositions de la Commission des routes et cours d'eau 2022-2026 CRoutes-22-26

Présidence : Jean-Daniel Chardonnens

Membres : Eliane Aebischer, Matthieu Aebischer, Nicolas Bürgisser, Marc Fahrni, François Genoud, Fritz Glauser, Regula Hayoz Helfer, Markus Julmy

Entrée en matière

Par 9 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 9 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 17 août 2026

Anhang

GROSSER RAT **2026-DIME-35**

Dekretsentwurf: Studienkredit im Hinblick auf den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt

Antrag der Kommission für Strasse und Wasserbau 2022-2026 StraK-22-26

Präsidium: Jean-Daniel Chardonnens

Mitglieder: Eliane Aebischer, Matthieu Aebischer, Nicolas Bürgisser, Marc Fahrni, François Genoud, Fritz Glauser, Regula Hayoz Helfer, Markus Julmy

Eintreten

Mit 9 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 9 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 17. August 2026

Annexe

GRAND CONSEIL **2026-DIME-35**

Projet de décret: Crédit d'étude en vue de la réalisation du tunnel de Chrummmatt à Flamatt

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Andreas Freiburghaus, Bertrand Gaillard, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Bruno Riedo, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 15 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 30 septembre 2026

Anhang

GROSSER RAT **2026-DIME-35**

Dekretsentwurf: Studienkredit für den Bau des Chrummmatt-Tunnels in Flamatt

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium: Claude Brodard

Mitglieder: Catherine Beaud, Christel Berset, Andreas Freiburghaus, Bertrand Gaillard, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Bruno Riedo, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 15 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 30. September 2026

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire
—
Postulat 2026-GC-164
Institut agricole de Grangeneuve/Service de l'agriculture : clarifier les procédures, éviter les blocages financiers et répondre au mécontentement des agriculteurs

Auteurs :	**Kolly Gabriel / Clément Christian**
Nombre de cosignataires :	**41**
Dépôt :	**25.06.2026**
Développement :	**25.06.2026**
Transmission au Conseil d'Etat :	**25.06.2026**
Réponse du Conseil d'Etat :	**29.09.2026**

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé le 25 juin 2026 et transmis au Conseil d'Etat le 25 juin 2026, les députés Gabriel Kolly et Christian Clément demandent au Conseil d'Etat d'établir un rapport qui a pour objectif principal d'évaluer les effets de la fusion entre le Service de l'agriculture et l'Institut agricole de Grangeneuve. Cette demande fait suite à des critiques émises par certains agriculteurs concernant la complexité des procédures, les délais de traitement et l'incertitude liée aux projets d'investissement.

Les auteurs souhaitent notamment voir :

> dresser un bilan de la fusion depuis janvier 2022 ;
> analyser les missions et prestations de Grangeneuve et de la section agriculture ;
> améliorer la prévisibilité des aides financières pour les différents porteurs de projet;
> clarifier et optimiser les procédures dans les projets agricoles ;
> garantir une séparation claire entre les fonctions de conseil, de soutien, de contrôle et de décision;
> réexaminer la politique de recrutement, en particulier pour les activités liées au domaine de l'agriculture (formation, conseil, exécution).

Les objectifs de la requête visent à simplifier les démarches administratives, à renforcer la sécurité des investissements agricoles et à améliorer la confiance des exploitants envers les services cantonaux.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat tient à rappeler les motifs qui ont présidé au regroupement du Service de l'agriculture (SAgri) et de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (IAG) au sein d'une même entité désormais baptisée Grangeneuve. Cette fusion a été approuvée par le Grand Conseil en novembre 2021 avec la modification de la loi sur Grangeneuve (LGn ; RSF 911.10.1) s'inscrivait dans le développement du Campus Grangeneuve-Posieux, qui allie sur un même lieu la recherche agronomique fédérale (Agroscope), la formation, le conseil, la vulgarisation et l'exécution de la

politique agricole. Dans ce contexte, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts a souhaité relocaliser et réorganiser son secteur « Agriculture et nature », avec les déménagements successifs du SAgri, de l'Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente Sanima et du Service des forêts et de la nature (SFN).

Dans le cadre de ce rapprochement « physique » entre le SAgri et l'IAG, l'opportunité a été saisie d'analyser les synergies possibles afin d'augmenter l'efficacité des services, d'améliorer la gouvernance des tâches transversales et d'optimiser la collaboration avec les branches professionnelles. A la suite de cette analyse, l'option de regrouper le SAgri et l'IAG, sous une même direction, a été retenue. Elle devait permettre de développer les synergies communes. En effet, le regroupement de la formation qui concerne non seulement l'agriculture mais aussi d'autres champs d'activités (horticulture, sylviculture, lait et agro-alimentaire, intendance, activité d'accueil et de para-hôtellerie), du conseil et de l'exécution sous une seule direction forme une grande entité organisationnelle qui permet, d'utiliser et de développer au mieux les potentiels existants.

Cette fusion est effective depuis le 1er janvier 2022, le SAgri étant devenu à cette date avec la vulgarisation la section agriculture de Grangeneuve. Le Conseil d'Etat souligne par ailleurs que les prestations fournies par cette nouvelle entité se font en étroite collaboration avec les principaux partenaires (Agri Fribourg, FSFL, fédérations d'élevage bovin, Interprofessions du Gruyère AOP et du Vacherin Fribourgeois AOP).

Après près de 5 ans de fonctionnement, le Conseil d'Etat est d'avis que le rapport demandé par le présent postulat offre une excellente occasion de tirer un premier bilan global de cette réorganisation. Ce rapport devra permettre d'une part d'examiner dans quelle mesure les objectifs fixés en 2021 ont pu être atteints :

> faire face à l'augmentation des dossiers transversaux et à leur complexification ;
> améliorer l'activité de conseil général, notamment pour des projets collaboratifs de la politique agricole (réseaux écologiques, qualité du paysage, Stratégie agricole régionale SAR) ou des thématiques en lien avec les ressources (protection du sol (ex. érosion), plan d'action phyto, protection de l'eau) ;
> mieux représenter les intérêts fribourgeois dans les groupes nationaux et intercantonaux, cette réorganisation devrait, à moyen terme, aussi permettre d'anticiper et de mieux appréhender les tâches croissantes venant de la Confédération.

Le rapport devra en outre examiner l'évolution du domaine dans lequel évolue Grangeneuve, et dans quelle mesure la nouvelle organisation, plus intégrée et plus cohérente, a permis d'y faire face. En effet, depuis 2022, d'importants changements ont eu lieu, par exemple dans la politique agricole ou l'aménagement du territoire (LAT 2). De nombreuses thématiques nouvelles ont été intégrées à la section agriculture de Grangeneuve, comme l'accompagnement du plan d'action phyto, la mise en place du conseil en biodiversité ou la gestion des mesures agricoles liées au plan climat cantonal. On peut en outre mentionner l'engagement de Grangeneuve pour soutenir les différentes branches suivant les situations, comme cela est le cas depuis le début de l'année en lien avec la situation exceptionnelle d'Agri Fribourg.

Dans le domaine des aides structurelles, les défis se sont largement renforcés ses dernières années avec l'évolution des exigences fédérales, le contexte naturelle (sécheresses, inondations, canicule, …), les difficultés économiques et les problèmes géopolitiques. Pour y faire face, la DIAF et Grangeneuve ont d'ailleurs pris des mesures liées depuis novembre 2024 et la situation s'est

depuis améliorée, même si les limites budgétaires et le nombre important de projets provoquent toujours des délais de traitement parfois trop long.

Ces mutations interviennent en effet dans un contexte financier tendu, tant au niveau fédéral que cantonal, qui a complexifié l'octroi de soutiens financiers depuis plus de 2 ans, avec par exemple le manque de liquidités du fonds de roulement de la Confédération pour les crédits d'investissements et l'absence de budget cantonal pour la période de janvier à juin 2026. Le Conseil d'Etat se réjouit toutefois de constater que l'agriculture fribourgeoise est très dynamique, avec pour preuve l'utilisation d'environ 10 % des budgets fédéraux – troisième canton derrière les cantons de Berne et des Grisons. Le Conseil d'Etat a par ailleurs pris des mesures en avril dernier en compensant une baisse d'octroi de CI de 15% par l'utilisation du fonds rural cantonal.

Le Conseil d'Etat tire un premier bilan positif de la réorganisation adoptée en 2021. Il soutient l'objectif général, exprimé également par les auteurs du présent postulat, d'avoir une administration efficiente, transparente et orientée clients. Les prestations proposées par la section agriculture doivent également s'adapter aux types d'exploitations, que ce soit pour leur mode de production ou leur taille par exemple. Le Conseil d'Etat estime ainsi pertinent de mener une évaluation structurée des effets de cette fusion, l'atteinte de ses objectifs initiaux, sa contribution aux nouveaux défis survenus depuis, ainsi que sur les éventuelles pistes d'amélioration. Le Conseil d'État propose dès lors au Grand Conseil d'accepter le postulat 2026-GC-164.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Postulat 2026-GC-164
Landwirtschaftliches Institut Grangeneuve/Amt für Landwirtschaft: Verfahrensabläufe klären, finanzielle Blockaden vermeiden und auf die Unzufriedenheit der Landwirte reagieren

Urheber:	**Kolly Gabriel / Clément Christian**
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	**41**
Einreichung:	**25.06.2026**
Begründung:	**25.06.2026**
Überweisung an den Staatsrat:	**25.06.2026**
Antwort des Staatsrats:	**29.09.2026**

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit einem am 25. Juni 2026 eingereichten und an den Staatsrat übermittelten Postulat fordern die Grossräte Gabriel Kolly und Christian Clément den Staatsrat auf, einen Bericht auszuarbeiten, in dem es vor allem darum geht, die Auswirkungen der Fusion zwischen dem Amt für Landwirtschaft und dem Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve auszuwerten. Dieser Antrag geht auf Kritik gewisser Landwirte zurück betreffend die Komplexität der Verfahren, die Bearbeitungsfristen und die mit den Investitionsvorhaben verbundene Unsicherheit.

Die Verfasser möchten insbesondere, dass:

> eine Bilanz der Fusion seit Januar 2022 gezogen wird;
> die Aufgaben und Leistungen von Grangeneuve und seiner Sektion Landwirtschaft analysiert werden;
> für die verschiedenen Projektträger die Planbarkeit der finanziellen Unterstützung verbessert wird;
> die Verfahrensabläufe für landwirtschaftliche Projekte geklärt und optimiert werden;
> eine klare Trennung zwischen den Funktionen der Beratung, Unterstützung, Kontrolle und Entscheidung gewährleistet wird;
> die Anstellungspolitik überprüft wird, insbesondere für die Tätigkeiten im Bereich Landwirtschaft (Ausbildung, Beratung, Vollzug).

Ziel dieses Antrags ist es, die administrativen Schritte zu vereinfachen, die Sicherheit landwirtschaftlicher Investitionen zu verbessern und das Vertrauen der Landwirte in die kantonalen Behörden zu stärken.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend möchte der Staatsrat noch einmal auf die Gründe hinweisen, die zur Zusammenlegung des Amts für Landwirtschaft (LwA) und des Landwirtschaftlichen Instituts des Kantons Freiburg (LIG) zu einer einzigen Einheit, die nun Grangeneuve heisst, geführt haben. Dieser Zusammenschluss wurde vom Grossen Rat im November 2021 mit der Änderung des Gesetzes über Grangeneuve (GnG; SGF 911.10.1) genehmigt und erfolgte im Rahmen der Entwicklung des Campus Grangeneuve-Posieux, der an einem einzigen Standort die Agrarforschung des Bundes (Agroscope), Ausbildung, Beratung, und Vollzug der Agrarpolitik vereint. In diesem Zusammenhang beabsichtigte die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD), ihren Sektor «Landwirtschaft und Natur» an einem Standort zusammenzuführen und neu zu organisieren, wobei das LwA, die kantonale Nutztierversicherungsanstalt Sanima und das Amt für Wald und Natur (WNA) schrittweise nach Grangeneuve verlegt werden sollten.

Im Rahmen dieser «physischen» Annäherung zwischen dem LwA und dem LIG wurden mögliche Synergien geprüft, um die Effizienz der Ämter, die Verwaltung von bereichsübergreifenden Aufgaben und die Zusammenarbeit mit der Branche zu optimieren. Gestützt auf diese Analyse entschied man sich für die Option, das LwA und das LIG unter der gleichen Leitung zusammenzulegen. Dies sollte die Entwicklung gemeinsamer Synergien ermöglichen. Die Zusammenlegung von Bildung, die nicht nur die Landwirtschaft, sondern auch andere Tätigkeitsbereiche betrifft (Gartenbau, Waldbau, Milch- und Lebensmitteltechnologie, Hauswirtschaft, Empfangstätigkeit und Parahotellerie), Beratung und Vollzug unter einer Direktion ergibt eine grosse Organisationseinheit, dank der das vorhandene Potenzial bestmöglich genutzt und entwickelt werden kann.

Diese Fusion ist seit dem 1. Januar 2022 in Kraft. Seit diesem Datum bildet das LwA zusammen mit der landwirtschaftlichen Beratung die Sektion Landwirtschaft von Grangeneuve. Der Staatsrat betont zudem, dass diese neue Einheit ihre Leistungen in enger Zusammenarbeit mit den wichtigsten Partnern (Agri Freiburg, FMV, Viehzuchtverbände, Sortenorganisationen Gruyère AOP und Vacherin Fribourgeois AOP) erbringt.

Nachdem diese neu gebildet Einheit inzwischen seit fast fünf Jahren in Betrieb ist, ist der Staatsrat der Ansicht, dass der im vorliegenden Postulat geforderte Bericht eine hervorragende Gelegenheit bietet, eine erste umfassende Bilanz dieser Umstrukturierung zu ziehen. Dieser Bericht soll es einerseits ermöglichen, zu prüfen, inwieweit die im Jahr 2021 festgelegten Ziele erreicht werden konnten, nämlich:

> die zunehmende Zahl von bereichsübergreifenden Dossiers und deren wachsende Komplexität bewältigen;
> die allgemeine Beratungstätigkeit verbessern, insbesondere bei agrarpolitischen Gemeinschaftsprojekten (ökologische Vernetzung, Landschaftsqualität, regionale Landwirtschaftsstrategie RLS) oder ressourcenbezogenen Themen (Bodenschutz [z. B. Erosion], Aktionsplan Pflanzenschutzmittel, Gewässerschutz);
> die Interessen Freiburgs in nationalen und interkantonalen Gremien besser vertreten, mittelfristig sollte diese Umstrukturierung auch ermöglichen, die zunehmenden Aufgaben vonseiten des Bundes zu antizipieren und besser zu erfassen.

Der Bericht soll zudem die Entwicklungen in dem Bereich untersuchen, in dem Grangeneuve tätig ist, und prüfen, inwieweit die neue, stärker integrierte und kohärentere Organisation es ermöglicht hat, diesen Entwicklungen gerecht zu werden. Seit 2022 hat sich einiges verändert, zum Beispiel in der Agrarpolitik oder in der Raumplanung (RPG 2). Zur Sektion Landwirtschaft von Grangeneuve kamen zahlreiche neue Themen hinzu, wie beispielsweise die Begleitung des Aktionsplans Pflanzenschutzmittel, die Einführung der Beratung zur Biodiversität oder die Steuerung der landwirtschaftlichen Massnahmen im Zusammenhang mit dem kantonalen Klimaplan. Erwähnenswert ist zudem das Engagement von Grangeneuve bei der Unterstützung der verschiedenen Branchen in Abhängigkeit der Situation, wie dies seit Anfang des Jahres im Zusammenhang mit der Ausnahmesituation bei Agri Freiburg der Fall ist.

Im Bereich der Strukturhilfen sind die Herausforderungen in den letzten Jahren aufgrund der sich wandelnden Anforderungen auf Bundesebene, den klimatischen Gegebenheiten (Dürren, Überschwemmungen, Hitzewellen ...), der wirtschaftlichen Schwierigkeiten und der geopolitischen Probleme deutlich grösser geworden. Um diesen Herausforderungen zu begegnen, haben die ILFD und Grangeneuve bereits seit November 2024 entsprechende Massnahmen ergriffen, und die Situation hat sich seitdem verbessert, auch wenn die Budgetbeschränkungen und die zahlreichen Projekte nach wie vor zu teilweise zu langen Bearbeitungszeiten führen.

Diese Veränderungen erfolgen in einem angespannten finanziellen Umfeld, sowohl auf Bundes- als auch auf kantonaler Ebene, was die Gewährung finanzieller Unterstützung seit mehr als zwei Jahren erschwert hat – beispielsweise aufgrund der mangelnden Liquidität des Fonds de Roulement des Bundes für Investitionskredite und des Fehlens eines kantonalen Voranschlags für den Zeitraum von Januar bis Juni 2026. Der Staatsrat stellt jedoch erfreut fest, dass die Freiburger Landwirtschaft sehr dynamisch ist, was durch die Inanspruchnahme von rund 10 % der Bundesmittel belegt wird – damit liegt Freiburg an dritter Stelle hinter den Kantonen Bern und Graubünden. Der Staatsrat hat im vergangenen April zudem Massnahmen ergriffen und den Rückgang bei der Gewährung von Investitionskrediten um 15 % über den kantonalen Landwirtschaftsfonds kompensiert.

Der Staatsrat zieht eine erste positive Bilanz der 2021 beschlossenen Neuorganisation. Er unterstützt das allgemeine Ziel – das auch von den Verfassern dieses Postulats zum Ausdruck gebracht wird –, eine effiziente, transparente und kundenorientierte Verwaltung zu schaffen. Die von der Sektion Landwirtschaft angebotenen Dienstleistungen müssen sich zudem an die verschiedenen Arten von Betrieben anpassen, zum Beispiel was die Produktionsform oder die Grösse betrifft. Der Staatsrat hält es daher für sinnvoll, eine strukturierte Evaluation der Auswirkungen dieser Fusion, der Erreichung ihrer ursprünglichen Ziele, ihres Beitrags zur Bewältigung der seither aufgetretenen neuen Herausforderungen sowie möglicher Verbesserungsansätze vorzunehmen. Der Staatsrat lädt den Grossen Rat daher ein, das Postulat 2026-GC-164 anzunehmen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire
—
Motion 2026-GC-171
Initiative cantonale – Pour garantir le financement et la mise en œuvre efficace des mesures d'aménagement dans les agglomérations

Auteurs :	**Bussard Frédéric / Mesot Roland**
Nombre de cosignataires :	**18**
Dépôt :	**26.06.2026**
Développement :	**26.06.2026**
Transmission au Conseil d'Etat :	**29.06.2026**
Réponse du Conseil d'Etat :	**08.09.2026**

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 29 juin 2026, les députés Frédéric Bussard et Roland Mesot demandent que le canton de Fribourg dépose une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale afin de modifier le droit fédéral relatif aux projets d'agglomération. Son objectif est de permettre la suspension ou la prolongation des délais applicables aux mesures financées par des contributions fédérales forfaitaires ou intégrées dans des paquets de petites mesures lorsque leur réalisation est retardée par une procédure administrative ou judiciaire.

Les motionnaires relèvent que, contrairement aux mesures individuelles, ces projets peuvent aujourd'hui perdre leur droit au cofinancement fédéral même lorsque le retard résulte d'oppositions ou de recours indépendants de la volonté des collectivités publiques. Ils estiment que cette situation crée une inégalité de traitement et pénalise particulièrement les petites agglomérations.

Ils proposent que le Grand Conseil, en vertu des articles 105 al. 1 let. e Cst-FR et 69 al. 1 let. d LGC, demande, par initiative cantonale adressée à l'Assemblée fédérale, les modifications idoines de la LFORTA et en conséquence de l'OPTA et de toutes autres dispositions légales y relatives, en vue de permettre la suspension ou la prolongation des délais d'exécution applicables aux mesures bénéficiant de contributions fédérales forfaitaires ainsi qu'aux mesures comprises dans des paquets de mesures modestes lorsqu'une procédure administrative ou judiciaire empêche leur réalisation dans les délais ordinaires.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Contexte

Dans le cadre du programme en faveur du trafic d'agglomération, la Confédération cofinance de nombreuses infrastructures et mesures de mobilité à travers les projets d'agglomération. Outre les mesures individuelles traditionnelles, elle soutient également des mesures bénéficiant de contributions fédérales forfaitaires, destinées notamment à la mobilité douce, à la sécurité routière, à la gestion du trafic et aux aménagements d'arrêts de bus. Ces mesures, dont le coût

d'investissement ne dépasse pas 5 millions de francs, sont regroupées dans des paquets afin de simplifier leur gestion administrative, leur financement et leur suivi.

Pour les projets d'agglomération de quatrième génération et suivants, les travaux doivent en principe débuter dans un délai de cinq ans et trois mois à compter de l'adoption de l'arrêté fédéral correspondant. À défaut, le droit aux contributions fédérales s'éteint.

Le droit fédéral prévoit toutefois plusieurs mécanismes permettant de tenir compte de retards dans la mise en œuvre. Ainsi, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) peut, dans des cas exceptionnels dûment motivés, accorder une prolongation unique de trois ans, notamment lorsque le retard n'est pas imputable au maître d'ouvrage ou lorsqu'il concerne une infrastructure de transport revêtant une importance particulière. Par ailleurs, les délais sont en principe suspendus lorsqu'une procédure de recours est pendante ou lorsqu'un référendum a abouti.

Ces dispositions ne s'appliquent cependant pas à toutes les catégories de mesures. En effet, l'article 18, alinéa 4, de l'ordonnance du DETEC concernant le programme en faveur du trafic d'agglomération (OPTA) exclut expressément les mesures bénéficiant de contributions fédérales forfaitaires ainsi que les petites mesures du régime de suspension ou de prolongation des délais. Dès lors, alors que les mesures individuelles continuent de bénéficier d'une protection en cas de procédure pendante, les mesures financées au moyen de contributions forfaitaires ou regroupées au sein de paquets de petites mesures peuvent perdre leur droit au cofinancement fédéral à l'échéance du délai d'exécution, même lorsque le retard résulte d'une opposition, d'un recours ou d'une autre procédure indépendante de la volonté des collectivités concernées.

Cette différence de traitement découle directement de l'article 18 OPTA. Si son alinéa 3 prévoit la suspension des délais en cas de recours ou de référendum, l'alinéa 4 exclut explicitement les mesures bénéficiant de contributions fédérales forfaitaires ainsi que les petites mesures de cette possibilité.

Le Conseil fédéral a adopté le 20 juin 2025 plusieurs adaptations relatives à la sixième génération des projets d'agglomération (PA6) afin de simplifier leur mise en œuvre et de réduire les charges administratives. Ces modifications prévoient notamment un assouplissement des modalités de décompte des petites mesures et une plus grande flexibilité dans la gestion des paquets de mesures. Elles ne remettent toutefois pas en question le régime actuel des délais applicable aux mesures bénéficiant de contributions fédérales forfaitaires.

La problématique soulevée est donc bien réelle, les mesures financées par des contributions fédérales forfaitaires ou intégrées dans des paquets de petites mesures ne bénéficient pas de la suspension des délais en cas de procédure pendante et peuvent, de ce fait, perdre leur droit au cofinancement fédéral alors même que les retards constatés ne leur sont pas imputables.

2. Appréciation

Le Conseil d'Etat partage les préoccupations exprimées par les motionnaires quant aux conséquences que peuvent avoir les retards de réalisation sur le maintien du cofinancement fédéral des mesures prévues dans les projets d'agglomération. Cette problématique est connue au niveau fédéral et a notamment été évoquée dans le cadre du postulat 22.4053 « Lever les obstacles qui entravent la réalisation des projets de mobilité douce dans le cadre des programmes d'agglomération ». À cette occasion, le Conseil fédéral a reconnu que les retards de mise en œuvre

pouvaient résulter de la complexité des projets, de la longueur des procédures administratives et des voies de recours.

L'Office fédéral du développement territorial (ARE) considère toutefois que les simplifications introduites ces dernières années, notamment l'introduction des contributions fédérales forfaitaires et les allégements administratifs qui les accompagnent, ont déjà contribué à faciliter la mise en œuvre des projets d'agglomération. Il estime par ailleurs que la possibilité de remplacer certaines mesures au sein des paquets de mesures forfaitaires confère au système une flexibilité suffisante. Dans ce contexte, et à l'issue de plusieurs échanges techniques avec le coordinateur cantonal des agglomérations, l'ARE n'a, à ce jour, pas identifié de nécessité d'adapter le cadre réglementaire en vigueur. Il considère également que les mesures de moindre envergure peuvent, le cas échéant, être réalisées sans soutien financier fédéral.

Le Conseil d'Etat ne partage pas entièrement cette analyse, dans la mesure où la complexité administrative reste beaucoup trop importante. Si le programme en faveur du trafic d'agglomération vise avant tout à cofinancer des infrastructures de transport dont le financement ne pourrait être assumé aisément par les cantons et les communes seuls, cette réalité ne concerne pas uniquement les grands projets. Pour certaines petites agglomérations, des mesures dont le coût est inférieur à 5 millions de francs représentent également un investissement conséquent et peuvent difficilement être réalisées sans participation fédérale.

Les expériences acquises dans le cadre des projets d'agglomération de troisième génération des agglomérations de Fribourg et de Mobul montrent qu'il a été possible, jusqu'à présent, de mobiliser l'entier des contributions forfaitaires prévues, même lorsque certaines mesures initialement planifiées n'ont pas pu être réalisées. Des mesures de remplacement ont pu être identifiées, notamment grâce à l'élargissement du périmètre de ces agglomérations.

Cette expérience ne permet toutefois pas de garantir qu'une solution similaire pourra être trouvée dans tous les cas. Certaines mesures demeurent bloquées par des procédures administratives ou judiciaires et risquent de ne pas pouvoir être réalisées dans les délais impartis. Par ailleurs, rien ne permet d'assurer à ce stade que des enveloppes financières seront disponibles dans les générations futures de projets d'agglomération pour permettre le report de telles mesures. Sous cet angle, le Conseil d'Etat considère que l'argument des motionnaires relatif à la situation particulière des petites agglomérations est pertinent. Celles-ci disposent généralement d'un nombre plus limité de projets de remplacement et sont, de ce fait, davantage exposées au risque de perdre les contributions fédérales qui leur ont été attribuées.

Le Conseil d'Etat considère dès lors que la question soulevée par la motion revêt une portée qui dépasse le seul canton de Fribourg et concerne de nombreuses agglomérations à l'échelle nationale. Il peut comprendre qu'une adaptation du cadre légal fédéral soit examinée afin d'éviter que des projets ne perdent leur droit au cofinancement fédéral en raison de retards résultant de procédures administratives ou judiciaires indépendantes de la volonté des maîtres d'ouvrage.

Il estime toutefois qu'une initiative cantonale portée isolément par le canton de Fribourg ne constitue pas, à ce stade, le moyen d'action le plus efficace. Dès lors que cette problématique concerne plusieurs cantons, une démarche coordonnée apparaît plus susceptible d'aboutir.

Le Conseil d'Etat propose par conséquent de porter cette question dans un premier temps au sein de la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP), ainsi qu'auprès de la Conférence des chefs de départements des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la suisse occidentale (CDTAPSOL), afin de rechercher une position commune des cantons. Une telle démarche permettrait de renforcer le poids politique de cette revendication auprès de la Confédération et d'accroître les chances d'une adaptation des dispositions fédérales concernées.

Dans ce sens, le Conseil d'Etat propose de fractionner la motion. Il propose de l'accepter sur le principe en tant qu'elle vise à garantir le maintien du soutien fédéral aux mesures des projets d'agglomération dont la réalisation est retardée par des procédures administratives ou judiciaires indépendantes de la volonté des maîtres d'ouvrage et à porter cette question au sein de la DTAP et de la CDTAPSOL afin de rechercher une position commune des cantons. Il propose en revanche de la refuser en tant qu'elle demande au canton de Fribourg de déposer une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale.

Si le Grand Conseil devait refuser le fractionnement, le Conseil d'Etat propose le refus de la motion.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Motion 2026-GC-171
Standesinitiative – Für die Sicherstellung der Finanzierung und der wirksamen Umsetzung von Infrastruktur- und Raumentwicklungsmassnahmen in den Agglomerationen

Urheber:	**Bussard Frédéric / Mesot Roland**
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	**18**
Einreichung:	**26.06.2026**
Begründung:	**26.06.2026**
Überweisung an den Staatsrat:	**29.06.2026**
Antwort des Staatsrats:	**08.09.2026**

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 29. Juni 2026 eingereichten und begründeten Motion fordern die Grossräte Frédéric Bussard und Roland Mesot, dass der Kanton Freiburg bei der Bundesversammlung eine Standesinitiative einreicht, um das Bundesrecht über die Agglomerationsprogramme zu ändern. Mit der Änderung soll die Aussetzung oder Verlängerung der Fristen für Massnahmen ermöglicht werden, die durch pauschale Bundesbeiträge finanziert oder in Kleinmassnahmenpakete integriert sind, wenn sich ihre Umsetzung aufgrund eines Verwaltungs- oder Gerichtsverfahrens verzögert.

Die Motionäre weisen darauf hin, dass diese Projekte, im Gegensatz zu Einzelmassnahmen, heute ihren Anspruch auf eine Mitfinanzierung durch den Bund verlieren können, selbst wenn die Verzögerung auf Einsprachen oder Rechtsmittel zurückzuführen ist, die ausserhalb des Einflussbereichs der Gemeinwesen liegen. Sie sind der Ansicht, dass diese Situation eine Ungleichbehandlung darstellt und insbesondere kleinere Agglomerationen benachteiligt.

Sie schlagen vor, dass der Grosse Rat gestützt auf Artikel 105 Abs. 1 Bst. e der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) und Artikel 69 Abs. 1 Bst. d des Grossratsgesetzes (GRG) bei der Bundesversammlung eine Standesinitiative einreicht, mit der die entsprechenden Änderungen des Bundesgesetzes über den Fonds für die Nationalstrassen und den Agglomerationsverkehr (NAFG) sowie der Verordnung des UVEK über das Programm Agglomerationsverkehr (PAVV) und weiterer damit zusammenhängender Erlasse verlangt werden. Ziel ist es, die Aussetzung oder Verlängerung der Vollzugsfristen für Massnahmen zu ermöglichen, die durch pauschale Bundesbeiträge finanziert werden oder Teil eines Pakets von Kleinmassnahmen sind, wenn ihre Umsetzung infolge eines Verwaltungs- oder Gerichtsverfahrens nicht innerhalb der ordentlichen Fristen erfolgen kann.

II. Antwort des Staatsrats

1. Hintergrund

Im Rahmen der Agglomerationsprogramme (AP) kofinanziert der Bund zahlreiche Infrastrukturen und Massnahmen für die Mobilität. Neben den herkömmlichen Einzelmassnahmen unterstützt er auch Massnahmen, für die pauschale Bundesbeiträge gewährt werden und die insbesondere der sanften Mobilität, der Strassenverkehrssicherheit, dem Verkehrsmanagement sowie dem Ausbau von Bushaltestellen dienen. Diese Massnahmen, deren Investitionskosten 5 Millionen Franken nicht übersteigen, werden zu Paketen zusammengefasst, um ihre administrative Abwicklung, ihre Finanzierung und ihre Überwachung zu vereinfachen.

Bei Agglomerationsprogrammen ab der vierten Generation müssen die Arbeiten grundsätzlich innert fünf Jahren und drei Monaten nach Verabschiedung des entsprechenden Bundesbeschlusses beginnen. Andernfalls erlischt der Anspruch auf Bundesbeiträge.

Das Bundesrecht sieht jedoch mehrere Mechanismen vor, mit denen Verzögerungen bei der Umsetzung berücksichtigt werden können. So kann das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) in begründeten Ausnahmefällen eine einmalige Nachfrist von drei Jahren gewähren, insbesondere wenn die Verzögerung nicht von der Bauherrschaft zu verantworten ist oder wenn es sich um Verkehrsinfrastrukturmassnahmen von zentraler Bedeutung handelt. Ebenso steht der Fristenlauf grundsätzlich still, solange gegen ein Bauvorhaben ein Rechtsmittelverfahren hängig ist oder wenn ein Referendum zustande gekommen ist.

Allerdings gelten diese Erleichterungen nicht für sämtliche Massnahmenkategorien. Sowohl Artikel 18 Abs. 4 der Verordnung des UVEK über das Programm Agglomerationsverkehr (PAVV) als auch die entsprechenden Vollzugsvorgaben des Bundes schliessen Massnahmen, für die pauschale Bundesbeiträge ausgerichtet werden, sowie Kleinmassnahmen von der Gewährung einer Nachfrist beziehungsweise vom Fristenstillstand aus. Während somit für Einzelmassnahmen bei hängigen Verfahren ein Schutz vor Fristablauf besteht, können mit Pauschalbeiträgen finanzierte oder zu Paketen zusammengefasste Kleinmassnahmen ihren Anspruch auf eine Mitfinanzierung durch den Bund verlieren, wenn die Ausführungsfrist abläuft. Dies gilt selbst dann, wenn die Verzögerung auf eine Einsprache, eine Beschwerde oder ein anderes Verfahren zurückzuführen ist, das ausserhalb des Einflussbereichs der betroffenen Gemeinwesen liegt.

Diese unterschiedliche Behandlung ergibt sich unmittelbar aus Artikel 18 PAVV. Während Absatz 3 die Aussetzung der Fristen im Falle einer Beschwerde oder eines Referendums vorsieht, schliesst Absatz 4 für Massnahmen, für die pauschale Bundesbeiträge ausgerichtet werden, sowie für Kleinmassnahmen diese Möglichkeit ausdrücklich aus.

Der Bundesrat hat am 20. Juni 2025 mehrere Anpassungen für die Agglomerationsprogramme der sechsten Generation (AP6) beschlossen, um ihre Umsetzung zu erleichtern und den administrativen Aufwand zu senken. Diese Änderungen bringen insbesondere eine Lockerung der Abrechnungsmodalitäten für Kleinmassnahmen sowie eine grössere Flexibilität bei der Verwaltung von Massnahmenpaketen mit sich. Die geltende Fristenregelung für Massnahmen mit pauschalen Bundesbeiträgen bleibt davon jedoch unberührt.

Das angesprochene Problem ist also durchaus real: Massnahmen, die durch pauschale Bundesbeiträge finanziert werden oder in Pakete von Kleinmassnahmen integriert sind, profitieren nicht von der Aussetzung der Fristen im Falle eines hängigen Verfahrens. Sie können daher ihren

Anspruch auf Bundeskofinanzierung verlieren, obwohl die Verzögerungen nicht ihnen anzulasten sind.

2. Beurteilung

Der Staatsrat teilt die von den Motionären geäusserten Bedenken bezüglich der möglichen Auswirkungen von Verzögerungen bei der Umsetzung von Agglomerationsmassnahmen auf die Bundesmitfinanzierung. Die Problematik ist auf Bundesebene bekannt. So wurde sie insbesondere im Rahmen des Postulats 22.4053 «Hindernisse aus dem Weg räumen, die die Umsetzung von Projekten des Langsamverkehrs im Rahmen von Agglomerationsprogrammen erschweren» thematisiert. Der Bundesrat anerkannte damals, dass die verzögerte Umsetzung von Massnahmen unter anderem auf die Komplexität der Projekte, langwierige Entscheidverfahren und Einsprachen zurückzuführen ist.

Das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) ist jedoch der Ansicht, dass die in den letzten Jahren eingeführten Vereinfachungen, insbesondere die Einführung pauschaler Bundesbeiträge und die damit einhergehenden Verwaltungserleichterungen, bereits dazu beigetragen haben, die Umsetzung der Agglomerationsprogramme zu erleichtern. Zudem vertritt es die Auffassung, dass die Möglichkeit, Massnahmen innerhalb von Massnahmenpaketen zu ersetzen, dem System die erforderliche Flexibilität verleiht. Vor diesem Hintergrund und nach mehreren Gesprächen auf fachlicher Ebene mit dem kantonalen Koordinator der Agglomerationen sieht das ARE derzeit keine Notwendigkeit, den geltenden Rechtsrahmen anzupassen. Es weist ausserdem darauf hin, dass Massnahmen von geringerem Umfang gegebenenfalls auch ohne finanzielle Unterstützung des Bundes umgesetzt werden können.

Der Staatsrat teilt diese Analyse nicht, da der administrative Aufwand nach wie vor viel zu hoch ist. Zwar zielt das Programm Agglomerationsverkehr in erster Linie darauf ab, Verkehrsinfrastrukturen mitzufinanzieren, die von Kantonen und Gemeinden allein nur schwer finanziert werden könnten. Dies gilt jedoch nicht nur für Grossprojekte. Für gewisse kleinere Agglomerationen stellen auch Massnahmen mit Kosten von weniger als 5 Millionen Franken erhebliche Investitionen dar und sind ohne Unterstützung des Bundes nur schwer realisierbar.

Die Erfahrungen im Rahmen der AP3 der Agglomerationen Freiburg und Mobul zeigen, dass es bisher gelungen ist, die gesamten vorgesehenen Pauschalbeiträge zu mobilisieren, selbst wenn bestimmte ursprünglich geplante Massnahmen nicht umgesetzt werden konnten. Es konnten in beiden Agglomerationen – auch dank der unterdessen erfolgten Erweiterung des Perimeters der Agglomerationen – Ersatzmassnahmen gefunden werden.

Dies bietet jedoch keine Gewähr dafür, dass auch in Zukunft in allen Fällen eine ähnliche Lösung gefunden werden kann. Bestimmte Massnahmen werden nach wie vor durch Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren blockiert und können möglicherweise nicht innerhalb der vorgegebenen Fristen umgesetzt werden. Zudem gibt es zum jetzigen Zeitpunkt keine Gewissheit, dass in künftigen Generationen der Agglomerationsprogramme Finanzmittel zur Verfügung stehen werden, um die Verschiebung solcher Massnahmen zu ermöglichen. Entsprechend erachtet der Staatsrat das Argument der Motionäre zur besonderen Situation kleinerer Agglomerationen als stichhaltig. Diese verfügen in der Regel über weniger Ersatzprojekte und sind daher einem höheren Risiko ausgesetzt, die ihnen zugesprochenen Bundesbeiträge zu verlieren.

Der Staatsrat ist daher der Auffassung, dass die mit der Motion aufgeworfene Frage über den Kanton Freiburg hinausgeht und zahlreiche Agglomerationen in der ganzen Schweiz betrifft. Er kann nachvollziehen, dass eine Anpassung des bundesrechtlichen Rahmens angeregt wird, um zu verhindern, dass Projekte ihren Anspruch auf eine Bundesmitfinanzierung verlieren, wenn sich Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren aus Umständen verzögern, die ausserhalb des Einflussbereichs der Bauherrschaft liegen.

Hingegen erachtet der Staatsrat ein isoliertes Vorgehen des Kantons Freiburg mittels Standesinitiative zum jetzigen Zeitpunkt nicht als den wirkungsvollsten Weg. Da die Fragestellung mehrere Kantone betrifft, erscheint ein koordiniertes Vorgehen erfolgversprechender.

Der Staatsrat schlägt deshalb vor, das Anliegen zunächst in die Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) und in die Westschweizer Baudirektorenkonferenz *(Conférence des chefs de départements des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la suisse occidentale – CDTAPSOL)* einzubringen, um eine gemeinsame Position der Kantone zu erarbeiten. Ein solcher Vorstoss hätte gegenüber dem Bund mehr politisches Gewicht und würde die Chancen auf eine Anpassung der geltenden Regelungen erhöhen.

In diesem Sinne schlägt der Staatsrat vor, die Motion aufzuteilen. Er schlägt vor, die Motion grundsätzlich anzunehmen, insofern sie darauf abzielt, die Aufrechterhaltung der Bundesunterstützung für Massnahmen der Agglomerationsprogramme zu gewährleisten, deren Umsetzung sich durch Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren verzögert, die ausserhalb des Einflussbereichs der Bauherren liegen, und diese Frage in die BPUK und die CDTAPSOL einzubringen, um eine gemeinsame Position der Kantone zu erarbeiten. Er schlägt hingegen vor, den Antrag abzulehnen, soweit darin vom Kanton Freiburg verlangt wird, eine kantonale Initiative bei der Bundesversammlung einzureichen.

Sollte der Grosse Rat die Aufteilung ablehnen, schlägt der Staatsrat vor, die Motion abzulehnen.

Rapport 2022-DFIN-13

8 juillet 2026

—

Investissements bruts cantonaux : Pourquoi de telles différences systématiques entre les budgets et les comptes ?

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le postulat 2021-GC-100 Hubert Dafflon/Jean-Daniel Wicht – Investissements bruts cantonaux : Pourquoi de telles différences systématiques entre les budgets et les comptes ?

Table des matières

—

1 Introduction **2**

2 Analyse des écarts entre investissements propres budgétés et réalisés (2012–2024) **2**

3 Analyse des investissements propres par crédit d'engagement (2012–2024) **4**

4 Réponses **5**

5 Conclusion **7**

1 Introduction

Par postulat déposé et développé le 9 juillet 2021, les députés Hubert Dafflon et Jean-Daniel Wicht demandent au Conseil d'Etat de clarifier la situation concernant les écarts entre les budgets d'investissement et les comptes. A travers ce postulat, les auteurs demandent un rapport mettant en lumière les éléments suivants :

1. Combien de projets n'ont pas été réalisés durant ces 15 dernières années ? Quels sont-ils et quelles en sont les raisons ?
2. Les services de l'Etat ne peuvent-ils assumer l'ensemble du suivi des projets car trop nombreux et trop conséquents ? Dans de tels cas de figure, des mandats externes de chefs de projet, pris sur le budget d'investissement, ont-ils été octroyés ?
3. Des projets peu aboutis ont-ils été présentés au Grand Conseil, les travaux de finalisation retardant les projets ?
4. Des projets ont-ils été tout simplement déclarés comme non essentiels et donc retirés définitivement ?
5. Des subventions fédérales ou des participations d'autres cantons, de communes ou de privés ont-elles ainsi été perdues ?

Dans sa réponse du 14 décembre 2021, le Conseil d'Etat partage le constat d'écarts parfois relativement importants entre les budgets d'investissement et les comptes, tout en soulignant que plusieurs raisons peuvent expliquer de tels écarts, comme la complexité des projets et la dépendance à des décisions qui échappent au contrôle de l'Etat. Le Conseil d'Etat se propose de dresser un portrait de la situation comparative entre les projets portés au budget d'investissement et les réalisations effectives.

De manière générale, les dépenses d'investissement se composent des investissements propres, des prêts et participations permanentes ainsi que des subventions d'investissement. Compte tenu du but recherché par les postulants, le présent rapport se concentre prioritairement sur la catégorie des investissements liés aux routes et aux investissements liés aux bâtiments, qui représentent un volume important des investissements propres de l'Etat.

2 Analyse des écarts entre investissements propres budgétés et réalisés (2012–2024)

Les données relatives aux investissements propres du canton sur la période 2012 à 2024 ont été collectées et synthétisées dans un tableau récapitulatif. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des investissements propres du canton entre 2012 et 2024, en comparant pour chaque exercice, les montants inscrits au budget, correspondant aux dépenses d'investissement prévues quelques mois avant le début d'année (clôture du processus budgétaire au niveau du Conseil d'Etat mi-septembre), et les montants figurant dans les comptes, qui reflètent les dépenses effectivement réalisées.

L'écart entre le budget et les comptes, indiqué pour chaque année, mesure la différence entre les montants d'investissement prévus et ceux effectivement réalisés. Il permet d'apprécier le degré de réalisation des investissements au cours de chaque exercice. Cette lecture doit toutefois être nuancée dans la mesure où les investissements s'inscrivent généralement dans des projets pluriannuels dont le rythme de réalisation ne coïncide pas nécessairement avec le cadre budgétaire annuel.

Le montant budgété pour l'année 2012 a été ajusté afin d'exclure les données relatives aux réseaux hospitaliers. Cet ajustement est lié à l'entrée en vigueur, la même année, de la révision de la LAMal, qui a modifié le financement et le traitement comptable des dépenses hospitalières. Dès 2012, ces dépenses ne sont plus intégrées de la même manière dans les investissements propres et apparaissent sous d'autres rubriques dans les comptes publics. Elles ont dès lors été exclues afin de garantir la comparabilité des données avec les années suivantes.

L’analyse ci-dessous met en évidence des écarts annuels parfois importants entre les montants inscrits au budget et les montants effectivement investis. Si des écarts positifs sont observés ponctuellement, la période considérée est toutefois caractérisée par la présence quasi systématique d’écarts négatifs, les investissements réalisés étant, la plupart des années, inférieurs aux prévisions budgétaires.

Ces écarts ne se compensent pas nécessairement d’une année à l’autre et contribuent, par leur récurrence, à l’impression d’une sous-exécution structurelle des crédits d’investissement.

Sur l’ensemble de la période 2012 à 2024, les investissements effectivement réalisés présentent ainsi un écart cumulé négatif d’environ 213 millions de francs par rapport aux montants budgétés, soit près de 13 %. Cet écart cumulé négatif signifie que, malgré un exercice marqué par des investissements supérieurs aux prévisions, le volume total des investissements réalisés demeure, sur la durée, inférieur aux montants inscrits au budget.

Comme mentionné ci-dessus, cet écart doit toutefois être interprété à la lumière du décalage entre les montants prévus au budget et le rythme réel de réalisation des projets. Les budgets annuels constituent des prévisions arrêtées à un moment donné, alors que l’exécution effective dépend de nombreux facteurs, tels que la durée des procédures de marchés publics, les recours éventuels, les retards de chantier, les dépendances entre projets ou encore l’évolution des contraintes techniques et réglementaires. A ces éléments s’ajoutent des facteurs conjoncturels et exogènes, tels que la pandémie de Covid-19, les tensions géopolitiques ou encore les perturbations des chaînes d’approvisionnement, susceptibles d’entraîner des retards, des renchérissements ou des adaptations dans la conduite des projets. Ces éléments rendent difficile l’anticipation précise du calendrier de réalisation et expliquent les décalages observés.

Cette situation tient également à la nature même des investissements publics, généralement fondés sur des crédits d’engagement permettant des dépenses échelonnées sur plusieurs années. La logique budgétaire annuelle ne reflète ainsi qu’imparfaitement la temporalité réelle des projets. Les montants non dépensés au cours d’un exercice ne traduisent ainsi, dans la très grande majorité des cas, ni une sous-utilisation structurelle des ressources ni un abandon des projets, mais plutôt un décalage dans leur mise en œuvre, en fonction de leur avancement effectif. Par ailleurs, les montants effectivement mobilisables lors d’un exercice ne se limitent très régulièrement pas aux crédits inscrits au budget annuel, mais incluent également les crédits reportés des années précédentes. Ces reports peuvent atteindre, pour un exercice donné, plusieurs dizaines de millions de francs, ce qui contribue à accroître l’écart apparent entre montants budgétés et réalisés dans une lecture strictement annuelle.

Les écarts observés s’expliquent également par des facteurs propres à la conduite des projets. A titre d’exemple, en 2017, l’écart s’explique partiellement par l’abandon du projet d’acquisition de l’immeuble Schumacher SA à Schmitten (pour l’installation du Centre de stockage interinstitutionnel cantonal – SIC). En tant qu’autre exemple, l’écart observé en 2021 est lié partiellement à l’acquisition anticipée des immeubles Englisberg 5 à 13 à Granges-Paccot. Alors qu’un montant de 15,5 millions de francs était inscrit au budget 2021 pour cet achat, celui-ci a finalement été réalisé en 2020. Cette anticipation a eu pour effet d’augmenter les investissements réalisés en 2020 et, inversement, de générer un écart négatif par rapport au budget en 2021. Il convient toutefois de relever que, malgré cette anticipation, l’exercice 2020 présente également un écart négatif, en grande partie imputable aux retards et reports de projets consécutifs à la crise sanitaire liée au Covid-19.

En résumé, les écarts entre montants budgétés et réalisés ne devraient pas être interprétés comme le signe d’une absence de réalisation des investissements, mais comme la conséquence d’un décalage structurel entre la temporalité budgétaire annuelle et celle de projets pluriannuels, complexes et évolutifs.

Dépenses d’investissements propres 2012–2024

	Année	Investissements propres en mios	Ecarts C/B en mios
Budget	2012*	107,8	
Comptes	2012	118,0	**+10,2**
Budget	2013	135,9	
Comptes	2013	126,7	**-9,2**
Budget	2014	118,4	
Comptes	2014	108,9	**-9,5**
Budget	2015	112,7	
Comptes	2015	109,4	**-3,3**
Budget	2016	101,5	
Comptes	2016	92,1	**-9,4**
Budget	2017	122,9	
Comptes	2017	87,0	**-35,9**
Budget	2018	139,7	
Comptes	2018	136,1	**-3,6**
Budget	2019	126,8	
Comptes	2019	106,0	**-20,8**
Budget	2020	88,3	
Comptes	2020	73,3	**-15,0**
Budget	2021	109,6	
Comptes	2021	68,1	**-41,5**
Budget	2022	114,4	
Comptes	2022	86,8	**-27,6**
Budget	2023	154,1	
Comptes	2023	127,6	**-26,5**
Budget	2024	153,3	
Comptes	2024	131,9	**-21,4**
Total B		1585,4	
Total C		1371,9	**-213,5 (env. 13 %)**

* ajustés en tenant compte de l’exclusion des données des réseaux hospitaliers

3 Analyse des investissements propres par crédit d’engagement (2012–2024)

—

Afin de compléter l’analyse des investissements propres, une lecture par grands projets d’investissement est proposée à travers les crédits d’engagement. Les deux documents figurant en annexe recensent respectivement les crédits d’engagement relatifs aux investissements liés aux routes (INV-RTES) et aux investissements liés aux bâtiments (INV-BATI), sur la base des crédits octroyés entre 2012 et 2024. Ces deux catégories représentent la part prépondérante des investissements propres de l’État.

Ces tableaux présentent, pour chaque projet, les principales informations relatives aux crédits d’engagement, notamment le montant du crédit autorisé, les montants engagés à ce jour ainsi que le solde du crédit. Ils permettent ainsi d’appréhender l’état d’avancement financier des projets sur l’ensemble de la période.

Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'un crédit d'engagement correspond à une autorisation de dépense accordée pour la réalisation d'un projet déterminé. Par nature, les processus de planification et de réalisation des projets d'investissement s'inscrivent dans des horizons temporels étendus, soumis à des contraintes techniques, administratives et juridiques. Il en résulte que la budgétisation et la consommation effective des crédits (avec des reports de crédits) s'étalent généralement sur plusieurs années, sans correspondre strictement au rythme des exercices budgétaires.

L'analyse des crédits d'engagement montre que ceux-ci sont effectivement mobilisés pour la réalisation des projets. L'existence d'un solde disponible ne signifie pas que le projet n'a pas été réalisé, mais traduit le plus souvent un décalage temporel dans son exécution, en fonction de son état d'avancement. Le cas échéant, les montants non dépensés au cours d'un exercice peuvent être reportés dans le temps, dans le cadre du crédit autorisé, et mobilisés ultérieurement.

Par ailleurs, malgré une planification minutieuse des projets, une valeur résiduelle du crédit d'engagement subsiste fréquemment. Cette situation s'explique notamment par les marges de prudence intégrées lors de l'octroi des crédits, les incertitudes liées à l'évolution des coûts – en particulier dans le domaine de la construction – ou encore par des retards dans les travaux. A l'inverse, certains projets peuvent également connaître des dépassements du crédit d'engagement initialement autorisé, en raison d'évolutions du périmètre, de contraintes techniques imprévues ou de renchérissements non anticipés. Ces situations peuvent conduire, le cas échéant, à la nécessité de solliciter des crédits additionnels. L'existence tant de valeurs résiduelles que de dépassements illustre le caractère évolutif des projets d'investissement et peut entraîner des écarts entre le montant du crédit autorisé et les dépenses effectivement réalisées, sans pour autant remettre en cause la bonne exécution des projets.

Enfin, il convient de relever que les crédits d'engagement ne résultent pas exclusivement des décrets du Grand Conseil, mais également d'arrêtés du Conseil d'Etat, pour les objets relevant de sa compétence (moins de ⅛ % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat). Les crédits listés dans les deux tableaux incluent ainsi des décisions relevant de ces deux pouvoirs.

4 Réponses

Le présent chapitre a pour objet de répondre de manière structurée et circonstanciée aux questions explicitement formulées par les députés dans le cadre du postulat. Il s'inscrit dans le prolongement des analyses et éléments de contexte exposés dans les chapitres précédents, qui ont notamment mis en évidence les spécificités de la planification et de la réalisation des investissements publics, ainsi que les écarts observés entre montants budgétés et dépenses effectives.

Les éléments de réponse ci-après se rapportent plus spécifiquement aux investissements liés aux constructions de bâtiments et de routes, qui concentrent une part prépondérante des crédits d'investissement et présentent un degré élevé de complexité en matière de planification, de réalisation et de suivi.

1. *Combien de projets n'ont pas été réalisés durant ces 15 dernières années ? Quels sont-ils et quelles en sont les raisons ?*

En reprenant les éléments présentés au chapitre 3 de ce rapport, il ressort que les cas de projets d'investissement non réalisés au cours des quinze dernières années sont demeurés très rares.

A titre d'exemple, le crédit d'engagement relatif à l'achat du bâtiment Schumacher à Schmitten (2015-DFAC-67), destiné au SIC, peut être mentionné. Le Conseil d'Etat a renoncé à cette acquisition en raison de difficultés techniques imprévues qui auraient engendré des coûts supplémentaires importants. Ce renoncement ne remet toutefois pas en cause la réalisation du projet de SIC, lequel est actuellement en chantier à Givisiez.

Dans la plupart des autres situations où le montant dépensé reste inférieur au crédit d'engagement, il ne s'agit pas d'un abandon de projet, mais de retards dans leur réalisation. Ces retards s'expliquent notamment par la complexité des procédures et par des facteurs externes, en particulier les procédures de recours. Les projets d'aménagement routier de la gare de Châtel-Saint-Denis (2017-DIME-47) et de la jonction autoroutière à Matran (2018-DIME-61) en constituent des exemples.

S'agissant des projets routiers, les crédits d'engagement liés à des réalisations spécifiques ont été utilisés. Cela s'explique notamment par le fait que ces crédits sont soumis au Grand Conseil à un stade avancé de maturité des projets, généralement après le dépôt des principales offres d'entreprises, ce qui permet d'en estimer le coût de manière plus précise. Les crédits globaux, notamment ceux relatifs à la protection contre le bruit ou la mise en conformité des arrêts de bus, sont quant à eux utilisés progressivement en fonction de l'avancement des projets.

De manière similaire, les crédits alloués à la construction ou à la rénovation de bâtiments destinés aux besoins de l'Etat ont été utilisés conformément à leur objectif initial. Le projet MAD1, pour lequel un crédit résiduel subsiste, fait actuellement l'objet d'une reprise dans le cadre de nouveaux besoins identifiés par la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) et de l'évolution des normes. A cet égard, le financement initial reposait sur un crédit global couvrant à la fois MAD1 et MAD3, ce qui sera corrigé dans le nouveau projet MAD1.

Ainsi, les cas de projets non réalisés demeurent très rares et ne remettent pas en cause la réalisation des objectifs poursuivis. Les différences observées entre les montants budgétés et les montants effectivement dépensés s'expliquent avant tout par des retards ou des adaptations dans la mise en œuvre des projets, mais également par une budgétisation volontairement prudente, qui intègre des marges de sécurité.

2. *Les services de l'Etat ne peuvent-ils assumer l'ensemble du suivi des projets car trop nombreux et trop conséquents ? Dans de tels cas de figure, des mandats externes de chefs de projet, pris sur le budget d'investissement, ont-ils été octroyés ?*

Le suivi simultané d'un nombre important de projets d'investissement, souvent complexes et pluriannuels, exerce une pression directe sur les ressources disponibles, en particulier pour les fonctions de conduite de projet. Le rythme de réalisation des études et des travaux dépend ainsi étroitement de la capacité des services à mobiliser des compétences spécialisées en nombre suffisant.

Dans le domaine des infrastructures routières, le rythme de réalisation en parallèle des études de projets est étroitement lié au nombre de collaboratrices et collaborateurs chef·fe·s de projets disponibles. A cet égard, quatre chef·fe·s de projets (2.5 EPT) sont financés par des crédits d'engagement spécifiques dédiés à la protection contre le bruit routier et à la mise en conformité des arrêts de bus. En complément, un appui juridique (0.5 EPT) est assuré dans le cadre du crédit d'engagement du projet de la route de liaison Marly-Matran.

En parallèle, le recours à des mandats externes de BAMO (bureau d'assistance à la maîtrise d'ouvrage) est pratiqué de manière régulière, afin d'apporter un appui ciblé aux équipes internes, que ce soit pour des expertises spécifiques ou pour faire face à des contraintes ponctuelles de capacité. L'enjeu est de maintenir un équilibre adéquat entre ressources internes et externes afin de garantir la maîtrise des projets.

A titre d'illustration, le chantier de la BCU est piloté par une cheffe de grands projets du SBat, appuyée par un chef de projets externe (0.5 EPT) ainsi que par un BAMO mobilisé ponctuellement sur des aspects contractuels spécifiques. Ces prestations externes sont financées par le crédit d'engagement du projet.

S'agissant des projets de bâtiments, le Service des bâtiments (SBat) a dû faire face, depuis 2021, à une forte augmentation du volume de projets, liée à la fois à une convergence des besoins en assainissements lourds et à la mise en œuvre de la stratégie immobilière de l'État de Fribourg 2022–2035, dont le principe de propriété constitue un axe central.

Afin d'y répondre, un renforcement des effectifs du SBat a été opéré. Hors personnel de nettoyage, les effectifs du Service sont ainsi passés de 49 EPT en 2021 à 74 EPT en 2026, soit une augmentation de 25 EPT.

Ces effectifs supplémentaires correspondent à des ressources consacrées à la gestion de projets, dans le cadre des rôles de l'État en tant que propriétaire, maître d'ouvrage et responsable de l'entretien de son patrimoine immobilier, alors que les investissements ont fortement augmenté entre 2021 et 2026.

3. *Des projets peu aboutis ont-ils été présentés au Grand Conseil, les travaux de finalisation retardant les projets ?*

Les projets présentés au Grand Conseil en vue de l'octroi d'un crédit d'engagement font l'objet d'une planification approfondie et reposent sur un degré de maturité jugé suffisant au moment de la demande.

Il convient toutefois de relever que ces demandes doivent être déposées en amont des phases de réalisation, ce qui implique qu'un certain nombre d'éléments restent susceptibles d'évoluer. Dans ce contexte, des facteurs imprévus, indépendants de la gestion de projets, peuvent intervenir entre la phase de demande de crédit et celle de mise en œuvre.

A titre d'exemple, dans le domaine des aménagements routiers, les procédures de recours, mais également des dépendances avec d'autres chantiers, peuvent engendrer des effets de décalage ou de cumul de retards. Malgré les efforts des cheffes et chefs de projet pour établir des prévisions aussi précises et réalistes que possible, la complexité inhérente aux projets d'investissement de grande envergure demeure un facteur déterminant.

Par ailleurs, depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2022, de l'Ordonnance sur les projets immobiliers importants de l'Etat et sur la Commission d'examen des projets immobiliers de l'Etat (OPIC – RSF 122.28.32), les étapes de développement des projets ont été formalisées. Ce cadre permet de conduire des études plus approfondies en amont et de soumettre au Grand Conseil des demandes de crédits d'engagement plus abouties et plus précises qu'auparavant.

4. *Des projets ont-ils été tout simplement déclarés comme non essentiels et donc retirés définitivement ?*

Il peut arriver qu'un projet d'investissement pour lequel un crédit d'engagement a été octroyé ne se réalise pas dans sa forme initialement prévue. L'achat du bâtiment Schumacher à Schmitten, mentionné plus haut, en constitue un exemple.

Dans ce cas, il ne s'agit néanmoins pas d'un abandon définitif, mais plutôt d'une recherche de solutions plus adéquates pour en assurer la mise en œuvre. Le Conseil d'Etat a ainsi confirmé qu'il n'avait pas renoncé au projet de SIC, lequel est actuellement réalisé sous une autre forme. Dans ce contexte, aucun projet significatif n'a été déclaré par le Conseil d'Etat comme non essentiel puis retiré définitivement.

Ainsi, les situations observées relèvent d'ajustements dans la mise en œuvre des projets, et non d'un abandon lié à leur caractère non essentiel.

5. *Des subventions fédérales ou des participations d'autres cantons, de communes ou de privés ont-elles ainsi été perdues ?*

Dans le domaine routier comme dans celui des bâtiments, les éléments disponibles ne font pas apparaître de cas de perte de subvention ou de participation financière de tiers (Confédération, autres cantons, communes ou partenaires privés) imputable à une non-réalisation ou à un décalage dans la réalisation des investissements prévus.

5 Conclusion

Il ressort de l'analyse que les écarts observés entre les montants d'investissement budgétés et effectivement dépensés s'expliquent principalement par le décalage entre la planification budgétaire annuelle et le rythme réel de réalisation de projets pluriannuels. L'exécution des investissements dépend en effet de nombreux facteurs, tels que les procédures d'autorisation, les marchés publics, les recours ou encore la coordination entre projets, ce qui rend difficile une correspondance stricte avec les prévisions annuelles.

Dans ce contexte, les écarts constatés traduisent avant tout des décalages dans le calendrier de mise en œuvre des projets, et non une sous-exécution des investissements. Ils sont en outre amplifiés par le mécanisme des reports de crédits, parfois importants, qui permettent de mobiliser sur un exercice donné des moyens issus des années précédentes et qui accentuent l'écart apparent entre les crédits budgétés pour l'année et les dépenses effectivement réalisées.

L'analyse par crédits d'engagement confirme que les projets pour lesquels des moyens ont été votés sont, dans leur très grande majorité, réalisés ou en cours de réalisation.

Enfin, face à l'augmentation du volume de projets, le canton a adapté ses capacités de pilotage, notamment par le renforcement du Service des bâtiments et le recours ciblé à des appuis externes. Les écarts observés doivent ainsi être interprétés dans le cadre d'une gestion pluriannuelle des investissements et ne remettent pas en cause la réalisation des projets ni l'utilisation conforme des ressources publiques.

Bericht 2022-DFIN-13

8. Juli 2026

—

Kantonale Bruttoinvestitionen: Weshalb immer diese Differenzen zwischen Voranschlag und Rechnung?

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2021-GC-100 Hubert Dafflon/Jean-Daniel Wicht – Kantonale Bruttoinvestitionen: Weshalb immer diese Differenzen zwischen Voranschlag und Rechnung?

Inhaltsverzeichnis

—

1 Einleitung 2

2 Analyse der Abweichungen zwischen budgetierten und effektiven Ausgaben für Sachgüter (2012–2024) 2

3 Analyse der Sachgüter nach Verpflichtungskrediten (2012–2024) 4

4 Antworten 5

5 Schlussfolgerung 7

1 Einleitung

Mit dem am 9. Juli 2021 eingereichten und begründeten Postulat forderten die Grossräte Hubert Dafflon und Jean-Daniel Wicht den Staatsrat auf, die Situation im Zusammenhang mit den Abweichungen zwischen den Investitionsvoranschlägen und den Rechnungen zu klären. Sie verlangten einen Bericht, der insbesondere folgende Punkte beleuchtet:

1. Wie viele Projekte wurden in diesen letzten 15 Jahren nicht realisiert? Um welche Projekte handelt es sich dabei und welches sind die Gründe?
2. Können die staatlichen Ämter nicht die gesamte Projektbetreuung übernehmen, weil diese zu zahlreich und zu umfangreich sind? Wurden in solchen Fällen externe Projektleitungsaufträge vergeben und aus dem Investitionsbudget finanziert?
3. Wurden dem Grossen Rat unausgereifte Projekte unterbreitet, deren Abschluss sich dadurch verzögerte?
4. Wurden Projekte ganz einfach für nicht wesentlich erklärt und daher endgültig zurückgezogen?
5. Gingen so Bundesbeiträge oder Beteiligungen anderer Kantone, von Gemeinden oder Privaten verloren?

In seiner Antwort vom 14. Dezember 2021 teilte der Staatsrat die Einschätzung, dass mitunter erhebliche Abweichungen zwischen Investitionsvoranschlägen und Rechnungen bestehen. Gleichzeitig betonte er jedoch, dass sich solche Abweichungen durch verschiedene Faktoren erklären lassen, insbesondere durch die Komplexität der Projekte sowie durch die Abhängigkeit von Entscheidungen, die sich der Kontrolle des Staats entziehen. Um einen Vergleich zwischen den in den Investitionsvoranschlägen vorgesehenen Vorhaben und deren tatsächlicher Realisierung zu ermöglichen, erklärte sich der Staatsrat bereit, eine entsprechende Studie durchzuführen.

Die Investitionsausgaben setzen sich im Allgemeinen aus Sachgüter des Staats, Darlehen, Beteiligungen sowie Investitionsbeiträgen zusammen. Angesichts der im Postulat verfolgten Ziele konzentriert sich der vorliegende Bericht in erster Linie auf die Kategorien der Strassen- und Gebäudeinvestitionen, die einen wesentlichen Anteil an den Sachgüter des Staats ausmachen.

2 Analyse der Abweichungen zwischen budgetierten und effektiven Ausgaben für Sachgüter (2012–2024)

Die Daten zu den Sachgütern des Staats für den Zeitraum 2012 bis 2024 wurden erhoben und in einer Übersichtstabelle zusammengefasst. Die nachstehende Tabelle zeigt die Entwicklung der Sachgüter des Staats in diesem Zeitraum. Für jedes Rechnungsjahr werden die im Voranschlag eingestellten Beträge den in der Rechnung ausgewiesenen Beträgen gegenübergestellt. Die erstgenannten entsprechen den wenige Monate vor Jahresbeginn geplanten Investitionsausgaben (Abschluss des Budgetverfahrens auf Ebene des Staatsrats Mitte September), während die letztgenannten die effektiv realisierten Ausgaben widerspiegeln.

Die für jedes Jahr ausgewiesene Abweichung zwischen Voranschlag und Rechnung misst die Differenz zwischen den geplanten und den effektiv realisierten Investitionsbeträgen. Sie ermöglicht es, den Umsetzungsgrad der Investitionen im jeweiligen Rechnungsjahr zu beurteilen. Diese Interpretation ist jedoch zu relativieren, da Investitionen in der Regel Teil mehrjähriger Projekte sind, deren Umsetzungsrhythmus nicht zwingend mit dem Rahmen von jährlichen Voranschlägen übereinstimmt.

Im für das Jahr 2012 veranschlagten Betrag wurden die Daten der Spitalnetze nicht berücksichtigt. Grund dafür ist das Inkrafttreten der Revision des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) im selben Jahr, das Änderungen in der Finanzierung sowie in der buchhalterischen Behandlung der Spitalausgaben zur Folge hatte: Seit 2012 werden diese Ausgaben nicht mehr in gleicher Weise unter den Sachgütern erfasst und erscheinen in der

öffentlichen Rechnungslegung unter anderen Rubriken. Um die Vergleichbarkeit der Daten über die Jahre sicherzustellen, wurden sie ausgeschlossen.

Die nachstehende Analyse zeigt, dass zwischen den im Budget veranschlagten Beträgen und den effektiv realisierten Investitionen teilweise erhebliche jährliche Abweichungen bestehen. Während vereinzelt positive Abweichungen zu verzeichnen sind, ist der betrachtete Zeitraum insgesamt durch überwiegend negative Abweichungen gekennzeichnet, da die realisierten Investitionen in den meisten Jahren unter den Budgetprognosen lagen.

Die Abweichungen gleichen sich nicht systematisch von Jahr zu Jahr aus und verstärken aufgrund ihrer Häufigkeit den Eindruck einer strukturellen Nichtausschöpfung der Investitionskredite.

Über den gesamten Zeitraum von 2012 bis 2024 weisen die effektiv realisierten Investitionen gegenüber den veranschlagten Beträgen eine kumulierte negative Abweichung von rund 213 Millionen Franken auf, was knapp 13 % entspricht. Mit anderen Worten, das Gesamtvolumen der realisierten Investitionen bleibt trotz eines Rechnungsjahrs mit über den Prognosen liegenden Ausgaben über den gesamten Zeitraum hinweg unter den budgetierten Beträgen.

Wie bereits ausgeführt, ist die Abweichung im Lichte der Diskrepanz zwischen den im Budget veranschlagten Beträgen und dem effektiven Fortschritt der Projekte zu beurteilen. Die jährlichen Voranschläge beruhen auf Prognosen, die zu einem bestimmten Zeitpunkt erstellt werden, während die effektive Umsetzung von einer Vielzahl von Faktoren beeinflusst wird. Dazu zählen insbesondere die Dauer der öffentlichen Ausschreibungsverfahren, allfällige Rechtsmittel, Bauverzögerungen, Abhängigkeiten zwischen einzelnen Projekten sowie die Weiterentwicklung technischer und regulatorischer Rahmenbedingungen. Darüber hinaus wirken sich konjunkturelle und exogene Faktoren wie die Covid-19-Pandemie, geopolitische Spannungen oder Störungen der Lieferketten auf den Projektverlauf aus. Diese können zu Verzögerungen, Kostensteigerungen oder Anpassungen in der Umsetzung führen und erschweren eine verlässliche Prognose des Realisierungszeitplans, was die beobachteten Abweichungen erklärt.

Diese Situation hängt auch mit der Natur öffentlicher Investitionen zusammen; sie beruhen in der Regel auf Verpflichtungskrediten und ermöglichen eine über mehrere Jahre gestaffelte Mittelverwendung. Die jährlichen Voranschläge können die tatsächliche zeitliche Abfolge der Projekte daher nur unvollständig abbilden. Die in einem Rechnungsjahr nicht verwendeten Beträge weisen in den allermeisten Fällen weder auf eine strukturelle Nichtausschöpfung der Mittel noch auf eine Aufgabe der Projekte hin, sondern sind Ausdruck zeitlicher Verschiebungen in der Umsetzung, abhängig vom effektiven Projektfortschritt. Zudem beschränken sich die in einem Rechnungsjahr tatsächlich verfügbaren Mittel häufig nicht auf die im jährlichen Voranschlag veranschlagten Beträge, sondern umfassen auch aus Vorjahren übertragene Mittel. Diese Übertragungen können in einem bestimmten Rechnungsjahr mehrere Dutzend Millionen Franken erreichen und tragen dazu bei, die scheinbare Differenz zwischen veranschlagten und realisierten Beträgen bei einer rein jährlichen Betrachtung zu vergrössern.

Die festgestellten Abweichungen lassen sich teilweise auch durch projektspezifische Faktoren erklären. So ist die im Jahr 2017 ausgewiesene Abweichung unter anderem darauf zurückzuführen, dass der Erwerb des Gebäudes der Schumacher AG in Schmitten für das interinstitutionelle kantonale Lager für Kulturgüter (SIC) aufgegeben wurde. Ein weiteres Beispiel betrifft das Jahr 2021: Die in diesem Jahr festgestellte Abweichung hängt teilweise mit dem vorgezogenen Erwerb der Liegenschaften Englisberg 5 bis 13 in Granges-Paccot zusammen. Während für diesen Erwerb im Voranschlag 2021 ein Betrag von 15,5 Millionen Franken vorgesehen war, wurde der Kauf bereits im Jahr 2020 realisiert. Diese Vorverlegung führte zu einem Anstieg der effektiv realisierten Investitionen im Jahr 2020 und umgekehrt zu einer negativen Abweichung gegenüber dem Voranschlag im Jahr 2021. Es ist jedoch festzuhalten, dass auch das Rechnungsjahr 2020 trotz dieser Vorwegnahme eine negative Abweichung aufweist. Diese ist grösstenteils auf Verzögerungen und Projektverschiebungen infolge der Covid-19-Pandemie zurückzuführen.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass die Abweichungen zwischen den budgetierten und den effektiv realisierten Beträgen nicht als Hinweis auf unterlassene Investitionen zu interpretieren sind. Vielmehr ergeben sie sich aus einer strukturellen Diskrepanz zwischen dem jährlichen Budgetzeitraum und dem zeitlichen Horizont mehrjähriger, komplexer und sich fortentwickelnder Projekte.

Investitionsausgaben 2012–2024

	Jahr	Sachgüter des Staats (in Mio. CHF)	Diff. V/R (in Mio. CHF)
Voranschlag	2012*	107,8	
Rechnung	2012	118,0	**+10,2**
Voranschlag	2013	135,9	
Rechnung	2013	126,7	**-9,2**
Voranschlag	2014	118,4	
Rechnung	2014	108,9	**-9,5**
Voranschlag	2015	112,7	
Rechnung	2015	109,4	**-3,3**
Voranschlag	2016	101,5	
Rechnung	2016	92,1	**-9,4**
Voranschlag	2017	122,9	
Rechnung	2017	87,0	**-35,9**
Voranschlag	2018	139,7	
Rechnung	2018	136,1	**-3,6**
Voranschlag	2019	126,8	
Rechnung	2019	106,0	**-20,8**
Voranschlag	2020	88,3	
Rechnung	2020	73,3	**-15,0**
Voranschlag	2021	109,6	
Rechnung	2021	68,1	**-41,5**
Voranschlag	2022	114,4	
Rechnung	2022	86,8	**-27,6**
Voranschlag	2023	154,1	
Rechnung	2023	127,6	**-26,5**
Voranschlag	2024	153,3	
Rechnung	2024	131,9	**-21,4**
Total V		1585,4	
Total R		1371,9	**-213,5 (ca. 13 %)**

* ohne Spitalnetze

3 Analyse der Sachgüter nach Verpflichtungskrediten (2012–2024)

—

Zur Ergänzung der Analyse der Sachgüter wurde eine Aufschlüsselung nach grossen Investitionsvorhaben auf der Grundlage der Verpflichtungskredite vorgenommen. Die beiden im Anhang enthaltenen Dokumente führen die zwischen 2012 und 2024 bewilligten Verpflichtungskredite für Investitionen im Strassenbereich (INV-RTES) beziehungsweise im Gebäudebereich (INV-BATI) auf. Diese beiden Kategorien machen den überwiegenden Teil der Sachgüter des Staats aus.

Die Tabellen enthalten für jedes Projekt die zentralen Informationen zu den Verpflichtungskrediten, namentlich den genehmigten Betrag, die bisher eingesetzten Mittel sowie den Saldo des Kredits. Sie bieten damit einen Überblick über den finanziellen Fortschritt der Projekte über den gesamten Betrachtungszeitraum.

In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass ein Verpflichtungskredit eine Ausgabenbewilligung für die Realisierung eines bestimmten Projekts darstellt. Die Planung und Umsetzung von Investitionsvorhaben erstrecken sich naturgemäss über einen längeren Zeitraum und unterliegen technischen, administrativen und rechtlichen Vorgaben. Daraus ergibt sich, dass sich die Budgetierung und die Mittelverwendung (einschliesslich Kreditübertragungen) in der Regel über mehrere Jahre verteilen und nicht strikt dem Rhythmus der Rechnungsjahre folgen.

Die Auswertung der Verpflichtungskredite bestätigt, dass die bewilligten Mittel effektiv für die Umsetzung der Projekte verwendet werden. Ein verfügbarer Saldo heisst nicht, dass das Projekt nicht umgesetzt wurde. Meist handelt es sich um eine zeitliche Verschiebung in Abhängigkeit vom Projektfortschritt. Allfällige nicht beanspruchte Beträge können im Rahmen des bewilligten Verpflichtungskredits auf die folgenden Rechnungsjahre übertragen werden.

Ferner verbleibt selbst bei sorgfältiger Projektplanung häufig ein Restbetrag des Verpflichtungskredits. Dieser ist in der Regel auf bei der Genehmigung der Kredite berücksichtigte Margen, auf Unsicherheiten in der Kostenentwicklung – insbesondere im Bauwesen – sowie auf Verzögerungen bei der Umsetzung zurückzuführen. Umgekehrt kann es bei einzelnen Projekten zu Überschreitungen des bewilligten Verpflichtungskredits kommen, namentlich aufgrund von Änderungen des Projektumfangs, unvorhergesehenen technischen Zwängen oder ausserordentlichen Kostensteigerungen. In solchen Fällen kann die Beantragung zusätzlicher Mittel erforderlich werden. Das Nebeneinander von unausgeschöpften Mitteln und Kreditüberschreitungen unterstreicht den dynamischen Charakter von Investitionsvorhaben. Es erklärt die Abweichungen zwischen bewilligtem Kredit und effektiven Ausgaben, ohne die ordnungsgemässe Projektumsetzung infrage zu stellen.

Abschliessend sei in Erinnerung gerufen, dass Verpflichtungskredite nicht ausschliesslich durch Beschlüsse des Grossen Rats begründet werden, sondern – für Investitionsausgaben die wertmässig weniger als ⅛ % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung ausmachen – auch durch Staatsratsbeschlüsse. Die in den beiden Tabellen ausgewiesenen Mittel umfassen somit Beschlüsse beider Behörden.

4 Antworten

—

Das vorliegende Kapitel beantwortet die im Rahmen des Postulats von den Grossräten ausdrücklich gestellten Fragen in strukturierter und umfassender Weise. Es baut auf den in den vorangegangenen Kapiteln dargestellten Analysen und Erläuterungen auf, die insbesondere die spezifischen Anforderungen der Planung und Umsetzung öffentlicher Investitionen sowie die festgestellten Abweichungen zwischen budgetierten und effektiven Ausgaben beleuchten.

Der Fokus der nachfolgenden Ausführungen liegt auf Investitionen im Bereich des Gebäude- und Strassenbaus, auf die der überwiegende Teil der Investitionskredite entfällt und die aufgrund ihrer Planung, Realisierung und Kontrolle eine erhöhte Komplexität aufweisen.

1. *Wie viele Projekte wurden in diesen letzten 15 Jahren nicht realisiert? Um welche Projekte handelt es sich dabei und welches sind die Gründe?*

Aus den in Kapitel 3 dieses Berichts dargelegten Ausführungen geht hervor, dass Fälle nicht realisierter Investitionsvorhaben in den letzten fünfzehn Jahren sehr selten waren.

Als Beispiel kann der Verpflichtungskredit für den Kauf des Gebäudes der Schumacher AG in Schmitten (2015-BKAD-67) genannt werden, das für das SIC vorgesehen war. Der Staatsrat verzichtete aufgrund unvorhergesehener technischer Schwierigkeiten, die erhebliche Mehrkosten verursacht hätten, auf diesen Erwerb. Dieser Verzicht stellte jedoch die Realisierung des SIC-Projekts nicht grundsätzlich in Frage; es wird derzeit in Givisiez verwirklicht.

In den meisten anderen Fällen, in denen die effektiven Ausgaben unter dem bewilligten Verpflichtungskredit bleiben, handelt es sich nicht um eine Aufgabe des Projekts, sondern um Verzögerungen bei der Umsetzung. Diese Verzögerungen sind insbesondere auf die Komplexität der Verfahren sowie auf externe Faktoren, namentlich

Rechtsmittelverfahren, zurückzuführen. Beispiele hierfür sind die Strassenausbauprojekte beim Bahnhof Châtel-Saint-Denis (2017-DIME-47) sowie beim Autobahnanschluss Matran (2018-DIME-61).

Im Bereich der Strassenbauprojekte wurden die mit spezifischen Bauvorhaben verbundenen Verpflichtungskredite vollständig beansprucht. Dies ist namentlich darauf zurückzuführen, dass diese Kredite dem Grossen Rat in einem bereits weit fortgeschrittenen Projektstadium vorgelegt werden, in der Regel nach Eingang der massgeblichen Offerten, was eine verlässliche Kostenermittlung erlaubt. Gesamtkredite, insbesondere für Massnahmen im Bereich des Lärmschutzes oder für Anpassungen der Bushaltestellen, werden demgegenüber schrittweise entsprechend dem jeweiligen Projektfortschritt verwendet.

Auch im Bereich des Baus und der Renovierung von Staatsgebäuden wurden die bewilligten Mittel zweckentsprechend eingesetzt. Das Projekt MAD1, für das noch Restmittel zur Verfügung stehen, wird derzeit aufgrund neu ermittelter Bedürfnisse der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion (SJSD) sowie geänderter Normen überarbeitet. Die ursprüngliche Finanzierung basierte auf einem Gesamtkredit, der sowohl MAD1 als auch MAD3 umfasste; dies wird im revidierten MAD1-Projekt bereinigt werden.

Fälle nicht realisierter Projekte sind weiterhin selten und beeinträchtigen die Erreichung der gesetzten Ziele nicht. Die beobachteten Abweichungen zwischen den veranschlagten und den effektiven Ausgaben sind in erster Linie auf Verzögerungen oder Anpassungen im Projektvollzug zurückzuführen, aber auch auf eine bewusst vorsichtige Budgetierung unter Berücksichtigung angemessener Margen.

2. *Können die staatlichen Ämter nicht die gesamte Projektbetreuung übernehmen, weil diese zu zahlreich und zu umfangreich sind? Wurden in solchen Fällen externe Projektleitungsaufträge vergeben und aus dem Investitionsbudget finanziert?*

Die parallele Betreuung zahlreicher Investitionsvorhaben, die oftmals durch eine hohe Komplexität und eine mehrjährige Laufzeit gekennzeichnet sind, führt zu einer erheblichen Beanspruchung der verfügbaren Ressourcen, insbesondere im Bereich des Projektmanagements. Der Fortschritt bei der Durchführung von Studien und Bauarbeiten ist daher massgeblich davon abhängig, ob die betroffenen Ämter über ausreichend personelle Fachressourcen verfügen.

Im Bereich der Strasseninfrastruktur ist das Tempo der parallelen Durchführung von Projektstudien unmittelbar von der Verfügbarkeit von Projektleiterinnen und Projektleitern beim Staat abhängig. Derzeit werden vier Projektleiterinnen und Projektleiter (2,5 VZÄ) aus spezifischen Verpflichtungskrediten finanziert, die für Massnahmen im Bereich des Strassenlärmschutzes sowie für die Anpassung der Bushaltestellen bestimmt sind. Zusätzlich wird im Rahmen des Verpflichtungskredits für das Projekt der Verbindungsstrasse Marly–Matran eine juristische Fachunterstützung im Umfang von 0,5 VZÄ gewährleistet.

Ergänzend zu den internen Ressourcen wird regelmässig auf externe BHU-Mandate (Bauherrenunterstützung) zurückgegriffen, um das Staatspersonal gezielt zu entlasten, sei es bei spezifischen fachlichen Fragestellungen oder zur Überbrückung temporärer Kapazitätsengpässe. Dabei wird auf ein ausgewogenes Verhältnis zwischen internen und externen Ressourcen geachtet, um eine wirksame Steuerung und Kontrolle der Projekte zu gewährleisten.

Zur Veranschaulichung: Die Baustelle der KUB wird von einer Leiterin für Grossprojekte des HBA geführt, die durch einen externen Projektleiter im Umfang von 0,5 VZÄ sowie durch eine BHU entlastet wird, die punktuell für vertragliche Aspekte beigezogen wird. Die Finanzierung dieser externen Leistungen erfolgt über den Verpflichtungskredit des Projekts.

Im Bereich der Hochbauprojekte verzeichnet das Hochbauamt (HBA) seit 2021 eine deutliche Zunahme des Projektvolumens. Diese Entwicklung ist sowohl auf den gleichzeitigen Bedarf an umfangreichen Sanierungen als auch auf die Umsetzung der Immobilienstrategie des Staats Freiburg 2022–2035 zurückzuführen, die unter anderem bezweckt, die Verwaltung grundsätzlich in staatseigenen Gebäuden statt in gemieteten Räumlichkeiten unterzubringen.

Um dieser Mehrbelastung Rechnung zu tragen, wurde das Personal des HBA gezielt verstärkt: Ohne das Reinigungspersonal stieg der Personalbestand des HBA von 49 VZÄ im Jahr 2021 auf 74 VZÄ im Jahr 2026, was einer Zunahme von 25 VZÄ entspricht.

Diese zusätzlichen Stellen betreffen Ressourcen für das Projektmanagement im Rahmen der Aufgaben des Staats als Eigentümer, Bauherr und Verantwortlicher für den Unterhalt seines Immobilienbestands, während sich das Investitionsvolumen zwischen 2021 und 2026 stark erhöht hat.

3. Wurden dem Grossen Rat unausgereifte Projekte unterbreitet, deren Abschluss sich dadurch verzögerte?

Die dem Grossen Rat zur Bewilligung eines Verpflichtungskredits unterbreiteten Projekte beruhen auf einer sorgfältigen Planung und weisen zum Zeitpunkt der Antragstellung einen als ausreichend erachteten Projektierungs- und Reifegrad auf.

Zu beachten ist jedoch, dass die entsprechenden Anträge vor Beginn der Bauphase eingereicht werden müssen. Dies hat zur Folge, dass sich einzelne Elemente noch verändern können. In diesem Zusammenhang können zwischen der Phase der Kreditbeantragung und der Umsetzung unvorhergesehene, von der Projektleitung nicht beeinflussbare Faktoren auftreten.

So können beispielsweise im Bereich des Strassenbaus Beschwerdeverfahren sowie Abhängigkeiten von anderen Baustellen zu Verzögerungen oder zu einer Kumulierung von Verzögerungen führen. Trotz der Bemühungen der Projektleiterinnen und Projektleiter, möglichst genaue und realistische Prognosen zu erstellen, bleibt die mit grossen Investitionsprojekten verbundene Komplexität ein entscheidender Faktor.

Zudem wurden mit dem Inkrafttreten am 1. Januar 2022 der Verordnung über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates (ImmoV; SGF 122.28.32) die Entwicklungsphasen der Projekte formalisiert. Dieser Rahmen ermöglicht es, im Vorfeld vertiefte Studien durchzuführen und dem Grossen Rat ausgereiftere und präzisere Anträge auf Verpflichtungskredite vorzulegen als bisher.

4. Wurden Projekte ganz einfach für nicht wesentlich erklärt und daher endgültig zurückgezogen?

Es kann vorkommen, dass ein Investitionsvorhaben, für das ein Verpflichtungskredit bewilligt wurde, nicht in der ursprünglich vorgesehenen Form umgesetzt wird. Das oben erwähnte SIC-Projekt ist ein Beispiel dafür.

In diesem Fall handelt es sich jedoch nicht um eine endgültige Aufgabe des Vorhabens, sondern um die Suche nach geeigneteren Lösungen zur Sicherstellung seiner Umsetzung. Der Staatsrat hat bestätigt, dass er das SIC-Projekt nicht aufgegeben hat; dieses wird derzeit in einer angepassten Form weiterverfolgt. In diesem Zusammenhang hat der Staatsrat kein bedeutendes Projekt als nicht wesentlich eingestuft und anschliessend endgültig zurückgezogen.

Die beobachteten Fälle sind auf Umsetzungsanpassungen zurückzuführen und nicht auf eine Aufgabe der Projekte wegen fehlender Bedeutung.

5. Gingen so Bundesbeiträge oder Beteiligungen anderer Kantone, von Gemeinden oder Privaten verloren?

Weder im Strassenbau noch im Hochbau zeigen die vorliegenden Daten Fälle auf, in denen Subventionen oder finanzielle Beteiligungen Dritter (Bund, Kantone, Gemeinden oder private Partner) infolge eines Verzichts oder eines Aufschubs der geplanten Investitionen verloren gegangen wären.

5 Schlussfolgerung

—

Die Analyse zeigt, dass die festgestellten Abweichungen zwischen den veranschlagten und den tatsächlich getätigten Investitionsausgaben hauptsächlich auf die Diskrepanz zwischen der jährlichen Haushaltsplanung und dem effektiven Umsetzungsrhythmus mehrjähriger Projekte zurückzuführen sind. Die Realisierung der Investitionen hängt von

zahlreichen Faktoren ab, namentlich von Genehmigungsverfahren, öffentlichen Ausschreibungen, Rechtsmitteln sowie von der Koordination zwischen den Projekten, was eine strikte Einhaltung der Planwerte des Jahres erschwert.

In diesem Zusammenhang spiegeln die festgestellten Abweichungen in erster Linie zeitliche Verschiebungen bei der Umsetzung der Projekte wider und nicht eine Nichtausschöpfung der Investitionskredite. Sie werden zudem durch den Mechanismus der – teilweise erheblichen – Kreditübertragungen verstärkt, der es ermöglicht, in einem bestimmten Rechnungsjahr Mittel aus den Vorjahren zu mobilisieren, wodurch die scheinbare Diskrepanz zwischen den für das betreffende Jahr veranschlagten Mitteln und den tatsächlich getätigten Ausgaben vergrössert wird.

Die Analyse anhand der Verpflichtungskredite bestätigt, dass die Projekte, für welche Mittel bewilligt wurden, überwiegend realisiert sind oder sich in der Realisierungsphase befinden.

Schliesslich hat der Kanton angesichts des zunehmenden Projektvolumens seine Steuerungskapazitäten angepasst, insbesondere durch die Verstärkung der Ressourcen beim HBA sowie den gezielten Einsatz externer Unterstützung. Die festgestellten Abweichungen sind daher im Rahmen einer mehrjährigen Investitionssteuerung zu interpretieren und stellen weder die Umsetzung der Projekte noch die ordnungsgemässe Verwendung der öffentlichen Mittel in Frage.

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
INV-BATI	**755,593,490**	**41,122,000**	**796,715,490**	**619,487,740**	**630,773,640**	**630,773,640**	**-11,285,900**
DGC-B-2012-011 Décret du 07.02.2012 Collège du Sud	**19,584,000**		**19,584,000**	**19,584,000**	**19,579,895**	**19,579,895**	**4,105**
CSUD-I-100 Collège du Sud, Bulle				**19,584,000**	**19,579,895**	**19,579,895**	**4,105**
CSUD-I-100-001 CSUD - Extension Collège du Sud				19,584,000	19,579,895	19,579,895	4,105
DGC-B-2012-012 Décret du 07.02.2012 Rue de Rome 1	**8,658,500**	**3,000,000**	**11,658,500**	**11,658,500**	**11,338,039**	**11,338,039**	**320,461**
UNIV-I-301 UNI- CIUS rue de Rome 1				**11,658,500**	**11,338,039**	**11,338,039**	**320,461**
UNIV-I-301-101 CIUS - rue de Rome 1				11,658,500	11,338,039	11,338,039	320,461
UNIV-I-301-102 CIUS - rue de Rome 1 subventions							
DGC-B-2013-017 Décret du 19.03.2013 Agroscope Posieux	**70,000,000**		**70,000,000**	**70,000,000**	**83,498,811**	**83,498,811**	**-13,498,811**
IAGR-I-402 IAGR- Transfert ALP Liebefeld-Posieux				**1,598,387**	**1,598,387**	**1,598,387**	**-0**
IAGR-I-402-101 IAGR- Transfert ALP Liebefeld-Posieux				1,598,387	1,598,387	1,598,387	-0
BATI-TRANSFERT ALP LIEBE Transfert ALP Liebefeld - Posieux							
BATI-I-402-101 Transfert ALP Liebefeld Posieux							
BATI-ALP LIEBE Transfert Liebefeld - Posieux				**68,401,613**	**81,900,424**	**81,900,424**	**-13,498,811**
BATI-I-402-100 Transfert Liebefeld-Posieux				68,401,613	81,900,424	81,900,424	-13,498,811
DGC-B-2013-044 Décret du 20.06.2013 Immeuble Rte Riaz	**17,353,000**		**17,353,000**		**17,126,602**	**17,126,602**	**-17,126,602**
BATI-I-1120 Bulle, Rte de Riaz, immeuble					**17,126,602**	**17,126,602**	**-17,126,602**
BATI-I-1120-101 Bulle, Rte de Riaz, immeuble					17,126,602	17,126,602	-17,126,602
DGC-B-2013-072 Décret du 12.09.2013 site des Arsenaux	**44,573,000**	**12,000,000**	**56,573,000**	**56,573,000**	**42,692,717**	**42,692,717**	**13,880,283**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
HEDG-I-100 Immeubles Hautes Ecoles				**56,573,000**	**42,692,717**	**42,692,717**	**13,880,283**
HEDG-I-100-101 Haute Ecole Santé-Social, renovation				56,573,000	42,692,717	42,692,717	13,880,283
DGC-B-2013-089 Décret du 09.10.2013 Police Granges-P.	**42,558,900**		**42,558,900**	**42,558,900**			**42,558,900**
POLC-I-100-1 Bâtiment de Police, Granges-Paccot 2014				**42,558,900**			**42,558,900**
POLC-I-100-101 Bâtiment de Police, Granges-Paccot 2014				42,558,900			42,558,900
DGC-B-2013-092 Décret du 10.10.2013 Terrain tour Henri	**8,220,000**		**8,220,000**		**11,004,960**	**11,004,960**	**-11,004,960**
UNIV-I-161 Uni - Tour Henri							
UNIV-I-161-001 Uni-Tour Henri - rénovation							
UNIV-I-161-1 Uni - Tour Henri MCH2					**2,019,233**	**2,019,233**	**-2,019,233**
UNIV-I-161-101 Tour Henri - Faculté de droit					2,019,233	2,019,233	-2,019,233
UNIV-I-161 Uni - Tour Henri					**113,524**	**113,524**	**-113,524**
UNIV-I-161-000 Uni-Tour Henri - études					113,524	113,524	-113,524
UNIV-I-161-1 Uni - Tour Henri MCH2					**8,872,202**	**8,872,202**	**-8,872,202**
UNIV-I-161-5000 Acquisition Le Tremplin					1,726,280	1,726,280	-1,726,280
UNIV-I-161-1002 Tour Henri - subventions fac. de droit							
UNIV-I-161-1001 Tour Henri - Faculté de droit v.2					7,145,922	7,145,922	-7,145,922
DGC-B-2013-107 Décret du 13.11.2013 EIA renouvellement	**15,463,000**		**15,463,000**	**14,000,000**	**20,051,296**	**20,051,296**	**-6,051,296**
HEDG-I-200 EIA-Divers projets d'inv. bâtiments				**7,000,000**	**6,351,804**	**6,351,804**	**648,196**
HEDG-I-200-001 Assainissement laboratoires chimie				7,000,000	6,351,804	6,351,804	648,196
HEFT-I-200 Ecole d'ingénieurs-laboratoires assainis					**2,189,454**	**2,189,454**	**-2,189,454**
HEFT-I-200-001 Assainissement laboratoires chimie					2,189,454	2,189,454	-2,189,454
HEIA-A-101 Investissement en appareils divers				**7,000,000**	**2,873,438**	**2,873,438**	**4,126,562**
HEIA-A-101-001 Ecole ingénieurs-architectes, appareils				7,000,000	2,873,438	2,873,438	4,126,562

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
HEFT-A-101 Ecole ingénieurs-architectes-appareils					**8,636,599**	**8,636,599**	**-8,636,599**
HEFT-A-101-001 Ecole ingénieurs-architectes-appareils					8,636,599	8,636,599	-8,636,599
DGC-B-2014-022 Décret du 18.02.2014 - Uni Sciences	**16,850,000**		**16,850,000**		**15,806,659**	**15,806,659**	**-15,806,659**
UNIV-I-302 UNI - Pérolles - Faculté des sciences					**15,806,659**	**15,806,659**	**-15,806,659**
UNIV-I-302-103 Pérolles III-pavillon de médecine					15,806,659	15,806,659	-15,806,659
UNIV-I-302-104 Pérolles III-subvention pavillon de méd.							
DGC-B-2014-048 Décret du 15.05.2014 Lac Noir centre	**27,730,000**		**27,730,000**	**27,730,000**	**27,434,030**	**27,434,030**	**295,970**
LACN-I-101 Lac Noir, Infrastruct. service civil+JS				**27,730,000**	**27,434,030**	**27,434,030**	**295,970**
LACN-I-101-001 Lac Noir,centre de formation serv. civil				27,730,000	27,434,030	27,434,030	295,970
CSLN-I-101 Lac Noir, Infrastruct. service civil+JS							
CSLN-I-101-001 Lac Noir,centre de formation serv. civil							
DGC-B-2014-059 Décret du 26.06.2014 - BCU agrandiss.	**64,000,000**	**15,000,000**	**79,000,000**	**64,000,000**	**75,566,963**	**75,566,963**	**-11,566,963**
BCUN-I-201 Bibliothèque Beauregard et St-Michel				**64,000,000**	**75,566,963**	**75,566,963**	**-11,566,963**
BCUN-I-201-001 BCU/St-Michel - études extension MCH2				64,000,000	75,566,963	75,566,963	-11,566,963
DGC-B-2014-070 Décret du 10.09.2014 - Gymnase Broye	**1,700,000**		**1,700,000**		**1,685,970**	**1,685,970**	**-1,685,970**
ESSU-I-188-1 Gymnase de la Broye, extension					**1,685,970**	**1,685,970**	**-1,685,970**
ESSU-I-188-100 Gymnase de la Broye, terrain extension					1,685,970	1,685,970	-1,685,970
DGC-B-2015-153 Acquis.et transform.site Contrinex/Sitel	**24,000,000**		**24,000,000**	**24,000,000**	**23,996,772**	**23,996,772**	**3,228**
BATI-I-200 Bâtiment Contrinex Givisiez (Sitel)				**24,000,000**	**23,996,772**	**23,996,772**	**3,228**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
BATI-I-200-100 Sitel / Achat bâtiment Contrinex				24,000,000	23,996,772	23,996,772	3,228
DGC-B-2016-052 IAG-Constr. Ferme-école site Grangeneuve	**12,000,000**		**12,000,000**	**12,000,000**	**10,104,451**	**10,104,451**	**1,895,549**
IAGR-I-102 Ferme-Ecole de Grangeneuve				**12,000,000**	**10,104,451**	**10,104,451**	**1,895,549**
IAGR-I-102-103 La Grange Neuve				2,200,000	205,223	205,223	1,994,777
IAGR-I-102-104 Halle de technologie Grangeneuve				3,210,000	174,433	174,433	3,035,568
IAGR-I-102-102 Ferme Ecole Grangeneuve				6,590,000	8,780,034	8,780,034	-2,190,034
IAGR-I-102-500 Cultures Fromagères					944,761	944,761	-944,761
DGC-B-2016-053 Collège Ste-Croix,crédit d'étude transf.	**41,790,000**		**41,790,000**	**41,790,000**	**44,175,794**	**44,175,794**	**-2,385,794**
CSCR-I-100-1 Collège Ste-Croix, villa Gallia				**41,790,000**	**44,175,794**	**44,175,794**	**-2,385,794**
CSCR-I-100-101 Villa Gallia, études de transfo MCH2				41,790,000	44,175,794	44,175,794	-2,385,794
DGC-B-2016-083 EBEL-Planification pénitentiaire 16-26	**32,059,400**	**9,222,000**	**41,281,400**	**32,059,400**	**42,993,362**	**42,993,362**	**-10,933,962**
EBEL-IMMEUBLE Bellechasse-Constructions immob.dès 2016				**32,059,400**	**42,993,362**	**42,993,362**	**-10,933,962**
EBEL-I-220-002 ABEL1 –Agrandissement cuisine/loc.tech.					213,419	213,419	-213,419
EBEL-I-220-003 ABEL2 –Ateliers sécurisés					216,021	216,021	-216,021
EBEL-I-220-004 ABEL3 –Extension pavillon					396,605	396,605	-396,605
EBEL-I-220-005 ABEL4 –Accueil centralisé (centre médic)					230,905	230,905	-230,905
EBEL-I-221-001 Etude construction Prison Centrale					3,988,768	3,988,768	-3,988,768
EBEL-I-220-001 EDFRI Lot Entrep.total/2020_064+2016_083				32,059,400	33,759,621	33,759,621	-1,700,221
EBEL-I-220-006 EDFRI Lot 1 – Bâtiment cellulaire					569,753	569,753	-569,753
EBEL-I-220-007 EDFRI Lot 2 – Pavillons					588,326	588,326	-588,326
EBEL-I-220-008 EDFRI Lot 3 – Infrastructures					3,029,945	3,029,945	-3,029,945
DGC-B-2016-114 Centre de stock.cantonal (SIC)-Schmitten	**28,100,000**		**28,100,000**				

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
DGC-B-2016-145 Salle de sport triple au Campus Lac-Noir	**7,690,000**		**7,690,000**	**7,690,000**	**7,981,983**	**7,981,983**	**-291,983**
CSLN-I-101 Lac Noir, Infrastruct. service civil+JS					**291,983**	**291,983**	**-291,983**
CSLN-I-101-101 Salle de sport triple					291,983	291,983	-291,983
LACN-I-101 Lac Noir, Infrastruct. service civil+JS				**7,690,000**	**7,690,000**	**7,690,000**	
LACN-I-101-101 Salle de sport triple				7,690,000	7,690,000	7,690,000	
CAMP-I-101 Lac Noir, Infrastruct. service civil+JS							
CAMP-I-101-101 Salle de sport triple							
DGC-B-2016-146 Site Tetra Pak Romont-Acquisit.immeubles	**21,020,000**		**21,020,000**				
DGC-B-2017-026 Assainissement Hôtel cantonal, Fribourg	**20,450,000**		**20,450,000**	**20,450,000**	**22,978,651**	**22,978,651**	**-2,528,651**
BATI-I-63-1 Fribourg, Hôtel cantonal				**20,450,000**	**22,978,651**	**22,978,651**	**-2,528,651**
BATI-I-63-100 Hôtel cantonal, transfert				20,450,000	22,978,651	22,978,651	-2,528,651
DGC-B-2017-083 Imm. rte d'Englisberg 3, Granges-Paccot	**5,770,000**		**5,770,000**	**5,770,000**	**5,749,989**	**5,749,989**	**20,011**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**5,770,000**	**5,749,989**	**5,749,989**	**20,011**
BATI-I-399-500 DSJ-Granges-Paccot, Eglisberg 3				5,770,000	5,749,989	5,749,989	20,011
DGC-B-2017-119 Foyer Ste-Elisabeth, Botzet, Fribourg	**5,830,000**	**1,400,000**	**7,230,000**	**7,230,000**	**8,250,052**	**8,250,052**	**-1,020,052**
AISO-I-100 Divers Foyers dès 2014				**7,230,000**	**8,250,052**	**8,250,052**	**-1,020,052**
AISO-I-100-501 Foyer Ste-Elisabeth-rénovations diverses				510,000	1,545,694	1,545,694	-1,035,694
AISO-I-100-500 Foyer Ste-Elisabeth,rue Botzet,Fribourg				6,720,000	6,704,358	6,704,358	15,642
EBEL-IMMEUBLE Suivi pour OTP non concerné par décret	**10,000,000**		**10,000,000**	**1,900,000**	**2,401,318**	**2,401,318**	**-501,318**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
EBEL-IMMEUBLE Bellechasse-Constructions immob.dès 2016				**1,900,000**	**2,401,318**	**2,401,318**	**-501,318**
EBEL-I-217-001 Couvert à machines (agriculture)				1,000,000	237,318	237,318	762,682
EBEL-I-218-001 Bâtiment du Moulin				800,000	613,910	613,910	186,090
EBEL-I-219-001 Nouvelle étable jeune bétail				100,000	1,550,091	1,550,091	-1,450,091
DGC-B-2018-076 Bâtiments Boschung, Granges-Paccot	**11,500,000**		**11,500,000**	**11,500,000**	**10,144,139**	**10,144,139**	**1,355,861**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**11,500,000**	**10,144,139**	**10,144,139**	**1,355,861**
BATI-I-399-100 DSJ-Granges-Paccot, bâtiment Boschung				11,500,000	10,144,139	10,144,139	1,355,861
DGC-B-2018-077 Extension et adaptation du GIB, Payerne	**14,500,000**		**14,500,000**	**14,500,000**	**14,074,159**	**14,074,159**	**425,841**
ESSU-I-188-1 Gymnase de la Broye, extension				**14,500,000**	**14,074,159**	**14,074,159**	**425,841**
ESSU-I-188-101 Gymnase de la Broye, études extension				14,500,000	14,074,159	14,074,159	425,841
DGC-B-2018-078 Laboratoire cantonal-rénovation bâtiment	**4,710,740**	**500,000**	**5,210,740**	**5,210,740**	**5,199,912**	**5,199,912**	**10,828**
UNIV-I-302 UNI - Pérolles - Faculté des sciences				**5,210,740**	**5,199,912**	**5,199,912**	**10,828**
UNIV-I-302-107 Pérolles III-labo cantonal DGC 2018_078				5,210,740	5,199,912	5,199,912	10,828
DGC-B-2018-126 Fribourg, Arsenaux 41 (Swisscom)	**33,000,000**		**33,000,000**	**33,000,000**	**35,505,104**	**35,505,104**	**-2,505,104**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**33,000,000**	**35,505,104**	**35,505,104**	**-2,505,104**
BATI-I-1086-100 Bâtiment Swisscom, Fribourg				33,000,000	35,505,104	35,505,104	-2,505,104
DGC-B-2020-067 Fourniture froid-hautes écoles Pérolles	**9,993,200**		**9,993,200**	**9,993,200**	**5,822,822**	**5,822,822**	**4,170,378**
HEDG-I-100 Immeubles Hautes Ecoles				**1,450,000**	**1,988,608**	**1,988,608**	**-538,608**
HEDG-I-100-102 HEIA - production froid/Groupe E				1,450,000	1,988,608	1,988,608	-538,608

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
UNIV-I-302 UNI - Pérolles - Faculté des sciences				**8,543,200**	**3,834,214**	**3,834,214**	**4,708,986**
UNIV-I-302-106 Pérolles III-production froid/Groupe E				8,543,200	3,834,214	3,834,214	4,708,986
DGC-B-2020-068 MHNA - délocalisation aux Arsenaux	**5,580,000**		**5,580,000**	**5,580,000**	**12,664,967**	**12,664,967**	**-7,084,967**
MHNA-I-100 Musée histoire naturel - construction				**5,580,000**	**12,664,967**	**12,664,967**	**-7,084,967**
MHNA-I-100-001 Musée histoire naturelle - construction				5,580,000	12,664,967	12,664,967	-7,084,967
DGC-B-2020-174 Granges-Paccot, Rte d'Englisberg 5 à 13	**15,500,000**		**15,500,000**	**15,500,000**	**15,592,505**	**15,592,505**	**-92,505**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**15,500,000**	**15,592,505**	**15,592,505**	**-92,505**
BATI-I-998-100 Granges-Paccot,Route d'Englisberg 5 à 13				15,500,000	15,592,505	15,592,505	-92,505
DGC-B-2021-122 Crédit d'étude Grange Neuve/transformat.	**2,300,000**		**2,300,000**	**2,300,000**	**2,339,598**	**2,339,598**	**-39,598**
IAGR-I-405 IAG - Réfection de la Grange Neuve					**2,339,598**	**2,339,598**	**-2,339,598**
IAGR-I-405-101 IAG - Réfection de la Grange Neuve					2,339,598	2,339,598	-2,339,598
IAGR-I-102 Ferme-Ecole de Grangeneuve				**2,300,000**			**2,300,000**
IAGR-I-102-600 Etude transformation Grange Neuve (2021)				2,300,000			2,300,000
DGC-B-2022-142 Assain. bâtiment de chimie Per10 UNIV	**8,400,000**		**8,400,000**		**5,805,476**	**5,805,476**	**-5,805,476**
UNIV-I-302 UNI - Pérolles - Faculté des sciences					**5,805,476**	**5,805,476**	**-5,805,476**
UNIV-I-302-105 Pérolles III-rénov.anc.bât.de chimie					5,805,476	5,805,476	-5,805,476
DGC-B-2023-014 Domaine des Faverges, restauration bât.	**19,984,000**		**19,984,000**		**5,615,440**	**5,615,440**	**-5,615,440**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018					**802,979**	**802,979**	**-802,979**
BATI-I-674-100 Grande Maison des Faverges-rénovation					802,979	802,979	-802,979

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
VILA-I-674 Domaine des Faverges					**4,812,460**	**4,812,460**	**-4,812,460**
VILA-I-674-1000 Rénovation de la grande maison dès 2023					4,812,460	4,812,460	-4,812,460
DGC-B-2023-061 Estavayer-le-Lac, bâtiment Gare-Casino	**5,038,750**		**5,038,750**				
DGC-B-2023-071 Marsens, Route d'Humilimont 30 et 60	**10,500,000**		**10,500,000**		**6,875,530**	**6,875,530**	**-6,875,530**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018							
BATI-I-449-100 Home Humilimont, Marsens							
BATI-I-448-100 Crèche «Les Galopins » Marsens-Pavillon							
BATI-I-MARSENS Projet Humilimont dès 2023					**6,875,530**	**6,875,530**	**-6,875,530**
BATI-I-448-1000 Crèche Les Galopins-Marsens					2,309,658	2,309,658	-2,309,658
BATI-I-448-5000 Crèche Les Galopins-pavillons,Marsens					753,623	753,623	-753,623
BATI-I-449-1000 Home Humilimont, Marsens					3,812,249	3,812,249	-3,812,249
DGC-B-2023-085 Romont, acquisition Rue des Moines 58	**6,277,000**		**6,277,000**		**6,146,105**	**6,146,105**	**-6,146,105**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018					**6,146,105**	**6,146,105**	**-6,146,105**
BATI-I-2001 Romont, rue des Moines 58					5,911,105	5,911,105	-5,911,105
BATI-I-2001-500 Romont, rue des Moines 58-travaux					235,000	235,000	-235,000
DGC-B-2024-051 Château de Bulle,crédit d'étude assain.	**7,600,000**		**7,600,000**	**7,600,000**	**2,506,479**	**2,506,479**	**5,093,521**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**7,600,000**	**2,506,479**	**2,506,479**	**5,093,521**
BATI-I-280-001 Château de Bulle				7,600,000	2,506,479	2,506,479	5,093,521
DGC-B-2024-052 Pisciculture, remise en fonction	**3,560,000**		**3,560,000**	**3,560,000**	**838,576**	**838,576**	**2,721,424**
SFOR-I-100-1 Pisciculture d'Estavayer-le-Lac MCH2				**3,560,000**	**838,576**	**838,576**	**2,721,424**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-BATI**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
SFOR-I-100-202 Pisciculture-remise en fonction				3,560,000	838,576	838,576	2,721,424
DGC-B-2024-061 Centre SIC, Givisiez	**51,750,000**		**51,750,000**	**51,750,000**	**7,224,513**	**7,224,513**	**44,525,487**
BATI-I-IMMEUBLES Constructions et rénovations dès 2018				**51,750,000**	**7,224,513**	**7,224,513**	**44,525,487**
BATI-I-SIC-100 Projet SIC				51,750,000	7,224,513	7,224,513	44,525,487

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
INV-RTES	**366,091,689**	**24,640,000**	**390,731,689**	**307,820,552**	**206,209,236**	**206,209,236**	**101,611,317**
INV-RTES-1-1 Crédit d'engagement - routes cantonales							
ACE-R-2013-1039 Arrêté du CE du 11.11.2013 Joux-d-Ponts	**700,000**		**700,000**	**700,000**	**700,000**	**700,000**	
PCAM-10939 10939 - Aire multifonct. Joux-des-Ponts				**700,000**	**700,000**	**700,000**	
PCAM-10939-10-10 Aire multifonct. Joux-des-Ponts Sâles				700,000	700,000	700,000	
ACE-R-2013-353 Arrêté du CE du 23.04.2013	**4,200,000**		**4,200,000**	**4,200,000**	**26,579**	**26,579**	**4,173,421**
PCAM-10923 Düdingen,Birch-Luggiwil,liaison routière				**4,200,000**	**26,579**	**26,579**	**4,173,421**
PCAM-10923-10-10 Düdingen,Birch-Luggiwil,liaison routière				4,200,000	26,579	26,579	4,173,421
DGC-R-2013-018 Décret du 19.03.2013-Fin-de-Jentes-Chrüz	**1,804,000**		**1,804,000**	**1,804,000**	**1,670,203**	**1,670,203**	**133,797**
PCAM-10829 10829 - Tafers - carrefour de Chrüz				**1,125,250**	**992,453**	**992,453**	**132,797**
PCAM-10829-10-11 10829 - Tafers - carrefour de Chrüz				1,125,250	992,453	992,453	132,797
PCAM-10825-1 Cressier - Giratoire Fin de Jentes				**678,750**	**677,750**	**677,750**	**1,000**
PCAM-10825-10-11 Cressier - Giratoire Fin de Jentes				678,750	677,750	677,750	1,000
DGC-R-2013-045 Décret du 20.06.2013-Traversée de Jaun	**21,900,000**		**21,900,000**	**21,900,000**	**19,619,985**	**19,619,985**	**2,280,015**
PCAM-10442-1 10442 - Dorfdurchfahrt Jaun				**21,900,000**	**19,619,985**	**19,619,985**	**2,280,015**
PCAM-10442-10-10 Dorfdurchfahrt Jaun				21,750,000	19,472,568	19,472,568	2,277,432
PCAM-10442-10-99 100% commune-Dorfdurchfahrt Jaun				150,000	147,417	147,417	2,583
DGC-R-2013-113 Décret du 14.11.2013 - 2014-2019	**11,850,000**		**11,850,000**	**11,640,762**	**9,096,092**	**9,096,092**	**2,544,670**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10947-10 Crésuz, Débouché de la route de Cerniat				**9,268**	**9,268**	**9,268**	
PCAM-10947-10-01 10947 - Débouché de la Rte de Cerniat				9,268	9,268	9,268	
PCAM-10757 Projet Tiguelet à Givisiez				**950,000**	**944,853**	**944,853**	**5,147**
PCAM-10757-10-03 Givisiez, suppression passage à niveau				950,000	944,853	944,853	5,147
PCAM-10938 Marly, Pérolles-Grangettes - Aménagement				**390,000**	**324,514**	**324,514**	**65,486**
PCAM-10938-10-01 Marly, Pérolles-Grangettes - Aménagement				390,000	324,514	324,514	65,486
PCAM-10948 Mandats RSI liés à la sécurité				**250,000**	**250,000**	**250,000**	**0**
PCAM-10948-10-01 Mandats RSI liés à la sécurité				250,000	250,000	250,000	0
PCAM-10795-10-1 10795 - Plasselb Felsen+Trottoir March				**40,557**	**40,557**	**40,557**	
PCAM-10795-10-02 10795 - Plasselb Felsen+Trottoir March				40,557	40,557	40,557	
PCAM-10949 Villars/Glâne, Rte Moncor-Mobilité douce				**30,241**	**30,241**	**30,241**	**0**
PCAM-10949-10-01 Villars-sur-Glâne, Rte de Moncor, réamén				30,241	30,241	30,241	0
PCAM-10950 Düdingen - Dauentrasse - Arrêts de bus				**20,000**	**15,682**	**15,682**	**4,318**
PCAM-10950-10-01 10950 - Murten-Tafers, axe 3000				20,000	15,682	15,682	4,318
PCAM-10953 Fribourg, Route de Marly - Voie de bus				**525,000**	**317,576**	**317,576**	**207,424**
PCAM-10953-10-01 10953, Fribourg voie de bus				525,000	317,576	317,576	207,424
PCAM-10954 Muntelier, Giratoire Moostras.-Hauptstr.				**107,623**	**107,623**	**107,623**	
PCAM-10954-10-01 10954 - Muntelier Carrefour				107,623	107,623	107,623	
PCAM-10757 Projet Tiguelet à Givisiez				**2,900,000**	**1,869,398**	**1,869,398**	**1,030,602**
PCAM-10757-10-04 Givisiez-Pont du Tiguelet -acquisitions				2,900,000	1,869,398	1,869,398	1,030,602
PCAM-10960 Châtel-St-Denis, nouvel axe cantonal				**850,000**	**853,953**	**853,953**	**-3,953**
PCAM-10960-10-01 Châtel-St-Denis, nouvel axe cant, études				850,000	853,953	853,953	-3,953
PCAM-10952 Villars/Glâne,Rt Matan-Interface CFF TPF				**30,771**	**30,771**	**30,771**	
PCAM-10952-10-01 10952, Villars-s-Glâne,interface CFF TPF				30,771	30,771	30,771	
PCAM-10832 Corserey-Farvagny-Treyvaux réaménag. RC				**185,000**	**132,507**	**132,507**	**52,493**
PCAM-10832-10-02 Farvagny,secteur Grenilles,réam.RC,étude				185,000	132,507	132,507	52,493

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10927 Ursy, giratoire du Centre				**17,090**	**17,090**	**17,090**	**0**
PCAM-10927-10-01 Ursy, giratoire du Centre - Etudes				17,090	17,090	17,090	0
PCAM-10965 Morat,Champs-Raclet -Déplacement captage				**27,279**	**27,279**	**27,279**	
PCAM-10965-10-01 Morat,Champs-Raclet,étude déplacement				27,279	27,279	27,279	
PCAM-10963 Broc, Giratoire Hôtel de Ville				**53,070**	**53,070**	**53,070**	
PCAM-10963-10-10 IMP Etude de restructuration -2015				53,070	53,070	53,070	
PCAM-10925 Ferpicloz - Le Mouret - Arrêt bus				**30,000**	**-9,327**	**-9,327**	**39,327**
PCAM-10925-10-01 Ferpicloz - Le Mouret -Arrêt bus Etudes				30,000	-9,327	-9,327	39,327
PCAM-10962 Neyruz, Aménagement mobilité douce				**350,000**	**396,648**	**396,648**	**-46,648**
PCAM-10962-10-01 Etudes mobilité douce, Neyruz				350,000	396,648	396,648	-46,648
PCAM-10964 Romont, Bocheferra - Réaménagement route				**14,470**	**14,470**	**14,470**	
PCAM-10964-10-01 Romont,réaménag.secteur Bocheferra,étude				14,470	14,470	14,470	
PCAM-10915 Villars-sur-Glâne, jonction Fribourg Sud				**485,107**	**485,107**	**485,107**	
PCAM-10915-10-02 Fribourg Sud - Route d'accès au HFR				485,107	485,107	485,107	
PCAM-10982 Gibloux, Farvagny/Giratoire InRiaux 1300				**120,000**	**101,605**	**101,605**	**18,395**
PCAM-10982-10-01 Gibloux-étude giratoire "In Riaux"				120,000	101,605	101,605	18,395
PCAM-11000 Agglomération Fribourg-divers projets				**47,185**	**47,185**	**47,185**	
PCAM-11000-10-01 Divers projets de l'agglo de Fribourg				47,185	47,185	47,185	
PCAM-11006 2210- Villars-s-Glâne,voie additionnelle				**200,000**	**186,122**	**186,122**	**13,878**
PCAM-11006-10-01 Villars-sur-Glâne, voie additionnelle				200,000	186,122	186,122	13,878
PCAM-11005 2100- Villars-s-Glâne,Belle-Croix/carref				**16,517**	**16,517**	**16,517**	
PCAM-11005-10-01 Villars-sur-Glâne,carrefour Belle-Croix				16,517	16,517	16,517	
PCAM-11007 1500-Montet (Glâne), carrefour				**150,000**	**97,609**	**97,609**	**52,392**
PCAM-11007-10-01 Montet (Glâne), carrefour				150,000	97,609	97,609	52,392
PCAM-11009 Marsens-Valtraloc Vuippens				**255,000**	**48,841**	**48,841**	**206,159**
PCAM-11009-10-10 Marsens-évacuation des eaux/Valtraloc				255,000	48,841	48,841	206,159

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10985 Le Mouret - Aménagement mobilité douce				**100,000**	**60,239**	**60,239**	**39,761**
PCAM-10985-10-01 Le Mouret-étude aménag. mobilité douce				100,000	60,239	60,239	39,761
PCAM-10986 Hauterive, PPP - Aide à la traversée				**10,032**	**10,032**	**10,032**	
PCAM-10986-10-01 Hauterive-étude PPP/aide à la traversée				10,032	10,032	10,032	
PCAM-10989 Broc, Aménag.Prieuré - Valtraloc				**80,000**	**79,345**	**79,345**	**655**
PCAM-10989-10-01 Broc - Prieuré, étude nouveau projet				80,000	79,345	79,345	655
PCAM-11016 1310-Gibloux rte du barrage,piste cycl.				**6,871**	**6,871**	**6,871**	
PCAM-11016-10-01 Gibloux-piste cyclable rte du barrage				6,871	6,871	6,871	
PCAM-11025 1100-Broc, Valtraloc centre				**10,000**	**10,000**	**10,000**	
PCAM-11025-10-01 Broc-Valtraloc centre, études				10,000	10,000	10,000	
PCAM-10664 Duedingen-Boesingen / Duedingen-Laupen				**215,955**	**215,955**	**215,955**	
PCAM-10664-10-04 Projet d'exécution + DT-ing.				179,109	179,109	179,109	
PCAM-10664-10-11 Démolition bâtiment				36,846	36,846	36,846	
PCAM-10979 Haut-Intyamon - Sortie Albeuve, canalis.				**30,000**	**9,318**	**9,318**	**20,682**
PCAM-10979-10-01 Sortie d'Albeuve, canalisation				30,000	9,318	9,318	20,682
PCAM-10988 Gibloux,Farvagny-Grand -carref.du Centre				**14,954**	**13,537**	**13,537**	**1,417**
PCAM-10988-10-01 Gibloux-carrefour du centre, études				14,954	13,537	13,537	1,417
PCAM-10910 Villars-sur-Glâne, aménagement Rte Glâne				**100,000**	**52,481**	**52,481**	**47,519**
PCAM-10910-10-11 Villars-sur-Glâne, aménagement Rte Glâne				100,000	52,481	52,481	47,519
PCAM-11086 1100-Gruyères, bandes cycl. Pra-Riond				**150,000**	**150,000**	**150,000**	
PCAM-11086-10-10 Gruyères-bandes cycl. Pra-Riond, travaux				150,000	150,000	150,000	
PCAM-10974 Gibloux, Farvagny - Giratoire Grenilles				**85,000**	**7,311**	**7,311**	**77,689**
PCAM-10974-10-01 Gibloux, giratoire de Grenilles (Etudes)				85,000	7,311	7,311	77,689
PCAM-11013 2100-Avry, Trans Agglo, CO Rosé				**62,004**	**62,004**	**62,004**	
PCAM-11013-10-01 Avry-Trans Agglo,CO Rosé /étude				62,004	62,004	62,004	
PCAM-11056 2000-Romont,aménag.giratoire Industrie				**10,000**	**8,732**	**8,732**	**1,268**
PCAM-11056-10-01 Romont-aménag. giratoire Industrie				10,000	8,732	8,732	1,268

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10661 10661 - Murten-Tafers-Plaffeien-Schwarzs				**400,000**	**341,160**	**341,160**	**58,840**
PCAM-10661-10-03 Tafers-Alterswil, Studien				400,000	341,160	341,160	58,840
PCAM-10973 Plaffeien-Kurschürli-Arrêt bus+Valtraloc				**320,000**	**274,326**	**274,326**	**45,674**
PCAM-10973-10-01 Plaffeien-Kurschürli-Arrêt bus+Valtraloc				320,000	274,326	274,326	45,674
PCAM-10937 10937 - Luggiswil - Bundtels,projet vélo				**3,821**	**3,821**	**3,821**	**0**
PCAM-10937-10-01 Düdingen, études OPB				3,821	3,821	3,821	0
PCAM-10838 Traversée de Belfaux				**23,757**	**23,756**	**23,756**	**1**
PCAM-10838-10-11 Traversée de Belfaux, travaux				23,757	23,756	23,756	1
PCAM-10980 A12-Chamblioux / Couverture autoroute				**230,000**	**226,668**	**226,668**	**3,332**
PCAM-10980-10-01 A12-couverture Chamblioux, études prél.				230,000	226,668	226,668	3,332
PCAM-10981 Avry, Prez-vers-Noréaz- Bandes cyclables				**80,000**	**80,000**	**80,000**	
PCAM-10981-10-01 Avry-Prez, bande cyclable - études				80,000	80,000	80,000	
PCAM-10987 Gibloux, Farvagny Giratoire InRiaux 1310				**9,001**	**9,001**	**9,001**	
PCAM-10987-10-01 Gibloux-étude carrefour In Riaux/1310				9,001	9,001	9,001	
PCAM-10972 Wünnewil-Flamatt, Flamatt - Valtraloc				**300,000**	**237,848**	**237,848**	**62,152**
PCAM-10972-10-01 Flamatt- Studien Valtraloc				300,000	237,848	237,848	62,152
PCAM-10991 Tafers-Aide à la traversée/arrêts de bus				**11,682**	**11,682**	**11,682**	
PCAM-10991-10-01 Tavel-aide traversée et arrêts bus Lhand				11,682	11,682	11,682	
PCAM-10995 Bulle, giratoire Riaz-Bulle							
PCAM-10995-10-01 Bulle-giratoire Riaz, études							
PCAM-10997 Autoroute A12, secteur Chamblioux				**300,000**	**299,743**	**299,743**	**257**
PCAM-10997-10-01 A12-couverture secteur Chamblioux, étude				300,000	299,743	299,743	257
PCAM-11001 Rue, Valtraloc				**250,000**	**45,718**	**45,718**	**204,282**
PCAM-11001-10-01 Rue, étude Valtraloc				250,000	45,718	45,718	204,282
PCAM-11002 3300-Courtepin, Valtraloc place gare				**70,000**	**5,385**	**5,385**	**64,615**
PCAM-11002-10-01 Courtepin, étude Valtraloc gare				70,000	5,385	5,385	64,615

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11083 2000-Neyruz, traversée 1 et 2				**198,508**	**198,508**	**198,508**	
PCAM-11083-10-10 Neyruz- traversée 1 et 2				198,508	198,508	198,508	
PCAM-11072 PSV-Mesures ponctuelles Gruyère				**150,000**	**85,636**	**85,636**	**64,364**
PCAM-11072-10-10 Mesures ponctuelles Gruyère, travaux				150,000	85,636	85,636	64,364
PCAM-11071 PSV-Mesures ponctuelles Singine				**100,000**			**100,000**
PCAM-11071-10-10 Mesures ponctuelles Singine, travaux				100,000			100,000
PCAM-11089 3000-Düdingen, Valtraloc				**100,000**	**57,861**	**57,861**	**42,139**
PCAM-11089-10-02 Düdingen, Valtraloc-factures 2024				100,000	57,861	57,861	42,139
PCAM-11056 2000-Romont,aménag.giratoire Industrie				**165,000**	**100,000**	**100,000**	**65,000**
PCAM-11056-10-10 Romont-aménag. giratoire Industrie				165,000	100,000	100,000	65,000
INV-RTES-1-1 Crédit d'engagement - routes cantonales	**40,454,000**		**40,454,000**				
DGC-R-2014-1008 Décret 14.10. rte cantonale Rue - Montet	**1,670,000**		**1,670,000**	**1,472,118**	**1,471,118**	**1,471,118**	**1,000**
PCAM-10872-10 Rue - Montet				**1,472,118**	**1,471,118**	**1,471,118**	**1,000**
PCAM-10872-10-10 Rue - Montet, Travaux				1,472,118	1,471,118	1,471,118	1,000
DGC-R-2014-1126 10.11.14 - Traversée Attalens	**2,910,000**		**2,910,000**	**2,910,000**	**2,823,313**	**2,823,313**	**86,687**
PCAM-10899 Attalens, traversée village – Valtraloc				**2,910,000**	**2,823,313**	**2,823,313**	**86,687**
PCAM-10899-10-10 Attalens, Valtraloc-réalisation travaux				2,910,000	2,823,313	2,823,313	86,687
DGC-R-2014-648 Décret du 19.08.14 - Corserey Farvagny	**1,000,000**		**1,000,000**	**1,000,000**	**948,862**	**948,862**	**51,138**
PCAM-10956 Pont-la-Ville, Assainiss.falaise Vérasse				**1,000,000**	**948,862**	**948,862**	**51,138**
PCAM-10956-10-10 10956 Falaise la Vérasse Pont la Ville				1,000,000	948,862	948,862	51,138

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
DGC-R-2014-941 Décret du 23.09.Flamatt Dorf passage	**650,700**		**650,700**	**650,700**	**642,060**	**642,060**	**8,640**
PCAM-10958 Wünnewil-Flamatt,Flamatt-Dorf-pas.niveau				**650,700**	**642,060**	**642,060**	**8,640**
PCAM-10958-10-10 Passage à niveau Flamatt				650,700	642,060	642,060	8,640
INV-RTES-1-1 Crédit d'engagement - routes cantonales	**6,230,700**		**6,230,700**				
DGC-R-2015-018 Route des Grands-Bois, Pont Tuffière	**4,550,000**		**4,550,000**	**4,550,000**	**4,415,005**	**4,415,005**	**134,995**
PCAM-10803 10803-Grand-bois, pont Tuffière				**4,550,000**	**4,415,005**	**4,415,005**	**134,995**
PCAM-10803-10-11 10803 - Rte des Grand-Bois- Tuffière				4,550,000	4,415,005	4,415,005	134,995
DGC-R-2015-118 Assainissement bruit des RC 2016-2018	**32,000,000**	**8,000,000**	**40,000,000**	**39,841,742**	**36,748,917**	**36,748,917**	**3,092,825**
PCAM-17040 Murten - Assainissement bruit routier				**1,050,000**	**1,038,481**	**1,038,481**	**11,519**
PCAM-17040-10-OPB-A3 Murten - Assain. bruit routier 2016-18				1,050,000	1,038,481	1,038,481	11,519
PCAM-17034 Ueberstorf -Assainissement bruit routier				**219,854**	**219,854**	**219,854**	
PCAM-17034-10-OPB-A3 Ueberstorf,assainissement bruit 2016-18				219,854	219,854	219,854	
PCAM-17044 Romont - Assainissement bruit routier				**286,669**	**286,669**	**286,669**	
PCAM-17044-10-OPB-A3 Romont-assainiss. bruit routier 2016-18				286,669	286,669	286,669	
PCAM-17018 1000 Haut-Intyamon -assain.bruit routier				**864,988**	**840,100**	**840,100**	**24,888**
PCAM-17018-10-OPB-A3 Traversée Neirivue-Albeuve, assain.bruit				864,988	840,100	840,100	24,888
PCAM-17041 Givisiez - Ass. bruit routier				**220,000**	**220,000**	**220,000**	
PCAM-17041-10-OPB-A3 Givisiez-assainiss.bruit routier 2016-18				220,000	220,000	220,000	
PCAM-17048 La Roche - Assainissement bruit routier				**200,363**	**200,363**	**200,363**	
PCAM-17048-10-OPB-A3 La Roche, assainissement bruit 2016-18				200,363	200,363	200,363	
PCAM-17051 Marly-Assainissement bruit routier				**834,783**	**791,256**	**791,256**	**43,527**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17051-10-OPB-A3 Marly-Assainissement bruit route 2016-18				834,783	791,256	791,256	43,527
PCAM-17056 Wünnewil-Flamatt - Ass. bruit routier				**526,482**	**492,691**	**492,691**	**33,791**
PCAM-17056-10-OPB-A3 Wünnewil-Flamatt - Assain. bruit 2016-18				526,482	492,691	492,691	33,791
PCAM-17062 Posieux-Ecuvillens-Ass. bruit routier				**500,000**	**407,411**	**407,411**	**92,589**
PCAM-17062-10-OPB-A3 Hauterive, assainissement bruit 2016-18				500,000	407,411	407,411	92,589
PCAM-17069 FR-St-Ursen-Assainissement bruit routier				**27,504**	**27,504**	**27,504**	
PCAM-17069-10-OPB-A3 St-Ursen-Assainiss.bruit routier 2016-18				27,504	27,504	27,504	
PCAM-17102 17102 - Arconciel - Ass. bruit routier				**500,000**	**363,378**	**363,378**	**136,622**
PCAM-17102-10-OPB-A3 Arconciel-Assainis.bruit routier 2016-18				500,000	363,378	363,378	136,622
PCAM-17117 17117 - Düdingen- Assain. bruit routier				**1,477,651**	**1,447,910**	**1,447,910**	**29,741**
PCAM-17117-10-OPB-A3 Düdingen-Assainiss.bruit routier 2016-18				1,477,651	1,447,910	1,447,910	29,741
PCAM-17118 17118 - Giffers - Assain. bruit routier				**300,000**	**268,645**	**268,645**	**31,356**
PCAM-17118-10-OPB-A3 Giffers -Assainiss.bruit routier 2016-18				300,000	268,645	268,645	31,356
PCAM-17121 17121 - Plaffeien -Assain. bruit routier				**404,088**	**385,578**	**385,578**	**18,510**
PCAM-17121-10-OPB-A3 Plaffeien-Assainis.bruit routier 2016-18				404,088	385,578	385,578	18,510
PCAM-17124 17124 - St-Antoni - Ass. bruit routier				**589,851**	**589,851**	**589,851**	
PCAM-17124-10-OPB-A3 St-Antoni-Assainis.bruit routier 2016-18				589,851	589,851	589,851	
PCAM-17133 17133-Charmey - Assain. bruit routier				**28,015**	**28,015**	**28,015**	
PCAM-17133-10-OPB-A3 Charmey-Assainiss.bruit routier 2016-18				28,015	28,015	28,015	
PCAM-17153 17153 - Siviriez - Ass. bruit routier				**485,663**	**470,446**	**470,446**	**15,218**
PCAM-17153-10-OPB-A3 Siviriez-Assainiss.bruit routier 2016-18				485,663	470,446	470,446	15,218
PCAM-17019 1000 Bas-Intyamon -assain.bruit routier				**110,000**	**75,596**	**75,596**	**34,404**
PCAM-17019-10-OPB-A3 Traversée Villars-sous-Mont,assain.bruit				110,000	75,596	75,596	34,404
PCAM-17043 Châtel-St-Denis - Assainissement bruit				**1,222,334**	**1,222,334**	**1,222,334**	
PCAM-17043-10-OPB-A3 Châtel-St-Denis, assainis .bruit routier				1,222,334	1,222,334	1,222,334	
PCAM-17036 Givisiez - Assainissement bruit routier				**1,011**	**1,011**	**1,011**	

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17036-10-OPB-A3 Givisiez, assainissement bruit routier				1,011	1,011	1,011	
PCAM-19888 PCAM-assainissement contre le bruit							
PCAM-19888-10-10 OPB-Subv. de la Confédération 2016-18							
PCAM-17076 Villars-sur-Glâne - Assainissement bruit				**350,000**	**350,000**	**350,000**	
PCAM-17076-10-OPB-A3 Villars-sur-Glâne - Rtes Matran, Condoz				350,000	350,000	350,000	
PCAM-17150 17150 - Montet - Assain. bruit routier				**203,102**	**203,102**	**203,102**	
PCAM-17150-10-OPB-A3 Montet - assainis. traversée localité				203,102	203,102	203,102	
PCAM-17166 17166 - Dompierre - Ass. bruit routier				**100,000**	**47,110**	**47,110**	**52,890**
PCAM-17166-10-OPB-A3 Belmont-Broye ass. traversée Dompierre				100,000	47,110	47,110	52,890
PCAM-17057 Salvenach - Assainissement bruit routier				**551,729**	**534,546**	**534,546**	**17,183**
PCAM-17057-10-OPB-A3 Murten, traversée de Salvenach				551,729	534,546	534,546	17,183
PCAM-17055 Hauteville -Assainissement bruit routier				**561,051**	**561,051**	**561,051**	
PCAM-17055-10-OPB-A3 Hauteville, traversée de localité				561,051	561,051	561,051	
PCAM-17142 17142-Pont-la-Ville - As. bruit routier				**75,804**	**75,804**	**75,804**	
PCAM-17142-10-OPB-A3 Pont-la-Ville, traversée de localité				75,804	75,804	75,804	
PCAM-17046 Tafers - Assainissement bruit routier				**814,179**	**804,812**	**804,812**	**9,367**
PCAM-17046-10-OPB-A3 Tafers, assainissement bruit routier				814,179	804,812	804,812	9,367
PCAM-19888 PCAM-assainissement contre le bruit				**2,500,000**	**1,863,586**	**1,863,586**	**636,414**
PCAM-19888-10-20 Assainis.bruit-subv. communes 2016-18				2,500,000	1,863,586	1,863,586	636,414
PCAM-17038 Jaun - Assainissement bruit routier				**1,871**	**1,871**	**1,871**	
PCAM-17038-10-OPB-A3 Jaun - Assainissement bruit routier				1,871	1,871	1,871	
PCAM-17131 17131-Broc - Assain. bruit routier				**265,092**	**230,547**	**230,547**	**34,545**
PCAM-17131-10-OPB-A3 Broc-Assain. bruit routier traversée loc				265,092	230,547	230,547	34,545
PCAM-17042 Villars-sur-Glâne - Ass bruit routier				**39,968**	**39,907**	**39,907**	**62**
PCAM-17042-10-OPB-A3 Villars-sur-Glâne - Ass bruit routier				39,968	39,907	39,907	62
PCAM-17047 Riaz - Assainissement bruit routier				**85,019**	**85,019**	**85,019**	

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17047-10-OPB-A3 Riaz - Assainissement bruit routier				85,019	85,019	85,019	
PCAM-17054 17054 -Chénens - Assainis. bruit routier				**75,342**	**62,999**	**62,999**	**12,343**
PCAM-17054-10-OPB-A3 Chénens - Assainissement bruit routier				75,342	62,999	62,999	12,343
PCAM-17107 17107 - Farvagny - Assain. bruit routier				**200,000**	**175,607**	**175,607**	**24,393**
PCAM-17107-10-OPB-A3 Farvagny - AssainIssement bruit routier				200,000	175,607	175,607	24,393
PCAM-17053 Cottens - Assainissement bruit routier				**178,796**	**178,796**	**178,796**	**0**
PCAM-17053-10-OPB-A3 Cottens - Assainissement bruit routier				178,796	178,796	178,796	0
PCAM-17086 17086 - Courtepin -Assain. bruit routier				**150,854**	**129,365**	**129,365**	**21,488**
PCAM-17086-10-OPB-A3 Courtepin -Assain. bruit routier				150,854	129,365	129,365	21,488
PCAM-17130 17130-Botterens - Assain. bruit routier				**100,000**	**83,106**	**83,106**	**16,894**
PCAM-17130-10-OPB-A3 Botterens - Assain. bruit routier				100,000	83,106	83,106	16,894
PCAM-17135 17135-Corbières - Assain. bruit routier				**54,226**	**49,875**	**49,875**	**4,351**
PCAM-17135-10-OPB-A3 Corbières - Assain. bruit routier				54,226	49,875	49,875	4,351
PCAM-17035 Attalens - Assainissement bruit routier				**100,971**	**90,277**	**90,277**	**10,694**
PCAM-17035-10-OPB-A3 Attalens - Assainissement bruit routier				100,971	90,277	90,277	10,694
PCAM-17011 Avry - Assain. bruit routier				**180,000**	**175,158**	**175,158**	**4,842**
PCAM-17011-10-OPB-A3 Avry - Assain. bruit routier				180,000	175,158	175,158	4,842
PCAM-17003 17003 Neyruz assainiss. bruit routier				**291,548**	**253,879**	**253,879**	**37,669**
PCAM-17003-10-OPB-A3 Neyruz - assainissement bruit A3				291,548	253,879	253,879	37,669
PCAM-17185 17185-La Verrerie-Ass.bruit routier				**10,000**	**10,000**	**10,000**	
PCAM-17185-10-OPB-A3 La Verrerie-Ass.bruit routier				10,000	10,000	10,000	
PCAM-17073 Matran - Assainissement bruit routier				**116,784**	**84,399**	**84,399**	**32,385**
PCAM-17073-10-OPB-A3 Matran - Assainissement bruit routier				116,784	84,399	84,399	32,385
PCAM-17171 2420-40- Lully-Châtillon-Ass.bruit route				**301,000**	**297,097**	**297,097**	**3,903**
PCAM-17171-10-OPB-A3 Lully-Châtillon-Ass.bruit route				301,000	297,097	297,097	3,903
PCAM-17129 1000-Bas-Intyamon-Assain. bruit routier				**76,815**	**54,229**	**54,229**	**22,586**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17129-10-OPB-A3 Bas-Intyamon-Assain. bruit routier				76,815	54,229	54,229	22,586
PCAM-17052 Le Mouret - Assainissement bruit routier				**926,735**	**910,171**	**910,171**	**16,564**
PCAM-17052-10-OPB-A3 Le Mouret - Traversée diverses localités				926,735	910,171	910,171	16,564
PCAM-17004 Fribourg-VSG - Assain. bruit routier				**600,000**	**596,955**	**596,955**	**3,045**
PCAM-17004-10-OPB-A3 Fribourg-VSG - route de la Glâne				600,000	596,955	596,955	3,045
PCAM-17059 Belfaux - Assainissement bruit routier				**500,000**	**477,241**	**477,241**	**22,759**
PCAM-17059-10-OPB-A3 Belfaux-rte de Corminboeuf,assain.bruit				500,000	477,241	477,241	22,759
PCAM-17078 Tafers - Assainissement bruit routier				**217,359**	**201,701**	**201,701**	**15,657**
PCAM-17078-10-OPB-A3 Tafers - Assainissement bruit routier				217,359	201,701	201,701	15,657
PCAM-17021 Prez-vers-Noréaz - Assainissement bruit				**97,693**	**62,392**	**62,392**	**35,301**
PCAM-17021-10-OPB-A3 Prez-v.-Noréaz - assainissement bruit				97,693	62,392	62,392	35,301
PCAM-17072 Düdingen - Assainissement bruit routier				**99,684**	**99,684**	**99,684**	
PCAM-17072-10-OPB-A3 Düdingen - Assainissement bruit routier				99,684	99,684	99,684	
PCAM-17100 17100 - Misery-Courtion-Ass. bruit rout				**600,000**	**526,551**	**526,551**	**73,449**
PCAM-17100-10-OPB-A3 Misery-Courtion-Ass. bruit routier				600,000	526,551	526,551	73,449
PCAM-17077 Grolley - Assainissement bruit				**786,812**	**786,812**	**786,812**	
PCAM-17077-10-OPB-A3 Grolley - Assainissement bruit				786,812	786,812	786,812	
PCAM-17126 St. Ursen - Assain. bruit routier				**200,413**	**181,896**	**181,896**	**18,517**
PCAM-17126-10-OPB-A3 St. Ursen - Assain. bruit routier				200,413	181,896	181,896	18,517
PCAM-17085 17085 - Barberêche - Ass. bruit routier				**477,183**	**477,183**	**477,183**	
PCAM-17085-10-OPB-A3 Barberêche - Ass. bruit routier				477,183	477,183	477,183	
PCAM-17139 17139-Le Pâquier - Assain. bruit routier				**62,318**	**49,637**	**49,637**	**12,682**
PCAM-17139-10-OPB-A3 Le Pâquier - Assain. bruit routier				62,318	49,637	49,637	12,682
PCAM-17149 17149 - Villars-sur-Glâne, Villars-Vert				**63,918**			**63,918**
PCAM-17149-10-OPB-A3 Villars-sur-Glâne, Villars-Vert				63,918			63,918
PCAM-17122 17122 - Plasselb -Assain. bruit routier				**63,370**	**37,637**	**37,637**	**25,733**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17122-10-OPB-A3 Plasselb -Assain. bruit routier				63,370	37,637	37,637	25,733
PCAM-17147 17147 - La Follliaz - Ass. bruit routier				**230,000**	**224,448**	**224,448**	**5,552**
PCAM-17147-10-OPB-A3 La Folliaz- Assainissement bruit routier				230,000	224,448	224,448	5,552
PCAM-17114 17114 - Vuisternens-Ogoz-Ass.bruit rout				**130,000**	**101,003**	**101,003**	**28,997**
PCAM-17114-10-OPB-A3 Vuisternens-Ogoz-Ass.bruit routier				130,000	101,003	101,003	28,997
PCAM-17183 Bossonnens-Assainissement bruit routier				**119,208**	**67,518**	**67,518**	**51,690**
PCAM-17183-10-OPB-A3 Bossonnens-Assainissement bruit routier				119,208	67,518	67,518	51,690
PCAM-17020 2200 Belfaux,assainissement bruit route				**152,107**	**139,648**	**139,648**	**12,459**
PCAM-17020-10-OPB-A3 Belfaux, assainissement bruit				152,107	139,648	139,648	12,459
PCAM-17128 17128-Zumholz - Assain. bruit routier				**329,913**	**329,913**	**329,913**	
PCAM-17128-10-OPB-A3 Zumholz - Assain. bruit routier				329,913	329,913	329,913	
PCAM-17017 Gruyères - Assain. bruit routier				**49,229**	**47,692**	**47,692**	**1,537**
PCAM-17017-10-OPB-A3 Gruyères - Assain. bruit routier				49,229	47,692	47,692	1,537
PCAM-17082 Schmitten-Bösingen, Ass.bruit routier				**608,847**	**605,397**	**605,397**	**3,450**
PCAM-17082-10-OPB-A3 Schmitten-Bösingen, Ass.bruit routier				608,847	605,397	605,397	3,450
PCAM-17168 17168 - Fétigny - Assain. bruit routier				**100,000**	**80,943**	**80,943**	**19,057**
PCAM-17168-10-OPB-A3 Fétigny - Assain. bruit routier				100,000	80,943	80,943	19,057
PCAM-17109 17109 - La Brillaz - Ass. bruit routier				**175,827**	**175,827**	**175,827**	
PCAM-17109-10-OPB-A3 La Brillaz - Ass. bruit routier				175,827	175,827	175,827	
PCAM-17071 Alterwil - Assainissement bruit routier				**30,000**	**26,500**	**26,500**	**3,500**
PCAM-17071-10-OPB-A3 Alterswil,Weiler Neumatt, assainis.bruit				30,000	26,500	26,500	3,500
PCAM-17063 Cressier - Assainissement bruit routier				**6,000**	**5,971**	**5,971**	**29**
PCAM-17063-10-OPB-A3 Cressier, traversée de la localité				6,000	5,971	5,971	29
PCAM-17061 Gruyères - Assainissement bruit routier				**450,000**	**354,841**	**354,841**	**95,159**
PCAM-17061-10-OPB-A3 Gruyères, traversée de la localité				450,000	354,841	354,841	95,159
PCAM-17058 Kerzers - Assainissement bruit routier				**315,274**	**201,701**	**201,701**	**113,573**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17058-10-OPB-A3 Kerzers, traversée de la localité				315,274	201,701	201,701	113,573
PCAM-17050 Montagny - Assainissement bruit routier				**571,877**	**550,450**	**550,450**	**21,427**
PCAM-17050-10-OPB-A3 Montagny, traversée de la localité				571,877	550,450	550,450	21,427
PCAM-17070 Düdingen - Assainissement bruit routier				**13,608**	**13,608**	**13,608**	
PCAM-17070-10-OPB-A3 Düdingen, traversée sud de la localité				13,608	13,608	13,608	
PCAM-17068 Middes-Torny- Ass. bruit routier				**13,650**	**13,650**	**13,650**	
PCAM-17068-10-OPB-A3 Traversée de Torny et de Middes				13,650	13,650	13,650	
PCAM-17049 Villaz-St-Pierre - Ass. bruit routier				**136,688**	**136,688**	**136,688**	
PCAM-17049-10-OPB-A3 Villaz-St-Pierre, traversée localité				136,688	136,688	136,688	
PCAM-17064 Ménières - Assainissement bruit routier				**55,047**	**55,047**	**55,047**	
PCAM-17064-10-OPB-A3 Ménières, traversée de la localité				55,047	55,047	55,047	
PCAM-17079-10 3410 Mont Vully,assainiss. bruit routier				**368,341**	**368,341**	**368,341**	
PCAM-17079-10-OPB-A3 Praz,Nant,Sugiez - assainissement bruit				368,341	368,341	368,341	
PCAM-17039 Ursy - Assainissement bruit routier				**89,424**	**85,578**	**85,578**	**3,846**
PCAM-17039-10-OPB-A3 Ursy, assainissement routier				89,424	85,578	85,578	3,846
PCAM-17170 17170 - Léchelles - Ass. bruit routier				**165,542**	**140,958**	**140,958**	**24,585**
PCAM-17170-10-OPB-A3 Léchelles - Ass. bruit routier				165,542	140,958	140,958	24,585
PCAM-17008 17008- Fribourg - Charmettes -Marly				**210,000**	**203,046**	**203,046**	**6,954**
PCAM-17008-10-OPB-A3 Fribourg - assainissement bruit routier				210,000	203,046	203,046	6,954
PCAM-17167 17167 - Estavayer-le-Lac - Ass. bruit				**95,222**	**90,416**	**90,416**	**4,806**
PCAM-17167-10-OPB-A3 Estavayer-le-Lac - Ass. bruit				95,222	90,416	90,416	4,806
PCAM-17089 17089 - Courgevaux - Ass. bruit routier				**100,000**	**73,181**	**73,181**	**26,819**
PCAM-17089-10-OPB-A3 Courgevaux - Ass. bruit routier				100,000	73,181	73,181	26,819
PCAM-17184 17184 - Granges- Assain. bruit routier				**233,775**	**215,237**	**215,237**	**18,538**
PCAM-17184-10-OPB-A3 Granges - Assain. bruit routier				233,775	215,237	215,237	18,538
PCAM-17090 17090 - Greng- Assain. bruit routier				**20,000**	**14,205**	**14,205**	**5,795**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17090-10-OPB-A3 Greng- Assain. bruit routier				20,000	14,205	14,205	5,795
PCAM-17127 Tentlingen - Assain. bruit routier				**182,531**	**169,585**	**169,585**	**12,947**
PCAM-17127-10-OPB-A3 Tentlingen - Assain. bruit routier				182,531	169,585	169,585	12,947
PCAM-17091 17091- Remauf. Attalens Boss.- Ass.bruit				**1,208,223**	**1,194,899**	**1,194,899**	**13,325**
PCAM-17091-10-OPB-A3 Remaufens-Attalens-Bossonens				1,208,223	1,194,899	1,194,899	13,325
PCAM-17145 17145 - Châtonnaye- Ass. bruit routier				**10,000**	**2,197**	**2,197**	**7,803**
PCAM-17145-10-OPB-A3 Châtonnaye- Ass. bruit routier				10,000	2,197	2,197	7,803
PCAM-17110 17110 - Le Glèbe - Assain. bruit routier				**158,228**	**158,228**	**158,228**	
PCAM-17110-10-OPB-A3 Le Glèbe - Assain. bruit routier				158,228	158,228	158,228	
PCAM-17123 17123 - Rechthalten - Ass. bruit routier				**237,201**	**237,201**	**237,201**	
PCAM-17123-10-OPB-A3 Rechthalten - Ass. bruit routier				237,201	237,201	237,201	
PCAM-17191 Cadastre et assainiss. du bruit routier				**1,197,100**	**1,102,303**	**1,102,303**	**94,797**
PCAM-17191-10-OPB-A3 Etudes et travaux divers / Cadastre				1,197,100	1,102,303	1,102,303	94,797
PCAM-17113 17113 - Treyvaux - Assain. bruit routier				**876,579**	**876,579**	**876,579**	**0**
PCAM-17113-10-OPB-A3 Treyvaux - Assain. bruit routier				876,579	876,579	876,579	0
PCAM-17132 17132-Bulle - Assain. bruit routier				**80,420**	**76,691**	**76,691**	**3,729**
PCAM-17132-10-OPB-A3 Bulle - Assain. bruit routier				80,420	76,691	76,691	3,729
PCAM-17045 Vaulruz-Assainissement bruit routier				**1,310,706**	**1,307,541**	**1,307,541**	**3,165**
PCAM-17045-10-OPB-A3 Vaulruz-traversée de la localité				1,310,706	1,307,541	1,307,541	3,165
PCAM-17998 17998 - Mandats externes - ass. bruit				**700,000**	**699,487**	**699,487**	**513**
PCAM-17998-10-OPB-A3 17998 - Mandats externes - ass. bruit				700,000	699,487	699,487	513
PCAM-17163 17163 - Cugy - Assain. bruit routier				**251,103**	**251,103**	**251,103**	
PCAM-17163-10-OPB-A3 Cugy - Assainissement bruit routier				251,103	251,103	251,103	
PCAM-17162 17162 - Cheyres - Assain. bruit routier				**903,009**	**887,875**	**887,875**	**15,134**
PCAM-17162-10-OPB-A3 Cheyres - Assainissement bruit routier				903,009	887,875	887,875	15,134
PCAM-17152 17152 - Rue - Assain. bruit routier				**577,984**	**535,959**	**535,959**	**42,025**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17152-10-OPB-A3 Rue/Promasens - Assain. bruit routier				577,984	535,959	535,959	42,025
PCAM-17088 17088 - Courlevon- Assain. bruit routier				**650,000**	**616,491**	**616,491**	**33,509**
PCAM-17088-10-OPB-A3 Courlevon- Assainissement bruit routier				650,000	616,491	616,491	33,509
PCAM-17002 17002 Villars-sur-Glâne bruit routier				**74,724**	**74,724**	**74,724**	
PCAM-17002-10-OPB-A3 Villars-sur-Glâne, Moncor, bruit routier				74,724	74,724	74,724	
PCAM-17111 17111 - Pierrafortscha - Ass. bruit rout				**527,755**	**520,741**	**520,741**	**7,014**
PCAM-17111-10-OPB-A3 Pierrafortscha - Ass. bruit routier				527,755	520,741	520,741	7,014
PCAM-17164 17164 - Delley-Portalban-Ass. bruit rout				**75,000**	**49,872**	**49,872**	**25,128**
PCAM-17164-10-OPB-A3 Delley-Portalban-Ass. bruit routier				75,000	49,872	49,872	25,128
PCAM-17165 17165 - Domdidier - Ass. bruit routier				**150,000**	**136,368**	**136,368**	**13,632**
PCAM-17165-10-OPB-A3 Domdidier - Ass. bruit routier				150,000	136,368	136,368	13,632
PCAM-17176 17176 - Sévaz - Assain. bruit routier				**50,000**	**33,444**	**33,444**	**16,556**
PCAM-17176-10-OPB-A3 Sévaz - Assain. bruit routier				50,000	33,444	33,444	16,556
PCAM-17177 17177 - St-Aubin - Assain. bruit routier				**150,000**	**61,593**	**61,593**	**88,407**
PCAM-17177-10-OPB-A3 St-Aubin - Assain. bruit routier				150,000	61,593	61,593	88,407
PCAM-17187 17187 - Semsales-Assain. bruit routier				**421,788**	**413,073**	**413,073**	**8,715**
PCAM-17187-10-OPB-A3 Semsales-Assain. bruit routier				421,788	413,073	413,073	8,715
PCAM-17120 17120 - Oberschrot-Assain. bruit routier				**93,601**	**71,247**	**71,247**	**22,355**
PCAM-17120-10-OPB-A3 Oberschrot-Assain. bruit routier				93,601	71,247	71,247	22,355
PCAM-17137 17137-Echarlens - Assain. bruit routier				**3,876**	**3,876**	**3,876**	
PCAM-17137-10-OPB-A3 Echarlens - Assain. bruit routier				3,876	3,876	3,876	
PCAM-17093 Ried bei Kerzers - Assain. bruit routier				**10,000**	**10,000**	**10,000**	
PCAM-17093-10-OPB-A3 Ried bei Kerzers - Assain. bruit routier				10,000	10,000	10,000	
PCAM-10814 Traversée de Môtier				**2,315**	**2,315**	**2,315**	
PCAM-10814-10-OPB-A3 Môtier - Assainissement bruit routier				2,315	2,315	2,315	
PCAM-17173 17173 - Nuvilly - Assain. bruit routier				**95,158**	**68,722**	**68,722**	**26,436**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17173-10-OPB-A3 Nuvilly - Assain. bruit routier				95,158	68,722	68,722	26,436
PCAM-17032 1400-Vuisternens,assainis. bruit routier				**520,576**	**498,324**	**498,324**	**22,252**
PCAM-17032-10-OPB-A3 Vuisternens-dt-Romont, assainis. bruit				520,576	498,324	498,324	22,252
PCAM-17000 Marly - Assain. bruit routier				**600,000**	**268,674**	**268,674**	**331,326**
PCAM-17000-10-OPB-A3 Marly - Assain. bruit routier				600,000	268,674	268,674	331,326
PCAM-17007 1000-Vuadens, assainissem. bruit routier				**62,648**	**56,321**	**56,321**	**6,327**
PCAM-17007-10-OPB-A3 Vuadens, assainissement bruit routier				62,648	56,321	56,321	6,327
PCAM-17016 Corminboeuf - Assain. bruit routier				**1,093**	**1,093**	**1,093**	
PCAM-17016-10-OPB-A3 Corminboeuf - Assain. bruit routier				1,093	1,093	1,093	
PCAM-17033 1400-Mézières, Assainis. bruit routier				**378,569**	**374,396**	**374,396**	**4,173**
PCAM-17033-10-OPB-A3 Mézières, assainissement bruit routier				378,569	374,396	374,396	4,173
PCAM-17037 Corbières -Assainissement bruit routier				**150,000**	**84,710**	**84,710**	**65,290**
PCAM-17037-10-OPB-A3 Corbières,assainissement bruit-trav.2018				150,000	84,710	84,710	65,290
PCAM-17188 17188 - St-Martin-Ass. bruit routier				**246,423**	**246,423**	**246,423**	
PCAM-17188-10-OPB-A3 St-Martin -Assain. bruit routier				246,423	246,423	246,423	
PCAM-17098 Gurmels - Assain. bruit routier				**535,662**	**520,077**	**520,077**	**15,584**
PCAM-17098-10-OPB-A3 Gurmels - Assain. bruit routier				535,662	520,077	520,077	15,584
PCAM-17074 Bösingen - Assainissement bruit routier				**51,000**	**50,601**	**50,601**	**399**
PCAM-17074-10-OPB-A3 Bösingen - Assainissement bruit routier				51,000	50,601	50,601	399
PCAM-17081 Les Montets – Assainissement bruit				**600,000**	**537,285**	**537,285**	**62,715**
PCAM-17081-10-OPB-A3 Les Montets – Assainissement bruit				600,000	537,285	537,285	62,715
DGC-R-2015-511 Axe 2100 Fribourg-Prez-Payerne-Estavayer	**320,000**		**320,000**	**320,000**	**303,837**	**303,837**	**16,163**
PCAM-19111 Route de contourn. de Prez-vers-Noréaz				**320,000**	**303,837**	**303,837**	**16,163**
PCAM-19111-10-10 Travaux route de contourn. Prez-v-Noréaz				320,000	303,837	303,837	16,163

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
DGC-R-2015-598 Marly-Bourguillon (Montivert-Le Claru)	**1,570,000**		**1,570,000**	**1,456,494**	**1,463,463**	**1,463,463**	**-6,968**
PCAM-10936 Marly,Montivert-le Claruz-Bande cyclable				**1,456,494**	**1,463,463**	**1,463,463**	**-6,968**
PCAM-10936-10-11 Travaux, Marly,Montivert-le Claruz-Bande				1,456,494	1,463,463	1,463,463	-6,968
DGC-R-2015-796 Amén. pistes cyclables Estavayer-Grandco	**553,366**		**553,366**	**553,366**	**553,366**	**553,366**	
PCAM-10966 Estavayer-le-Lac -Aménagements cyclables				**553,366**	**553,366**	**553,366**	
PCAM-10966-10-10 Estavayer-le-Lac,particiation amén. vélo				553,366	553,366	553,366	
A-2016-65 Châtel-Bossonnens,déplacement RC et gare	**3,000,000**		**3,000,000**	**3,000,000**	**2,700,973**	**2,700,973**	**299,027**
PCAM-10960 Châtel-St-Denis, nouvel axe cantonal				**3,000,000**	**2,700,973**	**2,700,973**	**299,027**
PCAM-10960-10-10 Acquisitions anticipées - Tronçon RC1				3,000,000	2,700,973	2,700,973	299,027
ACE-2016-881 Plasselb, assain. glissement de terrain	**400,000**		**400,000**	**400,000**	**332,619**	**332,619**	**67,381**
PCAM-10795 10795 - Plasselb-Ass. falaise-trottoir				**400,000**	**332,619**	**332,619**	**67,381**
PCAM-10795-10-11 Plasselb, assainissement glissement 2016				400,000	332,619	332,619	67,381
DGC-R-2016-014 Etude/acquisit. jonction N12 Fribourg S.	**11,537,800**		**11,537,800**	**6,950,000**	**2,595,160**	**2,595,160**	**4,354,840**
PCAM-10915 Villars-sur-Glâne, jonction Fribourg Sud				**5,950,000**	**2,414,293**	**2,414,293**	**3,535,707**
PCAM-10915-10-04 Acquisition terrain route d'accès HFR				4,250,000	1,332,942	1,332,942	2,917,058
PCAM-10915-10-03 Jonction N12-HFR, Belle-Croix				1,700,000	1,081,351	1,081,351	618,649
PCAM-11005 2100- Villars-s-Glâne,Belle-Croix/carref				**1,000,000**	**180,867**	**180,867**	**819,133**
PCAM-11005-10-02 Villars-sur-Glâne,carrefour Belle-Croix				1,000,000	180,867	180,867	819,133
DGC-R-2016-072 Gruyères-Pont sur la Trême, reconstruct.	**4,580,000**		**4,580,000**	**4,580,000**	**3,496,839**	**3,496,839**	**1,083,161**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10741 Gruyères -Assainissement bruit routier				**4,580,000**	**3,496,839**	**3,496,839**	**1,083,161**
PCAM-10741-10-10 Gruyères, pont sur la Trême+aménagement				4,580,000	3,496,839	3,496,839	1,083,161
DGC-R-2016-116 Etudes pour 7 routes de contournements	**34,750,000**		**34,750,000**	**34,750,000**	**10,031,559**	**10,031,559**	**24,718,441**
PCAM-19157 Route de contournement de Belfaux				**6,050,000**	**3,693**	**3,693**	**6,046,307**
PCAM-19157-10-01 Contournement de Belfaux-étude/acquisit.				6,050,000	3,693	3,693	6,046,307
PCAM-19158 Route de contournement de Courtepin				**6,650,000**			**6,650,000**
PCAM-19158-10-01 Contournement Courtepin-étude/acquisit.				6,650,000			6,650,000
PCAM-19159 Route de contournement de Neyruz				**6,150,000**			**6,150,000**
PCAM-19159-10-01 Contournement de Neyruz-étude/acquisit.				6,150,000			6,150,000
PCAM-19160 Route de contournement de Romont				**2,400,000**	**1,207,632**	**1,207,632**	**1,192,368**
PCAM-19160-10-01 Contournement de Romont-tronçon EST				2,400,000	1,207,632	1,207,632	1,192,368
PCAM-19162 Route de contournement de Givisiez				**6,100,000**	**4,200,269**	**4,200,269**	**1,899,731**
PCAM-19162-10-01 Contournement de Givisiez-étude/acquis.				6,100,000	4,200,269	4,200,269	1,899,731
PCAM-19161 Route de contournement de Kerzers				**2,000,000**	**943,493**	**943,493**	**1,056,507**
PCAM-19161-10-01 Contournement de Kerzers-étude/acquisit.				2,000,000	943,493	943,493	1,056,507
PCAM-19111 Route de contourn. de Prez-vers-Noréaz				**2,800,000**	**1,935,932**	**1,935,932**	**864,068**
PCAM-19111-10-03 Contournement de Prez-v-Noréaz / étude				2,800,000	1,935,932	1,935,932	864,068
PCAM-19160 Route de contournement de Romont				**2,600,000**	**1,740,541**	**1,740,541**	**859,459**
PCAM-19160-10-02 Contournement de Romont-tronçon SUD				2,600,000	1,740,541	1,740,541	859,459
DGC-R-2016-117 Projet Tiguelet à Givisiez(suppr. p.à n)	**17,030,000**		**17,030,000**	**17,030,000**	**17,050,697**	**17,050,697**	**-20,697**
PCAM-10757 Projet Tiguelet à Givisiez				**17,030,000**	**17,050,697**	**17,050,697**	**-20,697**
PCAM-10757-10-05 Givisiez-Pont du Tiguelet - études				3,730,000	2,465,081	2,465,081	1,264,919
PCAM-10757-10-10 Givisiez-Pont du Tiguelet - travaux				13,300,000	14,585,617	14,585,617	-1,285,617

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
ACE-2017-122 Estavayer, itinér.cyclable des lacustres	**584,027**		**584,027**	**84,396**	**84,396**	**84,396**	**0**
PCAM-11027 2500-Cheyres-Châbles,chemin la Bergerie				**84,396**	**84,396**	**84,396**	**0**
PCAM-11027-10-01 Cheyres-Châbles,chemin de la Bergerie				84,396	84,396	84,396	0
ACE-2017-376 Morat, assainis. PS TPF Champ Olivier	**580,000**		**580,000**	**486,000**	**415,591**	**415,591**	**70,409**
PCAM-10941 Morat, Champ Olivier - Assain.PS TPF ,				**486,000**	**415,591**	**415,591**	**70,409**
PCAM-10941-10-11 PS TPF Champ-Olivier, Morat				486,000	415,591	415,591	70,409
DGC-R-2017-056 Châtel-St-Denis, déplacement gare TPF	**14,350,000**		**14,350,000**	**14,350,000**	**6,414,999**	**6,414,999**	**7,935,001**
PCAM-10960 Châtel-St-Denis, nouvel axe cantonal				**14,350,000**	**6,414,999**	**6,414,999**	**7,935,001**
PCAM-10960-10-02 Châtel-St-Denis-gare, fin des études				9,100,000	6,314,047	6,314,047	2,785,953
PCAM-10960-10-11 Châtel-St-Denis-gare, fin acquisitions				5,250,000	100,951	100,951	5,149,049
ACE-2018-1082 Aire La Joux-des-Ponts,Sâles-aménag.comp	**470,000**		**470,000**	**470,000**	**470,000**	**470,000**	
PCAM-10939 10939 - Aire multifonct. Joux-des-Ponts				**470,000**	**470,000**	**470,000**	
PCAM-10939-10-11 Aire multifonct. Joux-des-Ponts Sâles				470,000	470,000	470,000	
ACE-2018-648 Kerzers, passage à niveau Moosgasse	**350,450**		**350,450**	**246,410**	**246,410**	**246,410**	
PCAM-10998 3440- Kerzers, Neugestaltung Moosgasse				**246,410**	**246,410**	**246,410**	
PCAM-10998-10-11 Kerzers-Erneuerung Bahnübergang				246,410	246,410	246,410	
ACE-2018-936 Marly, réaménag. RC Pérolles-Grangette	**3,142,000**		**3,142,000**	**3,142,000**	**4,071,641**	**4,071,641**	**-929,641**
PCAM-10938 Marly, Pérolles-Grangettes - Aménagement				**3,142,000**	**4,071,641**	**4,071,641**	**-929,641**
PCAM-10938-10-10 Marly, Pérolles-Grangettes - Travaux				3,142,000	4,071,641	4,071,641	-929,641

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
DGC-R-2018-012 "en Bataille", Broc -réaménagement route	**5,795,000**		**5,795,000**	**5,795,000**	**5,794,376**	**5,794,376**	**624**
PCAM-10951 "en Bataille"-Broc, réaménag.route				**5,795,000**	**5,794,376**	**5,794,376**	**624**
PCAM-10951-10-01 Broc-"En Bataille", études				895,000	894,376	894,376	624
PCAM-10951-10-10 Broc-"En Bataille", travaux				4,900,000	4,900,000	4,900,000	
DGC-R-2018-046 Jonction autoroutière Matran,réaménagem.	**6,700,000**		**6,700,000**	**6,700,000**	**861,241**	**861,241**	**5,838,759**
PCAM-11004 2000-Matran, jonction autoroutière				**6,700,000**	**861,241**	**861,241**	**5,838,759**
PCAM-11004-10-10 Matran-jonction,particip.travaux OFROU				6,700,000	861,241	861,241	5,838,759
DGC-R-2018-047 RC Riederberg-Bösingen, réaménagement	**10,050,000**		**10,050,000**	**9,293,111**	**8,767,201**	**8,767,201**	**525,910**
PCAM-10664 Duedingen-Boesingen / Duedingen-Laupen				**9,293,111**	**8,767,201**	**8,767,201**	**525,910**
PCAM-10664-10-17 Renaturation du Richterwilbach				182,440	181,843	181,843	597
PCAM-10664-10-05 Riederberg-Honoraire Ing.civil II et av1				445,027	396,082	396,082	48,945
PCAM-10664-10-06 Riederberg-Honoraires spécialistes				415,000	384,237	384,237	30,763
PCAM-10664-10-12 Riederberg-Travaux route et mur (lot 1)				5,289,858	5,289,857	5,289,857	1
PCAM-10664-10-13 Riederberg-Travaux pont (Lot 2)				2,301,753	2,301,753	2,301,753	0
PCAM-10664-10-14 Riederberg-Démolition bâti+assain(lot 3)				99,773	99,773	99,773	
PCAM-10664-10-15 Riederberg- Mobilité douce				409,260			409,260
PCAM-10664-10-16 Riederberg-Assurance RC construction				150,000	113,656	113,656	36,344
ACE-2019-227 Bandes cyclables route du Lac Noir	**250,000**		**250,000**	**85,395**	**85,395**	**85,395**	
PCAM-11011 3000-Bandes cyclables route Lac Noir				**85,395**	**85,395**	**85,395**	
PCAM-11011-10-10 Route Lac Noir-bandes cyclables				85,395	85,395	85,395	
DGC-R-2019-008 Réaménagem. Rte de la Fonderie, Fribourg	**8,290,000**		**8,290,000**	**8,290,000**	**5,120,117**	**5,120,117**	**3,169,883**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10767 Reconstruction PS CFF Fonderie				**8,290,000**	**5,120,117**	**5,120,117**	**3,169,883**
PCAM-10767-10-03 PS CFF et Rte de la Fonderie, Fribourg				8,290,000	5,120,117	5,120,117	3,169,883
DGC-R-2019-021 Arrêts de bus en bordure de routes cant.	**21,228,000**		**21,228,000**	**10,857,701**	**5,346,243**	**5,346,243**	**5,511,458**
PCAM-20009 1100-Broc, carrefour Bataille Lhand				**65,121**	**61,883**	**61,883**	**3,238**
PCAM-20009-10-10 Broc-carrefour Bataille/sens Broc				65,121	61,883	61,883	3,238
PCAM-20011 1200- Hauteville Lhand (sens Fribourg)				**53,449**	**51,479**	**51,479**	**1,970**
PCAM-20011-10-10 Hauteville-Le Ruz/Longemort,sens Fribour				53,449	51,479	51,479	1,970
PCAM-20012 1300-Gibloux,carrefour Corpataux /Bulle				**28,904**	**5,815**	**5,815**	**23,089**
PCAM-20012-10-10 Gibloux-carrefour Corpataux /sens Bulle				28,904	5,815	5,815	23,089
PCAM-20013 1300-Gibloux,carrefour Corpataux /Fribou				**28,904**	**5,815**	**5,815**	**23,089**
PCAM-20013-10-10 Gibloux-carrefour Corpataux /sens Fribou				28,904	5,815	5,815	23,089
PCAM-20014 1300-Gumefens,carrefour Pont Gérignoz				**26,557**	**9,207**	**9,207**	**17,350**
PCAM-20014-10-10 Gumefens-carrefour Pont Gerignoz/Bulle				26,557	9,207	9,207	17,350
PCAM-20015 1300-Gumefens,carrefour Pont Gérignoz				**26,557**	**9,207**	**9,207**	**17,350**
PCAM-20015-10-10 Gumefens-carrefour Pont Gerignoz/Fribour				26,557	9,207	9,207	17,350
PCAM-20016 1410-La Joux,traversée du village/Bouloz				**46,224**	**40,917**	**40,917**	**5,307**
PCAM-20016-10-10 La Joux-traversée du village vers Bouloz				46,224	40,917	40,917	5,307
PCAM-20017 1410-La Joux,traversée du village/Romont				**41,224**	**36,173**	**36,173**	**5,051**
PCAM-20017-10-10 La Joux-traversée du village vers Romont				41,224	36,173	36,173	5,051
PCAM-20018 2000-Le Flon, Porsel sens Palézieux				**51,698**	**44,991**	**44,991**	**6,707**
PCAM-20018-10-10 Le Flon-Porsel, sens Palézieux				51,698	44,991	44,991	6,707
PCAM-20049 2120-Corminboeuf,arrêt anc. Poste				**50,000**			**50,000**
PCAM-20049-10-01 Vuissens, arrêt bus et carrefour				50,000			50,000
PCAM-20075 2420-Les Montets,arrêt bus provisoire				**50,000**	**11,729**	**11,729**	**38,271**
PCAM-20075-10-10 Les Montets-arrêt bus provisoire				50,000	11,729	11,729	38,271

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10831 1410-Bouloz,réaménag. RC PR0475-0575				**300,000**	**19,960**	**19,960**	**280,040**
PCAM-10831-10-11 Bouloz-arrêt de bus				300,000	19,960	19,960	280,040
PCAM-20077 1010-Les Paccots,Les Mayens,arrêts bus				**185,000**	**150,744**	**150,744**	**34,256**
PCAM-20077-10-10 Les Paccots-Les Mayens, arrêts bus				185,000	150,744	150,744	34,256
PCAM-20076 2000-Bouloz, arrêt de bus Les Esserts				**10,000**	**3,379**	**3,379**	**6,621**
PCAM-20076-10-10 Bouloz, arrêt de bus Les Esserts				10,000	3,379	3,379	6,621
PCAM-20096 1100/Val-de-Charmey,arrêt Tzintre d.Jaun				**20,000**	**2,107**	**2,107**	**17,893**
PCAM-20096-10-01 Val-de-Charmey,arrêt bus Tzintre d.Jaun				20,000	2,107	2,107	17,893
PCAM-10972 Wünnewil-Flamatt, Flamatt - Valtraloc				**105,000**	**85,813**	**85,813**	**19,187**
PCAM-10972-10-10 Flamatt-Valtraloc arrêt de bus				105,000	85,813	85,813	19,187
PCAM-20126 1200-Corbières,arrêt bus Vanel d.Bulle				**17,000**	**10,141**	**10,141**	**6,859**
PCAM-20126-10-10 Corbières, arrêt bus Vanel d.Bulle				17,000	10,141	10,141	6,859
PCAM-20127 1200-Corbières,arrêt bus Vanel d.Fribour				**17,000**	**10,141**	**10,141**	**6,859**
PCAM-20127-10-10 Corbières, arrêt bus Vanel d.Fribourg				17,000	10,141	10,141	6,859
PCAM-10926 Montagny, secteur Cousset - Arrêt de bus				**130,000**	**100,153**	**100,153**	**29,847**
PCAM-10926-10-11 Montagny, secteur Cousset - Arrêt de bus				130,000	100,153	100,153	29,847
PCAM-20019 1030-Pringy, arrêt de bus La Loue				**50,000**	**13,436**	**13,436**	**36,564**
PCAM-20019-10-01 Pringy-arrêt de bus La Loue				50,000	13,436	13,436	36,564
PCAM-20021 2120-Corminboeuf, Village-Chésopelloz				**70,000**	**22,312**	**22,312**	**47,688**
PCAM-20021-10-10 Corminboeuf, arrêt Village-Chésopelloz				70,000	22,312	22,312	47,688
PCAM-20022 1530-Vauderens, arrêt direction Ursy				**70,500**	**70,423**	**70,423**	**77**
PCAM-20022-10-10 Vauderens, arrêt direction Ursy				70,500	70,423	70,423	77
PCAM-20074 1300-Ecuvillens,arrêt bus Champ N d.Frib				**50,000**	**9,249**	**9,249**	**40,751**
PCAM-20074-10-01 Ecuvillens-arrêt bus Champ Nord d.Frib.				50,000	9,249	9,249	40,751
PCAM-20073 1300-Ecuvillens,arrêt bus Champ N d.Bull				**50,000**	**7,049**	**7,049**	**42,951**
PCAM-20073-10-01 Ecuvillens-arrêt bus Champ Nord d.Bulle				50,000	7,049	7,049	42,951

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20072 1300-Posieux,arrêt bus Village d.Bulle				**50,000**	**9,949**	**9,949**	**40,051**
PCAM-20072-10-01 Posieux-arrêt bus Village d.Bulle				50,000	9,949	9,949	40,051
PCAM-20070 1300-Posieux,arrêt bus Vany d.Bulle				**50,000**	**11,073**	**11,073**	**38,927**
PCAM-20070-10-01 Posieux-arrêt bus Vany d.Bulle				50,000	11,073	11,073	38,927
PCAM-20068 1310-Ependes,arrêt bus Village d.Treyvau				**50,000**	**5,616**	**5,616**	**44,384**
PCAM-20068-10-01 Ependes,arrêt bus Village d.Treyvaux				50,000	5,616	5,616	44,384
PCAM-20093 1540-Attalens,arrêt bus La Chaussia				**550,000**	**320,695**	**320,695**	**229,305**
PCAM-20093-10-01 Attalens,arrêt bus La Chaussia				550,000	320,695	320,695	229,305
PCAM-20036 2120-Corminboeuf,arrêt anc. Poste				**35,000**	**9,135**	**9,135**	**25,865**
PCAM-20036-10-01 Corminboeuf,arrêt anc. Poste-Sarine Nord				35,000	9,135	9,135	25,865
PCAM-20998 Arrêts bus LHand, Mandats externes				**2,050,000**	**1,527,673**	**1,527,673**	**522,327**
PCAM-20998-10-01 Mandats externes				2,050,000	1,527,673	1,527,673	522,327
PCAM-20008 1100-Broc,carref. Bataille/sens Charmey				**67,782**	**67,544**	**67,544**	**238**
PCAM-20008-10-10 Broc-carrefour Bataille/sens Charmey				67,782	67,544	67,544	238
PCAM-10971 Siviriez -Chavannes-les-Forts -Arrêt bus				**225,000**	**222,798**	**222,798**	**2,202**
PCAM-10971-10-12 Siviriez-Chavannes/Forts Arrêt bus-Trav.				225,000	222,798	222,798	2,202
PCAM-20056 2400-Aumont, arrêt bus Village d.Vesin				**2,496**	**2,496**	**2,496**	**0**
PCAM-20056-10-10 Aumont, arrêt bus Village d.Vesin				2,496	2,496	2,496	0
PCAM-20057 2400-Aumont, arrêt bus Village d.Nuvilly				**2,496**	**2,496**	**2,496**	
PCAM-20057-10-10 Aumont, arrêt bus Village d.Nuvilly				2,496	2,496	2,496	
PCAM-20030 1310-Autigny,arrêt de bus Café de l'Ecu				**30,000**	**18,501**	**18,501**	**11,500**
PCAM-20030-10-01 Autigny-arrêt de bus Café de l'Ecu				30,000	18,501	18,501	11,500
PCAM-20037 1320-Vuisternens-Ogoz,arrêt bus Le Haut				**50,000**	**8,691**	**8,691**	**41,309**
PCAM-20037-10-01 Vuisternens-en-Ogoz, arrêt bus Le Haut				50,000	8,691	8,691	41,309
PCAM-20040 1320-Villarlod, arrêt de bus Café				**20,000**	**3,295**	**3,295**	**16,705**
PCAM-20040-10-01 Villarlod-arrêt de bus Café				20,000	3,295	3,295	16,705

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20041 1320-Villarlod, arrêt de bus Café				**20,000**	**2,196**	**2,196**	**17,804**
PCAM-20041-10-01 Villarlod-arrêt de bus Café				20,000	2,196	2,196	17,804
PCAM-20043 1320-Vuisternens-Ogoz,arrêt bus Croisée				**20,000**	**8,140**	**8,140**	**11,860**
PCAM-20043-10-01 Vuisternens-en-Ogoz, arrêt bus Croisée				20,000	8,140	8,140	11,860
PCAM-20044 1320-Vuisternens-Ogoz,arrêt bus Croisée				**20,000**	**12,100**	**12,100**	**7,900**
PCAM-20044-10-01 Vuisternens-en-Ogoz, arrêt bus Croisée				20,000	12,100	12,100	7,900
PCAM-20045 1320-Farvagny-le-Grand, arrêt de bus				**20,000**			**20,000**
PCAM-20045-10-01 Farvagny-le-Grand, arrêt de bus				20,000			20,000
PCAM-20046 1320-Farvagny-le-Grand, arrêt de bus				**20,000**			**20,000**
PCAM-20046-10-01 Farvagny-le-Grand, arrêt de bus				20,000			20,000
PCAM-20047 1400-Corserey,arrêt bus Café Châtaignier				**20,000**	**2,646**	**2,646**	**17,354**
PCAM-20047-10-01 Corserey-arrêt bus Café du Châtaignier				20,000	2,646	2,646	17,354
PCAM-20048 1400-Corserey,arrêt bus Café Châtaignier				**20,000**	**2,646**	**2,646**	**17,354**
PCAM-20048-10-01 Corserey-arrêt bus Café du Châtaignier				20,000	2,646	2,646	17,354
PCAM-20024 2010-Siviriez,arrêt bus village d.Romont				**160,000**	**2,720**	**2,720**	**157,280**
PCAM-20024-10-10 Siviriez-arrêt bus village/ travaux				160,000	2,720	2,720	157,280
PCAM-20071 1300-Posieux,arrêt bus Village d. Frib.				**50,000**	**9,499**	**9,499**	**40,501**
PCAM-20071-10-01 Posieux-arrêt bus Village d.Fribourg				50,000	9,499	9,499	40,501
PCAM-20069 1310-Ependes,arrêt bus Village d. Frib.				**50,000**	**5,166**	**5,166**	**44,834**
PCAM-20069-10-01 Ependes,arrêt bus Village d.Fribourg				50,000	5,166	5,166	44,834
PCAM-20067 1210-Le Mouret,arrêt bus Moulin d.Bonnef				**50,000**	**5,364**	**5,364**	**44,636**
PCAM-20067-10-01 Le Mouret,arrêt bus Moulin d.Bonnefont.				50,000	5,364	5,364	44,636
PCAM-20066 1200-Le Mouret,arrêt bus Essert d. Frib.				**50,000**	**4,716**	**4,716**	**45,284**
PCAM-20066-10-01 Le Mouret,arrêt bus Essert d. Fribourg				50,000	4,716	4,716	45,284
PCAM-20065 1200-Le Mouret,arrêt bus Essert d. Bulle				**50,000**	**7,165**	**7,165**	**42,835**
PCAM-20065-10-01 Le Mouret,arrêt bus Essert d. Bulle				50,000	7,165	7,165	42,835

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20064 1200-Le Mouret,arrêt bus Village d.Frib.				**50,000**	**6,193**	**6,193**	**43,807**
PCAM-20064-10-01 Le Mouret,arrêt bus Village d. Fribourg				50,000	6,193	6,193	43,807
PCAM-20063 1200-Le Mouret,arrêt bus Village d.Bulle				**50,000**	**6,517**	**6,517**	**43,483**
PCAM-20063-10-01 Le Mouret,arrêt bus Village d. Bulle				50,000	6,517	6,517	43,483
PCAM-20062 1200-Marly,arrêt bus Gérine d.Treyvaux				**20,000**	**2,250**	**2,250**	**17,750**
PCAM-20062-10-01 Marly-arrêt bus Gérine d.Treyvaux				20,000	2,250	2,250	17,750
PCAM-10973 Plaffeien-Kurschürli-Arrêt bus+Valtraloc				**120,000**	**54,710**	**54,710**	**65,290**
PCAM-10973-10-12 Plaffeien-Kurschürli-arrêts bus				120,000	54,710	54,710	65,290
PCAM-20098 3100-Giffers,Bushaltestelle Dorf (-)				**20,000**	**3,237**	**3,237**	**16,763**
PCAM-20098-10-01 Giffers-Bushaltestelle Dorf (-)				20,000	3,237	3,237	16,763
PCAM-20099 3100-Giffers,Bushaltestelle Dorf (+)				**20,000**	**3,237**	**3,237**	**16,763**
PCAM-20099-10-01 Giffers-Bushaltestelle Dorf (+)				20,000	3,237	3,237	16,763
PCAM-20100 3000-Oberschrot,Bushaltestelle Büel (-)				**20,000**	**4,867**	**4,867**	**15,133**
PCAM-20100-10-01 Oberschrot-Bushaltestelle Büel (-)				20,000	4,867	4,867	15,133
PCAM-20102 3130-Rechthalten,Bushaltestelle Dorf (-)				**20,000**	**3,476**	**3,476**	**16,524**
PCAM-20102-10-01 Rechthalten-Bushaltestelle Dorf (-)				20,000	3,476	3,476	16,524
PCAM-20103 3130-Rechthalten,Bushaltestelle Dorf (+)				**20,000**	**3,476**	**3,476**	**16,524**
PCAM-20103-10-01 Rechthalten-Bushaltestelle Dorf (+)				20,000	3,476	3,476	16,524
PCAM-20114 2500-Estavayer,arrêt bus Font d.Estav.				**25,000**			**25,000**
PCAM-20114-10-10 Estavayer-arrêt bus Font dir.Estavayer				25,000			25,000
PCAM-20115 2500-Estavayer,arrêt bus Font d.Cheyres				**25,000**			**25,000**
PCAM-20115-10-10 Estavayer-arrêt bus Font dir.Cheyres				25,000			25,000
PCAM-20116 2430-Estavayer,arrêt bus La Vounaise d.M				**50,000**			**50,000**
PCAM-20116-10-10 Estavayer-arrêt bus La Vounaise d.Murist				50,000			50,000
PCAM-20117 2430-Estavayer,arrêt bus La Vounaise d.B				**75,000**			**75,000**
PCAM-20117-10-10 Estavayer-arrêt bus La Vounaise d.Bollio				75,000			75,000

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20118 2430-Estavayer,arrêt bus Murist Village				**135,000**			**135,000**
PCAM-20118-10-10 Estavayer-arrêt bus Murist Village				135,000			135,000
PCAM-20119 1320-Gibloux,arrêt Rueyres d. Villarlod				**50,000**	**1,750**	**1,750**	**48,250**
PCAM-20119-10-01 Gibloux,arrêt Rueyres-St-L. d. Villarlod				50,000	1,750	1,750	48,250
PCAM-20120 1320-Gibloux,arrêt Rueyres d.Vuisternens				**50,000**	**1,750**	**1,750**	**48,250**
PCAM-20120-10-01 Gibloux,arrêt Rueyres-St-L. d. Vuisterne				50,000	1,750	1,750	48,250
PCAM-20122 2040-Ménières,Valtraloc place du village				**175,000**			**175,000**
PCAM-20122-10-10 Ménières-Valtraloc place du village/ bus				175,000			175,000
PCAM-20130 1200-Botterens,arrêt bus Village d.Charm				**25,000**			**25,000**
PCAM-20130-10-10 Botterens,arrêt bus Village d. Charmey				25,000			25,000
PCAM-20133 1530-Montet,arrêt bus Village d.Palézieu				**25,000**			**25,000**
PCAM-20133-10-10 Montet-arrêt bus Village d. Palézieux				25,000			25,000
PCAM-20132 1530-Montet, arrêt bus Village d. Romont				**25,000**			**25,000**
PCAM-20132-10-10 Montet-arrêt bus Village d. Romont				25,000			25,000
PCAM-20131 1200-Botterens,arrêt bus Village d.Corbi				**25,000**			**25,000**
PCAM-20131-10-10 Botterens,arrêt bus Village d. Corbières				25,000			25,000
PCAM-20000 1000-Châtel-St-Denis, arrêt de bus				**50,000**	**35,777**	**35,777**	**14,223**
PCAM-20000-10-10 Châtel-St-Denis-arrêt bus Bellière				50,000	35,777	35,777	14,223
PCAM-10983 3000-Murten,Valtraloc u.Bushalt.Leimera				**160,000**			**160,000**
PCAM-10983-10-10 Murten-Bushaltestelle Leimera				160,000			160,000
PCAM-20020 1400-Chatonnaye, Poste-Payerne				**80,000**	**10,483**	**10,483**	**69,517**
PCAM-20020-10-10 Chatonnaye, arrêt Poste-Payerne				80,000	10,483	10,483	69,517
PCAM-20023 1530-Vauderens, route d'Ursy_Vauderens				**70,000**	**10,483**	**10,483**	**59,517**
PCAM-20023-10-10 Vauderens, route d'Ursy_Vauderens				70,000	10,483	10,483	59,517
PCAM-20025 3100-Tentlingen,arrêt bus Planfayon				**29,842**	**29,842**	**29,842**	
PCAM-20025-10-10 Tentlingen, arrêt bus dir.Planfayon				29,842	29,842	29,842	

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20026 3000-Mariahilf, arrêt bus dir. Tafers				**35,273**	**35,273**	**35,273**	
PCAM-20026-10-10 Mariahilf, arrêt de bus dir. Tafers				35,273	35,273	35,273	
PCAM-20027 2375-Alterswil, arrêt de bus dir.Geriwil				**38,121**	**38,121**	**38,121**	
PCAM-20027-10-10 Alterswil, arrêt de bus dir. Geriwil				38,121	38,121	38,121	
PCAM-20028 1340-Villaz-St-Pierre,arrêt bus Laiterie				**60,000**	**10,483**	**10,483**	**49,517**
PCAM-20028-10-10 Fuyens,arrêt bus Laiterie dir.Villaz-St-				60,000	10,483	10,483	49,517
PCAM-10935 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				**107,000**	**80,307**	**80,307**	**26,694**
PCAM-10935-10-12 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				107,000	80,307	80,307	26,694
PCAM-20042 2000-Villaz-St-Pierre,arrêt bus dir Farv				**80,000**	**10,483**	**10,483**	**69,517**
PCAM-20042-10-10 Villaz-St-Pierre,arrêt bus dir Farvagny				80,000	10,483	10,483	69,517
PCAM-20050 3000-Gurmels,Bushaltestelle Dorf R.Düd.				**70,000**	**57,395**	**57,395**	**12,605**
PCAM-20050-10-10 Gurmels-Bushaltestelle Dorf R.Düdingen				70,000	57,395	57,395	12,605
PCAM-20058 1200 La Roche,arrêt bus Poste d.Fribourg				**70,000**	**23,161**	**23,161**	**46,839**
PCAM-20058-10-01 La Roche,arrêt bus Poste d.Bulle				70,000	23,161	23,161	46,839
PCAM-20059 1200 La Roche, arrêt bus Poste d. Bulle				**120,000**	**36,214**	**36,214**	**83,786**
PCAM-20059-10-01 La Roche, arrêt bus Poste d. Fribourg				120,000	36,214	36,214	83,786
PCAM-11040 1100-Charmey, aménagement 6 arrêts bus				**120,000**	**2,875**	**2,875**	**117,125**
PCAM-11040-10-02 Charmey. arrêt bus Télécabine				40,000	958	958	39,042
PCAM-11040-10-03 Charmey. arrêt bus Corb. Villa.				80,000	1,917	1,917	78,083
PCAM-20001 1000-Châtel-St-Denis,arrêt bus Paccot				**80,000**	**68,549**	**68,549**	**11,451**
PCAM-20001-10-10 Châtel-St-Denis-arrêt Bellière-Paccot				80,000	68,549	68,549	11,451
PCAM-20006 3100-Tentlingen,arrêt Dürrenberg-Plaffei				**36,654**	**36,654**	**36,654**	
PCAM-20006-10-10 Tentlingen,arrêt Dürrenberg-Plaffeien				36,654	36,654	36,654	
PCAM-20005 3100-Tentlingen,arrêt Dürrenberg-Fribour				**23,030**	**23,030**	**23,030**	
PCAM-20005-10-10 Tentlingen,arrêt Dürrenberg-Fribourg				23,030	23,030	23,030	
PCAM-20004 3000-Alterswil,arrêt bus Geriwil				**31,316**	**31,316**	**31,316**	
PCAM-20004-10-10 Alterswil, arrêt de bus Geriwil				31,316	31,316	31,316	

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20003 3000-Mariahilf,arrêt bus Mariahilf-Schm.				**34,777**	**34,777**	**34,777**	
PCAM-20003-10-10 Mariahilf,arrêt bus Mariahilf-Schmitten				34,777	34,777	34,777	
PCAM-20002 3100-Tentlingen,arrêt de bus Dorf				**29,471**	**29,471**	**29,471**	
PCAM-20002-10-10 Tentlingen,arrêt de bus Dorf				29,471	29,471	29,471	
PCAM-20029 2100-Avry,arrêt bif-secteur Sarine Nord				**20,000**	**7,566**	**7,566**	**12,434**
PCAM-20029-10-10 Avry, arrêt bif-secteur Sarine Nord				20,000	7,566	7,566	12,434
PCAM-20031 2200 Givisiez,arrêt Escale-Sarine Nord				**20,000**	**4,957**	**4,957**	**15,043**
PCAM-20031-10-10 Givisiez, arrêt Escale-Sarine Nord				20,000	4,957	4,957	15,043
PCAM-20034 2100 Villars-s-Glâne,arrêt Moncor				**250,000**	**130,707**	**130,707**	**119,293**
PCAM-20034-10-10 Villars-s-Glâne,arrêt Moncor Sarine Nord				250,000	130,707	130,707	119,293
PCAM-20035 2100 Villars-s-Glâne,arrêt Moncor				**300,000**	**44,798**	**44,798**	**255,202**
PCAM-20035-10-10 Villars-s-Glâne,arrêt Moncor Sarine Nord				300,000	44,798	44,798	255,202
PCAM-20036 2120-Corminboeuf,arrêt anc. Poste				**220,000**	**9,654**	**9,654**	**210,346**
PCAM-20036-10-10 Corminboeuf,arrêt anc. Poste-Sarine Nord				220,000	9,654	9,654	210,346
PCAM-20038 2120-Corminboeuf,arrêt Village				**30,000**	**25,308**	**25,308**	**4,692**
PCAM-20038-10-10 Corminboeuf,arrêt Village-Sarine Nord				30,000	25,308	25,308	4,692
PCAM-20039 2120-Corminboeuf, arrêt Amont				**270,000**	**33,899**	**33,899**	**236,101**
PCAM-20039-10-10 Corminboeuf,arrêt Amont -Sarine Nord				270,000	33,899	33,899	236,101
PCAM-20124 2220-Misery, arrêt de bus dir. Avenches				**25,000**			**25,000**
PCAM-20124-10-10 Misery-arrêt de bus dir. Avenches				25,000			25,000
PCAM-20125 2220-Misery, arrêt de bus dir. Fribourg				**25,000**			**25,000**
PCAM-20125-10-10 Misery-arrêt de bus dir. Fribourg				25,000			25,000
PCAM-20095 1230 Echarlens,arrêt village d.Fribourg				**45,000**	**8,207**	**8,207**	**36,793**
PCAM-20095-10-01 Echarlens, arrêt village dir. Corbières				45,000	8,207	8,207	36,793
PCAM-20061 1300-Fribourg,arrêt bus rte de la Glâne				**35,000**	**19,660**	**19,660**	**15,340**
PCAM-20061-10-10 Fribourg,arrêt bus rte de la Glâne d.Fri				35,000	19,660	19,660	15,340

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10901 Romont - Rte Parqueterie, collecteur EC				**510,000**	**477,726**	**477,726**	**32,274**
PCAM-10901-10-11 Romont - Rte Parqueterie, arrêt de bus				510,000	477,726	477,726	32,274
PCAM-10975 St.Silvester-Neumat-Ebnet-Dorf-Arrêt bus				**205,000**	**130,850**	**130,850**	**74,150**
PCAM-10975-10-11 St-Sylvestre - Trois arrêts de bus-suite				205,000	130,850	130,850	74,150
PCAM-20060 1300-Fribourg,arrêt bus rte de la Glâne				**30,000**	**13,218**	**13,218**	**16,782**
PCAM-20060-10-10 Fribourg,arrêt bus rte de la Glâne d.VSG				30,000	13,218	13,218	16,782
PCAM-20094 1230 Echarlens,arrêt village dir. Bulle				**45,000**	**7,536**	**7,536**	**37,464**
PCAM-20094-10-01 Echarlens, arrêt village dir. Bulle				45,000	7,536	7,536	37,464
PCAM-20999 Arrêts de bus-achat de bordures (stock)				**300,000**	**244,618**	**244,618**	**55,382**
PCAM-20999-10-01 Achat de bordures (stock)				300,000	244,618	244,618	55,382
PCAM-20101 3000-Oberschrot,Bushaltestelle Büel (+)				**20,000**	**4,867**	**4,867**	**15,133**
PCAM-20101-10-01 Oberschrot-Bushaltestelle Büel (+)				20,000	4,867	4,867	15,133
PCAM-20104 3200-Heitenried, Bushaltestelle Dorf				**20,000**	**3,387**	**3,387**	**16,613**
PCAM-20104-10-01 Heitenried-Bushaltestelle Dorf				20,000	3,387	3,387	16,613
PCAM-20105 3200-Heitenried,Bushaltest.St.Michael(-)				**20,000**	**10,278**	**10,278**	**9,722**
PCAM-20105-10-01 Heitenried-Bushaltest. St.Michael (-)				20,000	10,278	10,278	9,722
PCAM-20106 3200-Heitenried,Bushaltest.St.Michael(+)				**20,000**	**8,063**	**8,063**	**11,937**
PCAM-20106-10-01 Heitenried-Bushaltest. St.Michael (+)				20,000	8,063	8,063	11,937
PCAM-20107 3260-Schmitten,Bushaltestelle Bahnhof							
PCAM-20107-10-01 Schmitten-Bushaltestelle Bahnhof							
PCAM-20108 3000-Düdingen,Bushaltestelle Kirche (-)							
PCAM-20108-10-01 Düdingen-Bushaltestelle Kirche (-)							
PCAM-20109 3000-Düdingen,Bushaltestelle Kirche (+)							
PCAM-20109-10-01 Düdingen-Bushaltestelle Kirche (+)							
PCAM-20110 3230-Ueberstorf,Bushalt.Albligenstr.(-)				**20,000**	**5,214**	**5,214**	**14,786**
PCAM-20110-10-01 Ueberstorf-Bushaltest. Albligenstr.(-)				20,000	5,214	5,214	14,786

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20111 3230-Ueberstorf,Bushalt.Albligenstr.(+)				**20,000**	**5,214**	**5,214**	**14,786**
PCAM-20111-10-01 Ueberstorf-Bushaltest. Albligenstr.(+)				20,000	5,214	5,214	14,786
PCAM-20121 1320-Vuisternens,arrêt Le Haut d. Romont				**50,000**	**7,716**	**7,716**	**42,284**
PCAM-20121-10-01 Vuisternens-en-Og,arrêt Le Haut d.Romont				50,000	7,716	7,716	42,284
PCAM-10992 Kleinbösingen - Arrêt de bus				**74,034**	**74,034**	**74,034**	
PCAM-10992-10-11 Kleinbösingen - Arrêt de bus - travaux				74,034	74,034	74,034	
PCAM-20010 1200- Hauteville Lhand				**57,270**	**54,276**	**54,276**	**2,994**
PCAM-20010-10-10 Hauteville-Le Ruz/Longemort,sens Broc				57,270	54,276	54,276	2,994
PCAM-20078 2210-Villars-s-Glâne,arrêt bus Cormanon				**150,000**	**106,482**	**106,482**	**43,518**
PCAM-20078-10-01 Villars-s-Glâne - arrêt bus/MD Cormanon				150,000	106,482	106,482	43,518
PCAM-20079 3000-Gurmels,Bushaltestelle Dorf R.Murte				**110,000**	**102,460**	**102,460**	**7,541**
PCAM-20079-10-10 Gurmels-Bushaltestelle Dorf R.Murten				110,000	102,460	102,460	7,541
PCAM-20091 1100-Châtel-s-Montsalvens dir.Charmey				**20,000**	**795**	**795**	**19,205**
PCAM-20091-10-01 Châtel-s-Montsalvens -arrêt dir.Charmey				20,000	795	795	19,205
PCAM-20090 1100-Châtel-s-Montsalvens dir.Bulle				**20,000**	**723**	**723**	**19,278**
PCAM-20090-10-01 Châtel-s-Montsalvens -arrêt dir.Bulle				20,000	723	723	19,278
PCAM-20089 1100-Epagny,arrêt Prâ Dêrê dir.Charmey				**20,000**	**795**	**795**	**19,205**
PCAM-20089-10-01 Epagny-arrêt bus Prâ Dêrê dir.Charmey				20,000	795	795	19,205
PCAM-20088 1100-Epagny,arrêt Prâ Dêrê dir. Bulle				**20,000**	**795**	**795**	**19,205**
PCAM-20088-10-01 Epagny-arrêt bus Prâ Dêrê dir. Bulle				20,000	795	795	19,205
PCAM-20087 1000-Epagny,arrêt Village dir. Montbovon				**20,000**	**602**	**602**	**19,398**
PCAM-20087-10-01 Epagny-arrêt bus Village dir. Montbovon				20,000	602	602	19,398
PCAM-20086 1000-Epagny,arrêt Village dir. Bulle				**20,000**	**602**	**602**	**19,398**
PCAM-20086-10-01 Epagny-arrêt bus Village dir. Bulle				20,000	602	602	19,398
PCAM-20085 1030-Moléson-s-Gruyères, arrêt Terminus				**20,000**	**723**	**723**	**19,278**
PCAM-20085-10-01 Moléson-s-Gruyères, arrêt bus Terminus				20,000	723	723	19,278

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-20084 1060-Vaulruz,arrêt Croix-Verte dir.Bulle				**20,000**	**2,497**	**2,497**	**17,503**
PCAM-20084-10-01 Vaulruz-arrêt bus Croix-Verte dir.Bulle				20,000	2,497	2,497	17,503
PCAM-20083 1060-Vaulruz,arrêt Croix-Verte d. Romont				**20,000**	**1,826**	**1,826**	**18,174**
PCAM-20083-10-01 Vaulruz-arrêt bus Croix-Verte d. Romont				20,000	1,826	1,826	18,174
PCAM-20082 1060-Vaulruz,arrêt Nord,gare dir. Sâles				**20,000**	**1,325**	**1,325**	**18,675**
PCAM-20082-10-01 Vaulruz-arrêt bus Nord,gare dir. Sâles				20,000	1,325	1,325	18,675
PCAM-20081 1100-Charmey,arrêt la Tzintre dir. Bulle				**20,000**	**2,107**	**2,107**	**17,893**
PCAM-20081-10-01 Charmey-arrêt bus la Tzintre dir. Bulle				20,000	2,107	2,107	17,893
PCAM-20080 1100-Broc,arrêt le Home dir. Charmey				**40,000**	**9,814**	**9,814**	**30,186**
PCAM-20080-10-01 Broc-arrêt bus le Home dir. Charmey				40,000	9,814	9,814	30,186
PCAM-20092 1100-Broc,arrêt le Home dir. Bulle				**40,000**	**9,894**	**9,894**	**30,106**
PCAM-20092-10-01 Broc-arrêt bus le Home dir. Bulle				40,000	9,894	9,894	30,106
PCAM-20113 3000-Düdingen,Bushalt. Warpel +				**20,000**	**11,224**	**11,224**	**8,776**
PCAM-20113-10-01 Düdingen,Bushaltestelle Warpel (+)				20,000	11,224	11,224	8,776
PCAM-20112 3000-Düdingen,Bushalt. Warpel -				**20,000**	**11,224**	**11,224**	**8,776**
PCAM-20112-10-01 Düdingen,Bushaltestelle Warpel (-)				20,000	11,224	11,224	8,776
DGC-R-2019-034 Etude couverture N12 Chamblioux-Bertigny	**4,125,000**	**4,125,000**	**8,250,000**	**8,250,000**	**1,166,181**	**1,166,181**	**7,083,819**
PCAM-10997 Autoroute A12, secteur Chamblioux				**4,250,000**	**-806,875**	**-806,875**	**5,056,875**
PCAM-10997-10-02 Autoroute A12, secteur Chamblioux				4,250,000	-806,875	-806,875	5,056,875
PCAM-10980 A12-Chamblioux / Couverture autoroute				**4,000,000**	**1,973,056**	**1,973,056**	**2,026,944**
PCAM-10980-10-02 Chamblioux / Couverture autoroute				4,000,000	1,973,056	1,973,056	2,026,944
ACE-2020-330 Schmitten, réaménag. route Berg-Ried	**1,920,000**		**1,920,000**	**1,920,000**	**1,919,044**	**1,919,044**	**956**
PCAM-10935 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				**1,920,000**	**1,919,044**	**1,919,044**	**956**
PCAM-10935-10-11 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				1,920,000	1,919,044	1,919,044	956

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
ACE-2020-557 Bulle,réaménag. la Pâla et Rue de Vevey	**1,950,000**		**1,950,000**	**1,950,000**	**1,940,065**	**1,940,065**	**9,936**
PCAM-11024 1000-Bulle,réaménag.route de la Pâla				**1,950,000**	**1,940,065**	**1,940,065**	**9,936**
PCAM-11024-10-10 Bulle- réaménag. route de la Pâla				1,950,000	1,940,065	1,940,065	9,936
ACE-2020-558 Réaménag. tronçon Villarsel-Ferpicloz	**2,260,000**		**2,260,000**	**2,260,000**	**2,257,968**	**2,257,968**	**2,032**
PCAM-10925 Ferpicloz - Le Mouret - Arrêt bus				**62,000**	**60,095**	**60,095**	**1,905**
PCAM-10925-10-12 Ferpicloz - extension direction Marly				62,000	60,095	60,095	1,905
PCAM-10932 Crausa-Le Mouret - bande cyclable				**2,198,000**	**2,197,873**	**2,197,873**	**127**
PCAM-10932-10-11 Crausa-Le Mouret-travaux bande cyclable				2,198,000	2,197,873	2,197,873	127
DGC-R-2020-017 Assainissement bruit des RC 2019-2022	**32,000,000**	**3,635,000**	**35,635,000**	**17,427,609**	**10,859,069**	**10,859,069**	**6,568,540**
PCAM-17011 Avry - Assain. bruit routier				**420,000**	**127,893**	**127,893**	**292,107**
PCAM-17011-10-OPB-A4 Avry - Assain. bruit routier				420,000	127,893	127,893	292,107
PCAM-17049 Villaz-St-Pierre - Ass. bruit routier				**600,000**	**562,079**	**562,079**	**37,921**
PCAM-17049-10-OPB-A4 Villaz-St-Pierre, traversée localité				600,000	562,079	562,079	37,921
PCAM-17186 17186 - Le Flon- Assain. bruit routier				**150,000**	**36,075**	**36,075**	**113,925**
PCAM-17186-10-OPB-A4 Le Flon- Assain. bruit routier				150,000	36,075	36,075	113,925
PCAM-17137 17137-Echarlens - Assain. bruit routier				**400,000**	**351,937**	**351,937**	**48,063**
PCAM-17137-10-OPB-A4 Echarlens - Assain. bruit routier				400,000	351,937	351,937	48,063
PCAM-17152 17152 - Rue - Assain. bruit routier				**200,000**	**10,110**	**10,110**	**189,890**
PCAM-17152-10-OPB-A4 Rue/Promasens - Assain. bruit routier				200,000	10,110	10,110	189,890
PCAM-17130 17130-Botterens - Assain. bruit routier				**160,000**	**154,880**	**154,880**	**5,120**
PCAM-17130-10-OPB-A4 Botterens - Assain. bruit routier				160,000	154,880	154,880	5,120
PCAM-17191 Cadastre et assainiss. du bruit routier				**500,000**	**341,442**	**341,442**	**158,558**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17191-10-OPB-A4 Etudes et travaux divers / Cadastre				500,000	341,442	341,442	158,558
PCAM-17008 17008- Fribourg - Charmettes -Marly				**500,000**	**15,101**	**15,101**	**484,899**
PCAM-17008-10-OPB-A4 Fribourg - assainissement bruit routier				500,000	15,101	15,101	484,899
PCAM-17044 Romont - Assainissement bruit routier				**100,000**			**100,000**
PCAM-17044-10-OPB-A4 Romont-assainiss. bruit routier 2019-21				100,000			100,000
PCAM-17140 17140-Marsens - Assain. bruit routier				**50,000**	**6,658**	**6,658**	**43,342**
PCAM-17140-10-OPB-A4 Marsens - Assain. bruit routier Vuippens				50,000	6,658	6,658	43,342
PCAM-17076 Villars-sur-Glâne - Assainissement bruit				**300,000**	**157,567**	**157,567**	**142,433**
PCAM-17076-10-OPB-A4 Villars-sur-Glâne - Rtes Matran, Condoz				300,000	157,567	157,567	142,433
PCAM-17155 17155 - Villorsonnens - Ass. bruit rout				**260,000**	**250,921**	**250,921**	**9,079**
PCAM-17155-10-OPB-A4 Villorsonnens - Ass. bruit routier				260,000	250,921	250,921	9,079
PCAM-17183 Bossonnens-Assainissement bruit routier				**150,000**	**138,512**	**138,512**	**11,488**
PCAM-17183-10-OPB-A4 Bossonnens-Assainissement bruit routier				150,000	138,512	138,512	11,488
PCAM-17125 17125 - St-Silvester-Ass. bruit routier				**250,000**	**220,466**	**220,466**	**29,534**
PCAM-17125-10-OPB-A4 St-Silvester-Ass. bruit routier				250,000	220,466	220,466	29,534
PCAM-17093 Ried bei Kerzers - Assain. bruit routier				**550,000**	**415,633**	**415,633**	**134,367**
PCAM-17093-10-OPB-A4 Ried bei Kerzers - Assain. bruit routier				550,000	415,633	415,633	134,367
PCAM-17103 17103 - Autigny - Assain. bruit routier				**150,000**	**37,896**	**37,896**	**112,104**
PCAM-17103-10-OPB-A4 Autigny - Assain. bruit routier				150,000	37,896	37,896	112,104
PCAM-17171 2420-40- Lully-Châtillon-Ass.bruit route				**50,000**	**11,999**	**11,999**	**38,001**
PCAM-17171-10-OPB-A4 Lully-Châtillon-Ass.bruit route				50,000	11,999	11,999	38,001
PCAM-17185 17185-La Verrerie-Ass.bruit routier				**200,000**	**110,320**	**110,320**	**89,680**
PCAM-17185-10-OPB-A4 La Verrerie-Ass.bruit routier				200,000	110,320	110,320	89,680
PCAM-17047 Riaz - Assainissement bruit routier				**250,000**	**202,402**	**202,402**	**47,598**
PCAM-17047-10-OPB-A4 Riaz - Assainissement bruit routier				250,000	202,402	202,402	47,598
PCAM-17150 17150 - Montet - Assain. bruit routier				**30,000**	**27,758**	**27,758**	**2,242**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17150-10-OPB-A4 Montet - assainis. traversée localité				30,000	27,758	27,758	2,242
PCAM-17144 17144 - Auboranges- Ass. bruit routier				**98,116**	**98,116**	**98,116**	
PCAM-17144-10-OPB-A4 Auboranges- Ass. bruit routier				98,116	98,116	98,116	
PCAM-17037 Corbières -Assainissement bruit routier				**200,000**			**200,000**
PCAM-17037-10-OPB-A4 Corbières,assainissement bruit-trav.2020				200,000			200,000
PCAM-17058 Kerzers - Assainissement bruit routier				**200,000**			**200,000**
PCAM-17058-10-OPB-A4 Kerzers, traversée de la localité				200,000			200,000
PCAM-17053 Cottens - Assainissement bruit routier				**100,000**	**72,616**	**72,616**	**27,384**
PCAM-17053-10-OPB-A4 Cottens - Assainissement bruit routier				100,000	72,616	72,616	27,384
PCAM-17043 Châtel-St-Denis - Assainissement bruit				**200,000**	**58,860**	**58,860**	**141,140**
PCAM-17043-10-OPB-A4 Châtel-St-Denis, assainis .bruit routier				200,000	58,860	58,860	141,140
PCAM-17056 Wünnewil-Flamatt - Ass. bruit routier				**800,000**	**303,219**	**303,219**	**496,781**
PCAM-17056-10-OPB-A4 Wünnewil-Flamatt - Assain. bruit 2019-21				800,000	303,219	303,219	496,781
PCAM-17040 Murten - Assainissement bruit routier				**450,000**	**267,363**	**267,363**	**182,637**
PCAM-17040-10-OPB-A4 Murten - Assain. bruit routier 2019-21				450,000	267,363	267,363	182,637
PCAM-17059 Belfaux - Assainissement bruit routier				**150,000**	**110,324**	**110,324**	**39,676**
PCAM-17059-10-OPB-A4 Belfaux-rte de Corminboeuf,assain.bruit				150,000	110,324	110,324	39,676
PCAM-17121 17121 - Plaffeien -Assain. bruit routier				**800,000**	**465,113**	**465,113**	**334,887**
PCAM-17121-10-OPB-A4 Plaffeien-Assainis.bruit routier 2020-21				800,000	465,113	465,113	334,887
PCAM-17066 Montagny - Assainissement bruit routier				**200,000**	**148,089**	**148,089**	**51,911**
PCAM-17066-10-OPB-A4 Montagny-assain. bruit Grandsivaz				200,000	148,089	148,089	51,911
PCAM-17032 1400-Vuisternens,assainis. bruit routier				**100,000**			**100,000**
PCAM-17032-10-OPB-A4 Vuisternens-dt-Romont, assainis. bruit				100,000			100,000
PCAM-17006 Alterswil - Assainissement bruit				**175,331**	**175,331**	**175,331**	
PCAM-17006-10-OPB-A4 Alterswil - Assainissement bruit				175,331	175,331	175,331	
PCAM-17004 Fribourg-VSG - Assain. bruit routier				**300,000**	**164,024**	**164,024**	**135,976**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17004-10-OPB-A4 Fribourg-VSG - route de la Glâne				300,000	164,024	164,024	135,976
PCAM-17126 St. Ursen - Assain. bruit routier				**220,000**	**218,911**	**218,911**	**1,089**
PCAM-17126-10-OPB-A4 St. Ursen - Assain. bruit routier				220,000	218,911	218,911	1,089
PCAM-17098 Gurmels - Assain. bruit routier				**450,000**	**346,483**	**346,483**	**103,517**
PCAM-17098-10-OPB-A4 Gurmels - Assain. bruit routier				450,000	346,483	346,483	103,517
PCAM-17163 17163 - Cugy - Assain. bruit routier				**300,000**	**292,483**	**292,483**	**7,517**
PCAM-17163-10-OPB-A4 Cugy - Assainissement bruit routier				300,000	292,483	292,483	7,517
PCAM-17141 17141-Pont-en-Ogoz - As. bruit routier				**870,000**	**808,532**	**808,532**	**61,468**
PCAM-17141-10-OPB-A4 Pont-en-Ogoz - Assain. bruit routier				870,000	808,532	808,532	61,468
PCAM-17041 Givisiez - Ass. bruit routier				**112,214**	**112,214**	**112,214**	**0**
PCAM-17041-10-OPB-A4 Givisiez-assainiss.bruit routier 2020				112,214	112,214	112,214	0
PCAM-17054 17054 -Chénens - Assainis. bruit routier				**125,055**	**125,055**	**125,055**	
PCAM-17054-10-OPB-A4 Chénens - Assainissement bruit routier				125,055	125,055	125,055	
PCAM-17070 Düdingen - Assainissement bruit routier				**183,502**	**183,502**	**183,502**	
PCAM-17070-10-OPB-A4 Düdingen, traversée sud de la localité				183,502	183,502	183,502	
PCAM-17149 17149 - Villars-sur-Glâne, Villars-Vert				**200,000**	**14,192**	**14,192**	**185,808**
PCAM-17149-10-OPB-A4 Villars-sur-Glâne, Villars-Vert				200,000	14,192	14,192	185,808
PCAM-17998 17998 - Mandats externes - ass. bruit				**1,500,000**	**896,721**	**896,721**	**603,279**
PCAM-17998-10-OPB-A4 17998 - Mandats externes - ass. bruit				1,500,000	896,721	896,721	603,279
PCAM-17118 17118 - Giffers - Assain. bruit routier				**250,000**	**229,323**	**229,323**	**20,677**
PCAM-17118-10-OPB-A4 Giffers -Assainiss.bruit routier 2019-21				250,000	229,323	229,323	20,677
PCAM-17061 Gruyères - Assainissement bruit routier				**200,000**	**57,248**	**57,248**	**142,752**
PCAM-17061-10-OPB-A4 Gruyères, traversée de la localité				200,000	57,248	57,248	142,752
PCAM-17115 17115 - Alterswil -Assain. bruit routier				**100,000**	**47,738**	**47,738**	**52,262**
PCAM-17115-10-OPB-A4 Alterswil -Assain. bruit routier				100,000	47,738	47,738	52,262
PCAM-17052 Le Mouret - Assainissement bruit routier				**600,000**	**519,750**	**519,750**	**80,250**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17052-10-OPB-A4 Le Mouret - Traversée diverses localités				600,000	519,750	519,750	80,250
PCAM-17168 17168 - Fétigny - Assain. bruit routier				**350,000**	**329,485**	**329,485**	**20,515**
PCAM-17168-10-OPB-A4 Fétigny - Assain. bruit routier				350,000	329,485	329,485	20,515
PCAM-17003 17003 Neyruz assainiss. bruit routier				**500,000**	**40,694**	**40,694**	**459,306**
PCAM-17003-10-OPB-A4 Neyruz - assainissement bruit A4				500,000	40,694	40,694	459,306
PCAM-17020 2200 Belfaux,assainissement bruit route				**500,000**			**500,000**
PCAM-17020-10-OPB-A4 Belfaux, assainissement bruit				500,000			500,000
PCAM-17101 17101 - Belfaux - Assain. bruit routier				**240,089**	**240,089**	**240,089**	
PCAM-17101-10-OPB-A4 Belfaux - Assain. bruit routier				240,089	240,089	240,089	
PCAM-17154 17154 - Ursy - Ass. bruit routier				**143,303**	**143,303**	**143,303**	
PCAM-17154-10-OPB-A4 Ursy - Ass. bruit routier				143,303	143,303	143,303	
PCAM-17064 Ménières - Assainissement bruit routier				**550,000**	**511,868**	**511,868**	**38,132**
PCAM-17064-10-OPB-A4 Ménières, traversée de la localité				550,000	511,868	511,868	38,132
PCAM-17017 Gruyères - Assain. bruit routier				**20,000**			**20,000**
PCAM-17017-10-OPB-A4 Gruyères - Assain. bruit routier				20,000			20,000
PCAM-17033 1400-Mézières, Assainis. bruit routier				**20,000**			**20,000**
PCAM-17033-10-OPB-A4 Mézières, assainissement bruit routier				20,000			20,000
PCAM-19888 PCAM-assainissement contre le bruit							
PCAM-19888-10-11 OPB-Subv. de la Confédération 2019-22							
PCAM-19888-10-21 Assainis.bruit-subv. communes 2019-22							
PCAM-17045 Vaulruz-Assainissement bruit routier				**50,000**	**42,148**	**42,148**	**7,852**
PCAM-17045-10-OPB-A4 Vaulruz-traversée de la localité				50,000	42,148	42,148	7,852
PCAM-17131 17131-Broc - Assain. bruit routier				**250,000**	**205,450**	**205,450**	**44,550**
PCAM-17131-10-OPB-A4 Broc-Assain. bruit routier traversée loc				250,000	205,450	205,450	44,550
PCAM-17153 17153 - Siviriez - Ass. bruit routier				**400,000**	**288,309**	**288,309**	**111,691**
PCAM-17153-10-OPB-A4 Siviriez-Assainiss.bruit routier 2019-21				400,000	288,309	288,309	111,691

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-17077 Grolley - Assainissement bruit				**250,000**	**162,866**	**162,866**	**87,135**
PCAM-17077-10-OPB-A4 Grolley - Assainissement bruit				250,000	162,866	162,866	87,135
DGC-R-2020-095 Etudes et acquisitions terrain 2020-2025	**10,000,000**		**10,000,000**	**9,613,498**	**5,020,114**	**5,020,114**	**4,593,384**
PCAM-11033 2510-St-Aubin,OA Petite Glâne-mobilité				**400,000**	**195,629**	**195,629**	**204,371**
PCAM-11033-10-01 St-Aubin -Etude de faisabilité				400,000	195,629	195,629	204,371
PCAM-11029 2120/2200-Belfaux, VALTRALOC				**50,000**	**24,408**	**24,408**	**25,592**
PCAM-11029-10-10 Belfaux-aménagement édilitaire valtraloc				50,000	24,408	24,408	25,592
PCAM-11041 1300-Riaz, traversée Valtraloc				**233,000**	**119,640**	**119,640**	**113,360**
PCAM-11041-10-01 Riaz - traversée Valtraloc				233,000	119,640	119,640	113,360
PCAM-11060 3000-Tafers,Sanierung Durchl.Seelimatte				**35,256**	**35,256**	**35,256**	
PCAM-11060-10-01 Tafers-Sanierung Durchl.Seelimatte,Stud.				35,256	35,256	35,256	
PCAM-11064 3000-Plaffeien,Ausbau der KS,Hohenstein				**200,000**	**97,871**	**97,871**	**102,129**
PCAM-11064-10-01 Plaffeien-Ausbau der KS, Hohenstein				200,000	97,871	97,871	102,129
PCAM-10983 3000-Murten,Valtraloc u.Bushalt.Leimera				**40,000**	**13,229**	**13,229**	**26,771**
PCAM-10983-10-01 Murten Leimera Studien				40,000	13,229	13,229	26,771
PCAM-11085 1300-Hauterive, carrefour d'Ecuvillens				**100,000**	**9,816**	**9,816**	**90,184**
PCAM-11085-10-01 Hauterive-réaménag.carrefour Ecuvillens				100,000	9,816	9,816	90,184
PCAM-10985 Le Mouret - Aménagement mobilité douce				**50,000**			**50,000**
PCAM-10985-10-02 Le Mouret-étude aménag. mobilité douce				50,000			50,000
PCAM-11095 Innovation, recherche et développement				**130,000**	**37,937**	**37,937**	**92,063**
PCAM-11095-10-01 Développement durable				130,000	37,937	37,937	92,063
PCAM-11057 1300-Hauterive, giratoire Grangeneuve				**7,197**	**7,197**	**7,197**	
PCAM-11057-10-01 Hauterive-modif. giratoire Grangeneuve				7,197	7,197	7,197	
PCAM-11058 3100-Wünnewil-Flamatt,Tunnel Chrumatt				**66,219**	**66,219**	**66,219**	
PCAM-11058-10-01 Wünnewil-Flamatt -étude tunnel Chrumatt				66,219	66,219	66,219	

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11087 1000-Gruyères, liaison cyclable Epagny				**23,540**	**23,540**	**23,540**	
PCAM-11087-10-01 Gruyères-étude liaison cycl.Epagny-Enney				23,540	23,540	23,540	
PCAM-11089 3000-Düdingen, Valtraloc				**480,000**	**145,999**	**145,999**	**334,001**
PCAM-11089-10-01 Düdingen, Valtraloc				480,000	145,999	145,999	334,001
PCAM-11049 1000-Semsales, Valtraloc				**250,000**	**11,641**	**11,641**	**238,359**
PCAM-11049-10-01 Semsales, Valtraloc				250,000	11,641	11,641	238,359
PCAM-11094 Cadastre SIG/évacuation eaux de chaussée				**50,000**	**16,822**	**16,822**	**33,178**
PCAM-11094-10-01 Réalisation cadastre SIG/évacuation eaux				50,000	16,822	16,822	33,178
PCAM-11044 3000-PR 450-500,traitem.eaux de chaussée				**64,812**	**64,812**	**64,812**	
PCAM-11044-10-01 PR450-500, Evacuation eaux de chaussée				64,812	64,812	64,812	
PCAM-11059 1000-Semsales, Pont sur la Broye				**200,000**	**77,921**	**77,921**	**122,079**
PCAM-11059-10-01 Semsales-pont sur la Broye,phase 31 à 41				200,000	77,921	77,921	122,079
PCAM-11061 3100-Wünnewil-Flamatt,Neuanschl Chrumatt				**135,784**	**135,784**	**135,784**	
PCAM-11061-10-01 Wünnewil-Neuanschl.Chrumatt-Flamatt				135,784	135,784	135,784	
PCAM-11054 2110-Route Avry-Matran (Pâla)				**77,590**	**77,590**	**77,590**	
PCAM-11054-10-01 Avry-Matran:réam.route de la Pâla,études				77,590	77,590	77,590	
PCAM-11074 1300/Gibloux-Hauterive aménag. cyclable				**180,000**	**55,017**	**55,017**	**124,983**
PCAM-11074-10-01 Gibloux-Hauterive aménagement cyclable				180,000	55,017	55,017	124,983
PCAM-11077 Villars-s-Glâne,passerelle Villars-Vert				**165,338**	**228,695**	**228,695**	**-63,357**
PCAM-11077-10-10 VsG-Participation passerelle Villars-Ver				165,338	228,695	228,695	-63,357
PCAM-11088 2510/11 Domdidier,noeud routier Industri				**50,000**	**4,223**	**4,223**	**45,777**
PCAM-11088-10-01 Domdidier-étude noeud routier Industrie				50,000	4,223	4,223	45,777
PCAM-11092 1000-Semsales-Vaulruz,liaison MD				**30,000**	**22,341**	**22,341**	**7,659**
PCAM-11092-10-01 Semsales-Vaulruz, liaison MD				30,000	22,341	22,341	7,659
PCAM-11026 1100-Charmey, Pont-du-Roc				**50,000**	**33,168**	**33,168**	**16,832**
PCAM-11026-10-02 Val-de-Charmey - Pont-du-Roc,étude 32/33				50,000	33,168	33,168	16,832

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11069 1320-Orsonnens,réaménagement RC				**70,000**	**44,075**	**44,075**	**25,925**
PCAM-11069-10-02 Orsonnens-réaménagement RC,études				70,000	44,075	44,075	25,925
PCAM-11086 1100-Gruyères, bandes cycl. Pra-Riond				**70,000**	**35,247**	**35,247**	**34,753**
PCAM-11086-10-01 Gruyères-bandes cycl. Pra-Riond, études				70,000	35,247	35,247	34,753
PCAM-10362 2000-Chénens, Valtraloc				**150,000**			**150,000**
PCAM-10362-10-03 Chénens-Valtraloc				150,000			150,000
PCAM-11115 3300-Courtepin,évaluation bassin versant				**37,000**			**37,000**
PCAM-11115-10-01 Courtepin-évaluation bassin versant topo				37,000			37,000
PCAM-11105 Divers aménagements cyclables				**41,000**	**5,965**	**5,965**	**35,035**
PCAM-11105-10-01 Aménagem. cyclables transitoires-Etudes				41,000	5,965	5,965	35,035
PCAM-11006 2210- Villars-s-Glâne,voie additionnelle				**100,000**	**82,526**	**82,526**	**17,474**
PCAM-11006-10-02 Villars-sur-Glâne, voie additionnelle				100,000	82,526	82,526	17,474
PCAM-11098 3220/60-Guin,réaménag.carrefour Bundtels				**31,681**	**31,681**	**31,681**	
PCAM-11098-10-01 Düdingen, étude carrefour Bundtels				31,681	31,681	31,681	
PCAM-11103 3000- Tafers-Alterswil				**20,000**			**20,000**
PCAM-11103-10-02 Tafers-Alterswil, BAMO phases 41-53				20,000			20,000
PCAM-11043 1350-Hauterive, liaison IAG-agroscope				**191,700**	**139,468**	**139,468**	**52,232**
PCAM-11043-10-01 Hauterive- liaison IAG-agroscope				191,700	139,468	139,468	52,232
PCAM-11035 3450-Kerzers,Valtraloc Murtenstrasse Süd				**53,200**	**3,234**	**3,234**	**49,966**
PCAM-11035-10-01 Kerzers-Murtenstrasse Süd, Studien				53,200	3,234	3,234	49,966
PCAM-11065 1500 Attalens-Bossonnens,liaison MD				**70,000**	**7,935**	**7,935**	**62,065**
PCAM-11065-10-01 Attalens-Bossonnens,liaison MD				70,000	7,935	7,935	62,065
PCAM-11023 2300-Ménières, collecteur d'eau				**550,000**	**528,179**	**528,179**	**21,821**
PCAM-11023-10-11 Ménières-collecteur d'eau				550,000	528,179	528,179	21,821
PCAM-10984 1300-Sorens, carrefour du Gérignoz				**120,000**	**46,173**	**46,173**	**73,827**
PCAM-10984-10-02 Sorens, carrefour du Gérignoz				120,000	46,173	46,173	73,827

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-10866 10866 - Granges - Pont sur la Biorde				**300,000**	**43,264**	**43,264**	**256,736**
PCAM-10866-10-02 Granges - Pont sur la Biorde/phase 31-41				300,000	43,264	43,264	256,736
PCAM-11091 3400-Gempenach, croisée Ried b.Kerzers				**45,000**	**9,800**	**9,800**	**35,200**
PCAM-11091-10-01 Gempenach, point noir croisée Ried b.K.				45,000	9,800	9,800	35,200
PCAM-10967 2500-Estavayer, Valtraloc Font				**100,000**	**8,293**	**8,293**	**91,707**
PCAM-10967-10-01 Estavayer-Valtraloc Font				100,000	8,293	8,293	91,707
PCAM-11096 3200-Tafers, Radweg Weissenbach				**200,000**	**68,575**	**68,575**	**131,425**
PCAM-11096-10-01 Tafers, Radweg Weissenbach				200,000	68,575	68,575	131,425
PCAM-11053 1320-Villaz-St-Pierre, giratoire G.-Tell				**13,290**	**13,290**	**13,290**	
PCAM-11053-10-01 Villaz-St-Pierre,étude giratoire G.-Tell				13,290	13,290	13,290	
PCAM-11036 2200-Givisiez,réaménag. rte Jo Siffert				**170,000**	**170,000**	**170,000**	
PCAM-11036-10-10 Givisiez-réaménag. rte Jo Siffert-bus				170,000	170,000	170,000	
PCAM-11025 1100-Broc, Valtraloc centre				**100,000**	**92,029**	**92,029**	**7,971**
PCAM-11025-10-02 Broc-Valtraloc centre, études				100,000	92,029	92,029	7,971
PCAM-11075 1300/VSG-Hauterive aménagement cyclable				**215,000**	**39,274**	**39,274**	**175,726**
PCAM-11075-10-01 VSG-Hauterive aménagement cyclable				215,000	39,274	39,274	175,726
PCAM-11017 1000-Vuadens, projet Valtraloc				**30,000**	**21,336**	**21,336**	**8,664**
PCAM-11017-10-02 Vuadens - projet Valtraloc				30,000	21,336	21,336	8,664
PCAM-11090 2200-Montagny,route de Parchy				**150,000**	**37,633**	**37,633**	**112,367**
PCAM-11090-10-01 Montagny-correction tracé/intégration MD				150,000	37,633	37,633	112,367
PCAM-10962 Neyruz, Aménagement mobilité douce				**600,000**	**445,245**	**445,245**	**154,755**
PCAM-10962-10-02 Etudes mobilité douce, Neyruz				600,000	445,245	445,245	154,755
PCAM-11036 2200-Givisiez,réaménag. rte Jo Siffert				**96,000**	**64,726**	**64,726**	**31,274**
PCAM-11036-10-01 Givisiez-réaménagement rte Jo Siffert				96,000	64,726	64,726	31,274
PCAM-11013 2100-Avry, Trans Agglo, CO Rosé				**150,000**	**132,207**	**132,207**	**17,793**
PCAM-11013-10-02 Avry-Trans Agglo,CO Rosé /étude				150,000	132,207	132,207	17,793

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-18005 OPAM-comptage transport mat. dangereuse				**239,216**	**174,683**	**174,683**	**64,532**
PCAM-18005-10-02 OPAM-comptage transport mat. dangereuse				239,216	174,683	174,683	64,532
PCAM-11048 2000-Avry,évacuation EC Avry-Centre				**29,627**	**29,627**	**29,627**	
PCAM-11048-10-10 Avry-étude évacuation EC Avry-Centre				29,627	29,627	29,627	
PCAM-11038 2000-Villars-s-Glâne,aménagement cyclabl				**99,259**	**72,505**	**72,505**	**26,755**
PCAM-11038-10-01 Villars-s-Glâne-aménag. cyclable Croset				99,259	72,505	72,505	26,755
PCAM-11020 2100-Prez-vers-Noréaz, projet Valtraloc				**74,734**	**32,988**	**32,988**	**41,745**
PCAM-11020-10-02 Prez-vers-Noréaz, projet Valtraloc				74,734	32,988	32,988	41,745
PCAM-11080 2200-Grolley, évacuation des eaux				**25,000**	**15,475**	**15,475**	**9,525**
PCAM-11080-10-10 Grolley-évacuation des eaux de chaussées				25,000	15,475	15,475	9,525
PCAM-11079 1200-Marly,requalif. RC Grangette-Gérine				**275,000**	**6,540**	**6,540**	**268,460**
PCAM-11079-10-10 Marly-requalif. RC Grangette-Gérine				275,000	6,540	6,540	268,460
PCAM-11076 2010/1530-Ursy, centre du village				**166,100**	**56,452**	**56,452**	**109,648**
PCAM-11076-10-01 Ursy, réaménag. centre du village				166,100	56,452	56,452	109,648
PCAM-11084 2000-Villaz-St-Pierre,eaux de chaussée				**15,145**	**15,145**	**15,145**	
PCAM-11084-10-01 Villaz-St-Pierre- étude eaux de chaussée				15,145	15,145	15,145	
PCAM-10918 Riaz - Valtraloc - remise état infrastr.				**80,000**	**25,169**	**25,169**	**54,831**
PCAM-10918-10-02 Riaz - Lot 4a, études				80,000	25,169	25,169	54,831
PCAM-11040 1100-Charmey, aménagement 6 arrêts bus				**80,000**	**16,446**	**16,446**	**63,554**
PCAM-11040-10-01 Charmey, arrêts de bus				80,000	16,446	16,446	63,554
PCAM-11039 Belmont-Broye, giratoire centre à Vy				**220,000**	**90,020**	**90,020**	**129,980**
PCAM-11039-10-01 Domdidier-arrêt bus, évacuation eau				220,000	90,020	90,020	129,980
PCAM-10981 Avry, Prez-vers-Noréaz- Bandes cyclables				**215,532**	**166,886**	**166,886**	**48,646**
PCAM-10981-10-02 Avry-Prez, bande cyclable - suite études				215,532	166,886	166,886	48,646
PCAM-11052 1200-Botterens,trottoir+bandes cyclables				**185,000**	**96,854**	**96,854**	**88,146**
PCAM-11052-10-10 Botterens-trottoir+bandes cyclables				185,000	96,854	96,854	88,146

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11050 3300-Fribourg,sécuris.carrefour Grandfey				**150,000**	**120,852**	**120,852**	**29,148**
PCAM-11050-10-01 Fribourg, carrefour Grandfey				150,000	120,852	120,852	29,148
PCAM-11030 1300-Gibloux / Hauterive, plan vélo				**19,455**	**19,455**	**19,455**	
PCAM-11030-10-02 Gibloux-Hauterive,PSV étude préliminaire				19,455	19,455	19,455	
PCAM-11047 1100-Cottens,évacuation eau de chaussée				**10,977**	**10,977**	**10,977**	
PCAM-11047-10-01 Cottens-évacuation eau de chaussée				5,977	5,977	5,977	
PCAM-11047-10-10 Cottens-évacuation eau de chaussée				5,000	5,000	5,000	
PCAM-11055 2510-Domdidier,MD sur la route St-Aubin				**80,000**	**45,905**	**45,905**	**34,095**
PCAM-11055-10-01 Domdidier, étude de faisabilité				80,000	45,905	45,905	34,095
PCAM-11073 1000-Vaulruz-Vuadens,aménag. MD				**55,000**	**53,174**	**53,174**	**1,826**
PCAM-11073-10-01 Vaulruz-Vuadens, études aménag.MD				55,000	53,174	53,174	1,826
PCAM-11078 2010-Romont-Drognens,piste cyclable				**50,000**			**50,000**
PCAM-11078-10-01 Romont-Drognens,étude piste cyclable				50,000			50,000
PCAM-10923 Düdingen,Birch-Luggiwil,liaison routière				**200,000**	**200,000**	**200,000**	
PCAM-10923-10-01 Düdingen-étude liaison Birch-Luggiwil				200,000	200,000	200,000	
PCAM-11082 1000 - MD Châtel-Semsales				**22,844**	**22,844**	**22,844**	
PCAM-11082-10-01 MD Châtel-Semsales				22,844	22,844	22,844	
PCAM-11081 Traitement eau de chaussée/ cantonal				**40,000**	**39,970**	**39,970**	**30**
PCAM-11081-10-01 Etude cantonale traitement eau chaussée				40,000	39,970	39,970	30
PCAM-11093 2510-Delley, Valtraloc				**53,000**	**50,988**	**50,988**	**2,012**
PCAM-11093-10-01 Delley-Valtraloc,étude faisabilité				53,000	50,988	50,988	2,012
PCAM-11097 2000-Villaz, liaison cyclable				**70,000**	**42,886**	**42,886**	**27,114**
PCAM-11097-10-01 Villaz-liaison cyclable Romont-Chénens				70,000	42,886	42,886	27,114
PCAM-11099 1000-Vuadens, aménagement MD / Le Dally				**75,000**			**75,000**
PCAM-11099-10-01 Vuadens-aménagement MD Le Dally				75,000			75,000
PCAM-11100 2300-Ménières,Valtraloc route de Fétigny				**230,000**			**230,000**
PCAM-11100-10-01 Ménières-Valtraloc rte de Fétigny, Vesin				230,000			230,000

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11101 2000- Cottens-Matran, liaison MD				**110,000**	**39,363**	**39,363**	**70,637**
PCAM-11101-10-01 Cottens-Matran, liaison MD				110,000	39,363	39,363	70,637
ACE-2021-243 Les Paccots, Pont des Braseyres	**1,355,000**		**1,355,000**	**1,355,000**	**1,037,761**	**1,037,761**	**317,239**
PCAM-11045 1010 Châtel-St-Denis,Pont des Braseyres				**1,355,000**	**1,037,761**	**1,037,761**	**317,239**
PCAM-11045-10-01 Les Paccots-Pont des Braseyres				124,000	52,202	52,202	71,798
PCAM-11045-10-10 Les Paccots-Pont des Braseyres				1,231,000	985,559	985,559	245,441
ACE-2021-244 Plaffeien,assainis.Kurschürli-Rufenenst.	**2,620,000**		**2,620,000**	**2,620,000**	**2,024,201**	**2,024,201**	**595,799**
PCAM-10973 Plaffeien-Kurschürli-Arrêt bus+Valtraloc				**2,620,000**	**2,024,201**	**2,024,201**	**595,799**
PCAM-10973-10-11 Plaffeien-Kurschürli-travaux routiers				2,620,000	2,024,201	2,024,201	595,799
ACE-2021-290 Tafers, bandes cyclables s/route de Thun	**240,000**		**240,000**	**240,000**	**125,956**	**125,956**	**114,044**
PCAM-11051 3200-Tafers,bandes cyclables rte de Thun				**240,000**	**125,956**	**125,956**	**114,044**
PCAM-11051-10-10 Tafers-bandes cyclables rte de Thun				240,000	125,956	125,956	114,044
ACE-2021-485 Broc, "En Bataille" - bande cyclable	**3,515,250**		**3,515,250**	**3,515,250**	**3,456,094**	**3,456,094**	**59,156**
PCAM-11046 1100-Broc,prol.bande cycl. En Bataille				**3,515,250**	**3,456,094**	**3,456,094**	**59,156**
PCAM-11046-10-01 Broc-prol.bande cyclable En Bataille				370,000	370,000	370,000	
PCAM-11046-10-10 Broc-En Bataille, réaménagement route				3,145,250	3,086,094	3,086,094	59,156
DGC-R-2021-080 Aménagement TransAgglo et Voie Verte	**6,970,000**	**8,880,000**	**15,850,000**	**15,850,000**	**4,585,700**	**4,585,700**	**11,264,300**
PCAM-11063 Participation aménagement Voie Verte				**6,540,000**	**3,415,700**	**3,415,700**	**3,124,300**
PCAM-11063-10-10 Mobul, Voie Verte				6,540,000	3,415,700	3,415,700	3,124,300

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11062 Participation aménagement TransAgglo				**9,310,000**	**1,170,000**	**1,170,000**	**8,140,000**
PCAM-11062-10-10 Agglo, TransAgglo				9,310,000	1,170,000	1,170,000	8,140,000
ACE-2022-277 Bandes cyclables Morat-Guin	**340,000**		**340,000**	**340,000**	**232,849**	**232,849**	**107,151**
PCAM-11067 3000 route Morat-Guin,bandes cyclables				**340,000**	**232,849**	**232,849**	**107,151**
PCAM-11067-10-10 Route Morat-Guin, bandes cyclables				340,000	232,849	232,849	107,151
ACE-2022-278 Pistes cyclables Giffers-rte du Lac Noir	**330,000**		**330,000**	**330,000**	**293,296**	**293,296**	**36,705**
PCAM-11068 3100-Giffers,piste cyclable rte du Lac N				**330,000**	**293,296**	**293,296**	**36,705**
PCAM-11068-10-10 Giffers-piste cyclable rte du Lac Noir				330,000	293,296	293,296	36,705
ACE-2022-285 Pont-la-Ville, Route de la Gruyère	**2,140,000**		**2,140,000**	**2,140,000**	**1,909,063**	**1,909,063**	**230,937**
PCAM-11066 1220-Pont-la-Ville, Route de la Gruyère				**2,140,000**	**1,909,063**	**1,909,063**	**230,937**
PCAM-11066-10-01 Pont-la-Ville -Route de la Gruyère,étude				360,000	225,477	225,477	134,523
PCAM-11066-10-10 Pont-la-Ville -Rte de la Gruyère, trav.				1,780,000	1,683,586	1,683,586	96,414
ACE-2022-918 Broc, Valtraloc rte Montsalvens-centre	**560,000**		**560,000**	**560,000**	**522,873**	**522,873**	**37,127**
PCAM-11025 1100-Broc, Valtraloc centre				**560,000**	**522,873**	**522,873**	**37,127**
PCAM-11025-10-10 Broc-Valtraloc centre, travaux				560,000	522,873	522,873	37,127
ACE-2023-028 Aménag. Valtraloc, Domdidier - St-Aubin	**1,400,000**		**1,400,000**	**1,400,000**	**1,168,675**	**1,168,675**	**231,325**
PCAM-11014 2510- St-Aubin, aménag. Valtraloc				**1,400,000**	**1,168,675**	**1,168,675**	**231,325**
PCAM-11014-10-10 St-Aubin -Aménagement Valtraloc				1,400,000	1,168,675	1,168,675	231,325

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
ACE-2023-080 Aménagement Berg - Ried, crédit addition	**1,050,000**		**1,050,000**	**1,050,000**	**1,013,957**	**1,013,957**	**36,043**
PCAM-10935 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				**1,050,000**	**1,013,957**	**1,013,957**	**36,043**
PCAM-10935-10-13 Schmitten, Berg-Ried - Bandes cyclables				1,050,000	1,013,957	1,013,957	36,043
ACE-2023-12A Rénovation du pont sur la Serbache à La	**3,270,000**		**3,270,000**	**3,270,000**	**2,816,089**	**2,816,089**	**453,911**
PCAM-10856 10856 - La Roche - Pont sur la Serbache				**3,270,000**	**2,816,089**	**2,816,089**	**453,911**
PCAM-10856-10-02 La Roche - Pont sur la Serbache				360,000	52,637	52,637	307,363
PCAM-10856-10-12 La Roche - Pont sur la Serbache				2,910,000	2,763,452	2,763,452	146,548
ACE-2023-458 Montet (Glâne)-Réaménagement carrefour	**770,000**		**770,000**	**770,000**	**366,280**	**366,280**	**403,720**
PCAM-11007 1500-Montet (Glâne), carrefour				**770,000**	**366,280**	**366,280**	**403,720**
PCAM-11007-10-10 Montet (Glâne), travaux				770,000	366,280	366,280	403,720
ACE-2023-488 Romont-Parqueterie,réaménagement RC	**2,320,000**		**2,320,000**	**2,320,000**	**1,283,725**	**1,283,725**	**1,036,275**
PCAM-10901 Romont - Rte Parqueterie, collecteur EC				**2,320,000**	**1,283,725**	**1,283,725**	**1,036,275**
PCAM-10901-10-12 Romont - Rte Parqueterie, réaménagement				2,320,000	1,283,725	1,283,725	1,036,275
ACE-2023-688 Wünnewil-Flamatt-VALTRALOC Flamatt	**3,300,000**		**3,300,000**	**3,300,000**	**1,797,671**	**1,797,671**	**1,502,329**
PCAM-10972 Wünnewil-Flamatt, Flamatt - Valtraloc				**3,300,000**	**1,797,671**	**1,797,671**	**1,502,329**
PCAM-10972-10-11 Flamatt-Valtraloc travaux routiers				3,300,000	1,797,671	1,797,671	1,502,329
ACE-2023-689 Broc, Route du Prieuré,aménag.Valtraloc	**720,000**		**720,000**	**720,000**	**686,819**	**686,819**	**33,181**
PCAM-10989 Broc, Aménag.Prieuré - Valtraloc				**720,000**	**686,819**	**686,819**	**33,181**
PCAM-10989-10-10 Broc - Prieuré, travaux réaménagement				720,000	686,819	686,819	33,181

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
ACE-2023-740 Corbières-Aménag.bande cycl.et assain.RC	**4,725,000**		**4,725,000**	**4,725,000**	**4,541,727**	**4,541,727**	**183,273**
PCAM-10933 Corbières, Rte Villarvolard- b.cyclables				**4,725,000**	**4,541,727**	**4,541,727**	**183,273**
PCAM-10933-10-11 Corbières-Villarvolard, réfection RC				4,725,000	4,541,727	4,541,727	183,273
ACE-2024-324 Bulle,subv.arrêts bus Prila et Crêts Est	**211,396**		**211,396**				
ACE-2024-354 St.Silvester, bande cyclable route Gomma	**550,000**		**550,000**	**550,000**	**392,656**	**392,656**	**157,344**
PCAM-11102 1210 St-Silvester, "Gomma"				**550,000**	**392,656**	**392,656**	**157,344**
PCAM-11102-10-10 St-Silvester-bandes cyclables "Gomma"				550,000	392,656	392,656	157,344
ACE-2024-426 Renouvel. revêtements phono absorbant	**2,000,000**		**2,000,000**	**1,835,000**	**423,145**	**423,145**	**1,411,855**
PCAM-11107 1310-Gibloux, route de Grenilles				**210,000**			**210,000**
PCAM-11107-10-10 Gibloux / Farvagny-route de Grenilles				210,000			210,000
PCAM-11112 3200-Fribourg, route de Tavel				**350,000**	**138,972**	**138,972**	**211,028**
PCAM-11112-10-10 Fribourg-route de Tavel,renouv.phono				350,000	138,972	138,972	211,028
PCAM-11109 1400-Mézières, sortie Sud				**430,000**			**430,000**
PCAM-11109-10-10 Mézières-revouvellem. phono entrée Nord				430,000			430,000
PCAM-11108 1400-Mézières, Renouv.phono entrée NordM				**180,000**			**180,000**
PCAM-11108-10-10 Mézières-renouvel. phono entrée Nord				180,000			180,000
PCAM-11114 3000-Düdingen-Jetschwil, renouv. phono				**145,000**			**145,000**
PCAM-11114-10-10 Düdingen-Jetschwil, renouvellement phono				145,000			145,000
PCAM-11110 2000-Romont, rte Industrie,renouv. phono				**310,000**	**174,172**	**174,172**	**135,828**
PCAM-11110-10-10 Romont - rte Industrie,renouvel. phono				310,000	174,172	174,172	135,828
PCAM-11111 2100-Villars-s-Glâne, rte de Moncor				**210,000**	**110,001**	**110,001**	**99,999**

GESTION DES CREDITS D'ENGAGEMENT

Programme d'investissement : **INV-RTES**
Année(s) d'autorisation : **2012 - 2024**

Poste programme des investissements	Crédit d'engagement	Subventions	Crédit total	Budget réparti	Engagé av. période	Total engagé	Disponible
PCAM-11111-10-10 Villars-s-Glâne -Moncor, renouv. phono				210,000	110,001	110,001	99,999